

Agence de développement  
de réseaux locaux de services de santé  
et de services sociaux de la Capitale nationale

Rapport annuel  
de gestion

2004  
2005

Québec 



**RAPPORT ANNUEL DE GESTION  
2004-2005**

**Agence de développement de réseaux locaux de services de santé  
et de services sociaux de la Capitale nationale**

Adopté à la séance ordinaire du conseil d'administration  
du 22 septembre 2005



Édition produite par :

**Agence de développement de réseaux locaux de services de santé  
et de services sociaux de la Capitale nationale**

Direction de la planification, de la gestion du changement et des ressources humaines

Ce document peut être reproduit sans restriction, en tout ou en partie, en autant que la source soit mentionnée.

Pour obtenir copie(s) de ce document, s'adresser au :

Centre de documentation

Agence de développement de réseaux locaux de services de santé  
et de services sociaux de la Capitale nationale

555, boulevard Wilfrid-Hamel Est

Québec (Québec) G1M 3X7

Téléphone : (418) 525-1500, poste 250

Courrier électronique : [cecile.ugeux@ssss.gouv.qc.ca](mailto:cecile.ugeux@ssss.gouv.qc.ca)

Le présent document peut être consulté à la section « Documentation » du site  
Internet de l'Agence à l'adresse : [www.rrsss03.gouv.qc.ca](http://www.rrsss03.gouv.qc.ca)

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2005

Bibliothèque nationale du Canada, 2005

**MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ET DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE**

Pour l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale (Agence), l'année 2004-2005 aura été principalement consacrée à la mise en œuvre de la réforme proposée par le gouvernement du Québec.

Ainsi, à la suite des consultations régionales, l'Agence a été en mesure de présenter au ministre de la Santé et des Services sociaux, dans les délais impartis, soit le 30 avril 2004, une recommandation qui a fait l'objet d'un large consensus au sein des établissements et des partenaires du réseau sociosanitaire de la région.

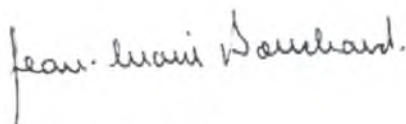
Fort de l'acceptation intégrale de la recommandation de l'Agence par le ministre en juin 2004, l'Agence a accordé la majorité de ses efforts au développement d'outils pour permettre la concrétisation des objectifs de la réforme, soit l'amélioration de l'accessibilité, de la proximité et de la continuité des services de santé et des services sociaux. Nos premiers gestes auront été de contribuer au démarrage des nouveaux conseils d'administration des centres de santé et de services sociaux (CSSS) en juillet de la même année ainsi que de leur offrir, dès l'automne, des séances d'information pour permettre aux membres nouvellement nommés de jouer pleinement leur rôle. Au 31 mars 2005, on peut affirmer que le processus de fusion est complété au plan juridique et que pour l'ensemble, l'intégration administrative des pratiques et procédures suit son cours normal.

En marge du démarrage de ces nouveaux établissements, l'Agence a mis en place un processus de gestion de projet visant à assurer une coordination efficace des travaux. Ainsi, la totalité des projets et des gestes qui concernent les éléments de la réforme aura fait l'objet d'une décision prise par les représentants de l'ensemble des établissements de la région et leurs partenaires regroupés sous un comité directeur. Ce mode de fonctionnement aura ainsi permis de mobiliser plusieurs centaines de personnes de la région autour de thèmes tels que les projets cliniques prioritaires (personnes âgées, services généraux, jeunes en difficulté, cancer, maladies pulmonaires obstructives chroniques et santé mentale), la politique et l'entente de partenariat, les ententes de service, le plan régional d'informatisation, la consolidation d'un Infocentre régional, le plan de développement des compétences du personnel d'encadrement notamment la mission sur la mise en réseau, la stratégie régionale de main-d'œuvre et le plan de communication.

On le constate, l'année 2004-2005 en aura été une de transition et d'amorce de nombreux chantiers. Ce faisant, il revenait également à l'Agence d'assumer, à l'intérieur de ses rôles et responsabilités, le suivi de certains dossiers tels le Centre universitaire d'ophtalmologie de Québec, la mise en œuvre du Plan d'action régional de santé publique, la Maison des naissances, la rénovation de l'urgence de l'Hôpital Saint-François d'Assise et la préparation du Plan régional de sécurité civile sociosanitaire.

Finalement, fidèle aux orientations gouvernementales en matière de reddition de comptes des ministères et organismes gouvernementaux, l'Agence produit le rapport sur l'atteinte des résultats obtenus dans le cadre de l'entente de gestion entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Agence ainsi que des attentes administratives signifiées. À sa lecture, on peut affirmer que, de façon globale, les résultats atteints concordent avec les objectifs fixés.

À la lecture de ce qui précède, on note que l'année 2004-2005 aura donc été une année de conception et de développement d'outils pour faciliter la mise en place et l'appropriation des concepts et objectifs de la réforme proposée par le gouvernement. Toutefois, on peut déjà affirmer sans trop d'inquiétudes que la dynamique régionale, forte du leadership de l'Agence, constitue une base solide sur laquelle la région peut s'appuyer pour transformer le réseau d'aujourd'hui en celui de demain. Le pari de l'année dernière, qui était de compter sur la capacité des acteurs de la région pour pallier à la non-intégration des centres hospitaliers par des mécanismes d'interdépendance et d'entente, semble sur la bonne voie. Il serait toutefois imprudent de crier victoire à ce stade-ci de l'implantation de la réforme. Tous sont invités à demeurer vigilants puisque le succès de cette réforme repose essentiellement sur notre capacité à lâcher prise et à se faire confiance mutuellement, et ce, pour le bénéfice de celle que nous desservons, c'est-à-dire la population.



Jean-Marie Bouchard  
Président



Michel Fontaine  
Président-directeur général

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les informations contenues dans le présent rapport annuel de gestion relèvent de ma responsabilité. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du rapport annuel de gestion de l'exercice 2004-2005 de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale (Agence) :

- décrivent fidèlement la mission, les mandats, les valeurs et les orientations stratégiques de l'Agence;
- présentent les cibles, les résultats attendus, les indicateurs et les résultats obtenus;
- présentent des données exactes et fiables.

Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et qu'elles correspondent à la situation telle qu'elle se présentait pour l'exercice terminé le 31 mars 2005.



Président-directeur général



## TABLE DES MATIÈRES

Page

|          |                                                                                                                                                  |    |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>1</b> | <b>PRÉSENTATION DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAUX LOCAUX DE SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE NATIONALE</b>          |    |
| 1.1      | La mission .....                                                                                                                                 | 15 |
| 1.2      | Le plan d'organisation .....                                                                                                                     | 16 |
| 1.3      | Le conseil d'administration .....                                                                                                                | 17 |
| 1.4      | Le Forum de la population .....                                                                                                                  | 17 |
| 1.5      | Les établissements publics et privés conventionnés .....                                                                                         | 18 |
| 1.6      | Les établissements offrant des services suprarégionaux .....                                                                                     | 18 |
| 1.7      | Les établissements ayant une mission régionale .....                                                                                             | 18 |
| 1.8      | Les centres hospitaliers universitaires et les instituts .....                                                                                   | 18 |
| 1.9      | Les groupes de médecine de famille (GMF) .....                                                                                                   | 19 |
| 1.10     | La Commission médicale régionale de Québec .....                                                                                                 | 19 |
| 1.11     | Le Département régional de médecine générale .....                                                                                               | 19 |
| 1.12     | La Commission infirmière régionale de Québec .....                                                                                               | 20 |
| 1.13     | La Commission multidisciplinaire régionale de Québec .....                                                                                       | 20 |
| 1.14     | Le Comité régional pour les programmes d'accès à des services de santé et des services sociaux en langue anglaise de la Capitale nationale ..... | 21 |
| 1.15     | Les effectifs .....                                                                                                                              | 21 |
| 1.16     | Politique relative au harcèlement psychologique au travail .....                                                                                 | 22 |
| 1.17     | Programme d'aide aux employés .....                                                                                                              | 22 |
| <b>2</b> | <b>ENTENTE DE GESTION ET ATTENTES ADMINISTRATIVES</b>                                                                                            |    |
|          | Programme - Santé publique                                                                                                                       |    |
| 1.1-A    | Développement de l'adaptation et de l'intégration sociale .....                                                                                  | 25 |
| 1.1-B    | Habitudes de vie et maladies chroniques .....                                                                                                    | 27 |
| 1.1-C    | VIH/SIDA, VHC et ITSS .....                                                                                                                      | 31 |
|          | Mesures d'urgence et vigie sanitaire des maladies infectieuses .....                                                                             | 32 |
|          | Santé environnementale .....                                                                                                                     | 32 |
|          | Traumatismes non intentionnels .....                                                                                                             | 34 |
|          | Surveillance de l'état de la santé .....                                                                                                         | 34 |
|          | Programme - Services généraux - Activités cliniques et d'aide                                                                                    |    |
| 1.2-A    | Services médicaux généraux .....                                                                                                                 | 35 |
| 1.2-B    | Services infirmiers généraux .....                                                                                                               | 35 |
| 1.2-C    | Services psychosociaux généraux .....                                                                                                            | 37 |
| 1.2-D    | Services de soutien à domicile offerts aux personnes à la suite d'une intervention chirurgicale .....                                            | 37 |
|          | Programme - Perte d'autonomie liée au vieillissement                                                                                             |    |
| 1.3-A    | Services dans le milieu de vie .....                                                                                                             | 38 |
| 1.3-B    | Services offerts aux personnes hébergées en milieu de vie substitut .....                                                                        | 39 |
|          | Programme - Déficience physique                                                                                                                  |    |
| 1.4-A    | Services dans le milieu de vie .....                                                                                                             | 41 |
|          | Programme - Déficience intellectuelle et trouble envahissant du développement                                                                    |    |
| 1.5-A    | Déficience intellectuelle - Services dans le milieu de vie .....                                                                                 | 44 |
| 1.5-B    | Trouble envahissant du développement - Services dans le milieu de vie .....                                                                      | 45 |

## TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

|                                                                                                                  |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Programme - Jeunes en difficulté                                                                                 |    |
| 1.6-A Services de première ligne offerts aux jeunes en difficulté                                                | 48 |
| 1.6-B Services spécialisés offerts dans les centres jeunesse                                                     | 50 |
| Programme - Dépendances                                                                                          |    |
| 1.7-A Toxicomanie                                                                                                | 52 |
| 1.7-B Jeu pathologique                                                                                           | 53 |
| Programme - Santé mentale                                                                                        |    |
| 1.8-A Services offerts aux personnes ayant des problèmes de santé mentale                                        | 54 |
| Programme - Santé physique                                                                                       |    |
| 1.9-A Urgence                                                                                                    | 58 |
| 1.9-B Soins palliatifs                                                                                           | 60 |
| 1.9-C Lutte contre le cancer                                                                                     | 60 |
| 1.9-D Volume de production pour certains services spécialisés                                                    | 63 |
| Traumatologie                                                                                                    | 67 |
| Disponibilité de la main-d'œuvre                                                                                 | 67 |
| Répartition de l'effectif médical                                                                                | 68 |
| Services préhospitaliers d'urgence                                                                               | 68 |
| Programme - Services offerts aux femmes et aux enfants victimes de violence                                      |    |
| 1.10-A Services offerts aux femmes et aux enfants victimes de violence                                           | 69 |
| Programme - Ressources humaines                                                                                  |    |
| 3.1-A Ressources humaines                                                                                        | 70 |
| Au plan de l'amélioration continue de la qualité des services et de la satisfaction                              |    |
| 4.1-A Prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux                                       | 73 |
| 4.1-B Mesures pour contrer les infections nosocomiales                                                           | 76 |
| Programme - Retour à l'équilibre budgétaire du réseau de la santé et des services sociaux                        |    |
| 5.1-A Retour à l'équilibre budgétaire du réseau de la santé et des services sociaux                              | 77 |
| Services administratifs et de soutien                                                                            | 78 |
| Programme - Planification stratégique, évaluation et gestion de l'information                                    |    |
| Technologie de l'information                                                                                     | 79 |
| Programme - Coordination                                                                                         |    |
| Développement d'intégration de la sécurité civile                                                                | 82 |
| <b>3 AUTRES RÉSULTATS D'IMPORTANCE</b>                                                                           |    |
| 3.1 La mise en œuvre des réseaux locaux de services dans la région telle qu'approuvée par le gouvernement        | 87 |
| 3.2 Le soutien aux instances locales dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets cliniques | 87 |
| 3.3 Mise en œuvre du Plan d'action régional de santé publique 2004-2007                                          | 88 |

## TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

|                |                                                                                                                                                          |            |
|----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 3.4            | Bilan général du programme d'évaluation et de coordination des admissions en longue durée (PECA).....                                                    | 88         |
| 3.5            | Services préhospitaliers .....                                                                                                                           | 90         |
| 3.6            | Sécurité civile sociosanitaire .....                                                                                                                     | 92         |
| 3.7            | Services à la clientèle .....                                                                                                                            | 92         |
| 3.8            | Le Technocentre régional .....                                                                                                                           | 93         |
| 4              | <b>DONNÉES FINANCIÈRES</b>                                                                                                                               |            |
| 4.1            | Données financières relatives aux établissements de la région et aux organismes communautaires subventionnés par l'Agence .....                          | 97         |
| 4.1.1          | Budget net de fonctionnement des établissements .....                                                                                                    | 97         |
| 4.1.2          | Ressources financières - réseau .....                                                                                                                    | 99         |
| 4.1.3          | Subventions aux organismes communautaires.....                                                                                                           | 102        |
| 4.2            | Rapport de la direction .....                                                                                                                            | 104        |
| 4.3            | Rapport du vérificateur général et états financiers de l'Agence .....                                                                                    | 105        |
| 4.3.1          | Rapport du vérificateur sur les états financiers condensés .....                                                                                         | 105        |
| 4.3.2          | Fonds d'exploitation .....                                                                                                                               | 106        |
| 4.3.3          | Fonds des activités régionalisées .....                                                                                                                  | 107        |
| 4.3.4          | Fonds combinés - solde de fonds .....                                                                                                                    | 108        |
| 4.3.5          | Fonds d'exploitation et fonds des activités régionalisées - bilan .....                                                                                  | 109        |
| 4.3.6          | Fonds d'immobilisation - bilan .....                                                                                                                     | 110        |
| 4.3.7          | Fonds affectés cumulés - bilan .....                                                                                                                     | 111        |
| 4.3.8          | Fonds affectés cumulés - solde de fonds .....                                                                                                            | 112        |
| 4.3.9          | Fonds des immobilisations - Analyse de la provenance et de l'utilisation des fonds .....                                                                 | 113        |
| 4.3.10         | Fonds des équipements - Analyse de la provenance et de l'utilisation des fonds .....                                                                     | 114        |
| 4.3.11         | Fonds des services préhospitaliers d'urgence et transports d'usagers entre établissements - Analyse de la provenance et de l'utilisation des fonds ..... | 115        |
| 4.3.12         | État d'allocation de l'enveloppe régionale des crédits au 31 mars 2005 .....                                                                             | 116        |
| 4.4            | Notes aux états financiers .....                                                                                                                         | 117        |
| 5              | <b>LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ADMINISTRATEURS, PARTENAIRES, GESTIONNAIRES ET EMPLOYÉS .....</b>                                             | <b>125</b> |
| <b>ANNEXES</b> |                                                                                                                                                          |            |
| Annexe 1       | : Liste des membres du Forum de la population .....                                                                                                      | 133        |
| Annexe 2       | : Liste des membres de la Commission médicale régionale de Québec .....                                                                                  | 134        |
| Annexe 3       | : Liste des membres du comité de direction du Département régional de médecine générale.....                                                             | 135        |
| Annexe 4       | : Liste des membres de la Commission infirmière régionale de Québec .....                                                                                | 136        |
| Annexe 5       | : Liste des membres de la Commission multidisciplinaire régionale de Québec .....                                                                        | 137        |
| Annexe 6       | : Liste des membres du Comité régional pour les programmes d'accès à des services de santé et des services sociaux en langue anglaise de Québec .....    | 138        |
| Annexe 7       | : Liste des groupes de médecine de famille .....                                                                                                         | 139        |
| Annexe 8       | : Services Info-Santé CLSC - Nombre d'appels traités sur l'ensemble du territoire .....                                                                  | 139        |
| Annexe 9       | : Liste des services de premiers répondants de la région de la Capitale-Nationale.....                                                                   | 139        |
| Annexe 10      | : Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux - Édition 2004 .....                                                                   | 139        |
| Annexe 11      | : Transports ambulanciers effectués dans la région 03 .....                                                                                              | 140        |
| Annexe 12      | : Programme de soutien aux organismes communautaires .....                                                                                               | 141        |



## LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES

|          |                                                                               |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------|
| AMP      | : Activités médicales particulières                                           |
| BITI     | : Programme d'amélioration continue de nos services                           |
| CAT      | : Centre d'abandon du tabagisme                                               |
| CBRN     | : Chimique-biologique-radiologique-nucléaire                                  |
| CCNU     | : Centre de coordination national des urgences                                |
| CCRÉSCIS | : Centre de coordination régional de sécurité civile sociosanitaire           |
| CCSC     | : Centre de communication santé des Capitales                                 |
| CH       | : Centre hospitalier                                                          |
| CHA      | : Centre hospitalier <i>affilié</i> universitaire de Québec                   |
| CHRG     | : Centre hospitalier Robert-Giffard                                           |
| CHSGS    | : Centre hospitalier de soins généraux et spécialisés                         |
| CHSLD    | : Centre d'hébergement et de soins de longue durée                            |
| CHUL     | : Centre hospitalier de l'Université Laval                                    |
| CHUQ     | : Centre hospitalier universitaire de Québec                                  |
| CIR      | : Commission infirmière régionale                                             |
| CJQ      | : Centre jeunesse de Québec                                                   |
| CLSC     | : Centre local de services communautaires                                     |
| CME      | : Centre mère-enfant                                                          |
| CMR      | : Commission médicale régionale                                               |
| CMuR     | : Commission multidisciplinaire régionale                                     |
| CPE      | : Centre de la petite enfance                                                 |
| CRAQ     | : Club de radio-amateur de Québec inc.                                        |
| CRAQ     | : Comité régional d'assurance qualité                                         |
| CRDIQ    | : Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec               |
| CRDPE    | : Comité régional de développement du personnel d'encadrement                 |
| CRRRI    | : Comité régional des ressources informationnelles                            |
| CRUV     | : Centre de réadaptation Ubalde-Villeneuve                                    |
| CSSS     | : Centres de santé et de services sociaux                                     |
| DEA      | : Défibrillateur externe automatisé                                           |
| DRMG     | : Département régional de médecine générale                                   |
| DRRC     | : Dépôt régional de résultats cliniques                                       |
| DRSP     | : Direction régionale de santé publique                                       |
| EIJ      | : Équipe d'intervention jeunesse                                              |
| ETG      | : Échelle de triage et de gravité                                             |
| GMF      | : Groupe de médecine de famille                                               |
| GNAGRQ   | : Groupe national d'aide à la gestion des risques et de la qualité            |
| HDQ      | : L'Hôtel-Dieu de Québec                                                      |
| IRDPO    | : Institut de réadaptation en déficience physique de Québec                   |
| IRIS-RUQ | : Infostructure de recherche intégrée en santé-réseau universitaire de Québec |
| LSJPA    | : Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents                   |
| LSSSS    | : Loi sur les services de santé et les services sociaux                       |
| MPOC     | : Maladies pulmonaires obstructives chroniques                                |
| MRC      | : Municipalité régionale de comté                                             |
| ORSC     | : Organisation régionale de sécurité civile                                   |
| PACTE    | : Projet d'action concertée sur les territoires La Source et Orléans          |
| PAE      | : Programme d'aide aux employés                                               |
| PAJT     | : Programme accès jeunesse en toxicomanie                                     |
| PAMTA    | : Programme d'administration des médicaments des techniciens ambulanciers     |
| PLSCS    | : Plan local de sécurité civile sociosanitaire                                |

## LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES (suite)

|          |                                                                                                           |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PORSC-MS | : Plan d'organisation régional en sécurité civile-mission santé                                           |
| PQDCS    | : Programme québécois de dépistage du cancer du sein                                                      |
| PQLT     | : Programme québécois de la lutte au tabagisme                                                            |
| PREM     | : Plan régional d'effectifs médicaux                                                                      |
| PRéSCiS  | : Plan régional de sécurité civile sociosanitaire                                                         |
| PROSI    | : Projet régional d'organisation des services intégrés                                                    |
| PSOC     | : Programme de soutien aux organismes communautaires                                                      |
| RAM      | : Réseau d'accessibilité médicale                                                                         |
| RAO      | : Répartition assistée par ordinateur                                                                     |
| RIAT     | : Rapport d'incident-accident transfusionnel                                                              |
| RQCT     | : Réseau québécois de cardiologie tertiaire                                                               |
| RTSS     | : Réseau de télécommunication sociosanitaire                                                              |
| RUIS-UL  | : Réseau universitaire intégré en santé de l'Université Laval                                             |
| SAAQ     | : Société d'assurance automobile du Québec                                                                |
| SGAS     | : Système informatisé de l'accès aux services                                                             |
| SIDEP    | : Service intégré de dépistage et de prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang |
| SIGU     | : Système d'information de gestion dans les urgences                                                      |
| SIU      | : Système d'information sur l'utilisateur                                                                 |
| SRAS     | : Syndrome respiratoire aigu sévère                                                                       |
| TCC      | : Traumatisé cranio-cérébral                                                                              |
| TCR      | : Technocentre régional                                                                                   |
| URB      | : Unité de rassemblement de blessés                                                                       |

**PRÉSENTATION DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAUX LOCAUX DE  
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE NATIONALE**



## 1.1 LA MISSION

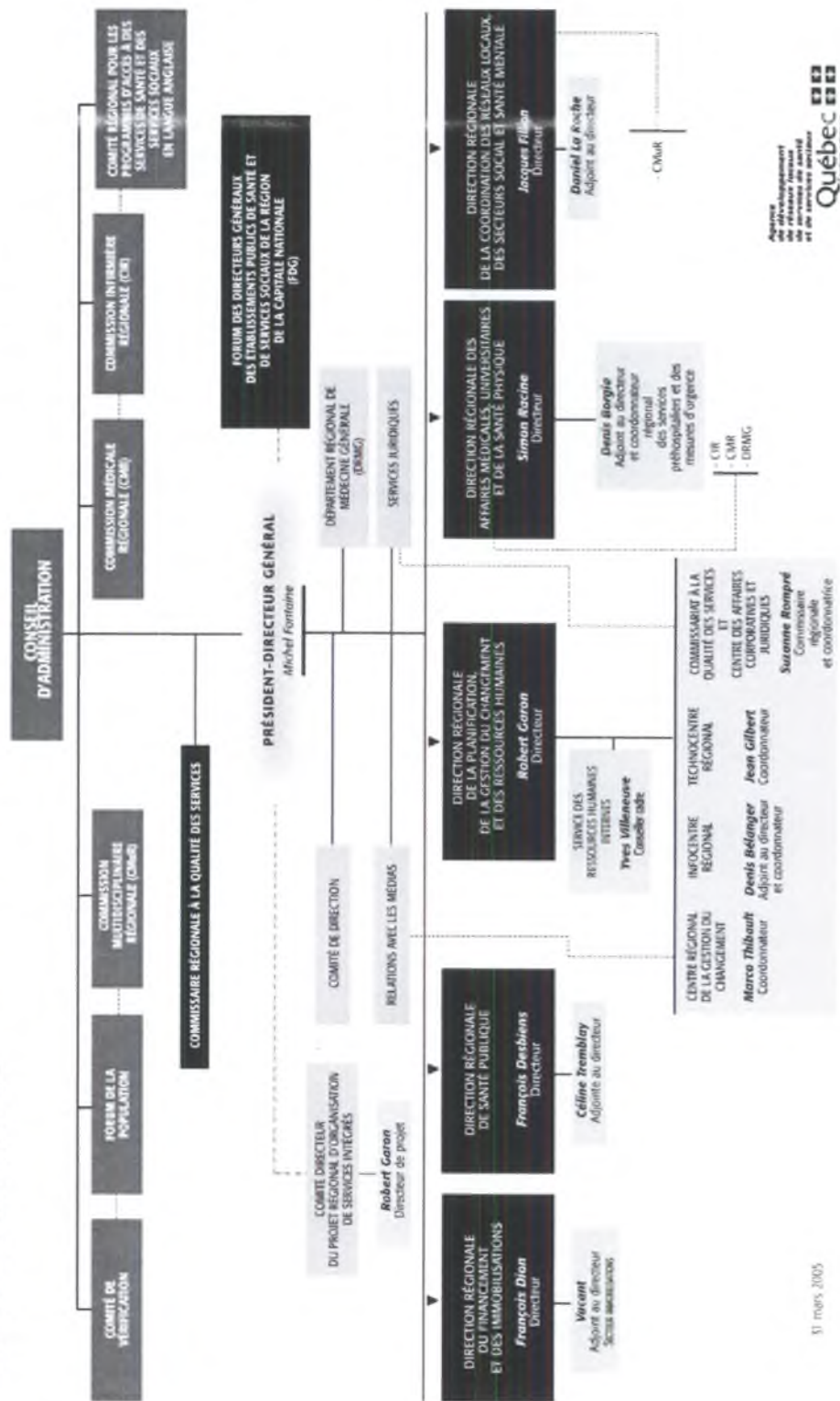
Outre le maintien et l'amélioration de la santé et du bien-être de la population, l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale (Agence) a pour mission de mettre en place une organisation de services de santé et de services sociaux intégrés. Dans ce cadre, elle doit définir et proposer au ministre un modèle d'organisation basé sur plusieurs réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont la taille peut couvrir tout ou en partie le territoire de l'Agence.

L'Agence a aussi comme responsabilité de planifier, d'organiser et d'évaluer l'ensemble des services de santé et des services sociaux offerts aux 652 000 personnes de son territoire. Pour les soins et les services hospitaliers tertiaires et quaternaires, l'Agence a une mission suprarégionale pour tout l'est de la province et dessert alors 900 000 personnes. Elle veille à la participation de la population, à l'administration du réseau, à la protection des droits des usagers, à la protection de la santé publique, à la protection sociale des personnes, à la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ainsi qu'à l'allocation des budgets aux établissements et des subventions aux organismes communautaires.

L'Agence couvre un territoire d'une superficie de 19 285 kilomètres carrés, soit la grande région de la Capitale-Nationale de même que Charlevoix et Portneuf, qui comprend 57 municipalités. L'Agence couvre également tout l'est de la province pour les soins et les services hospitaliers surspécialisés.

## Le plan d'organisation

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAUX LOCAUX DE SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX  
DE LA CAPITALE NATIONALE



Quebec

### 1.3 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

| MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION |                                                   |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Bergevin, Ginette (vice-présidente) | Beauport (Québec)                                 |
| Bouchard, Jean-Marie (président)    | Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec)              |
| Dolbec, Chantal                     | Neufchâtel (Québec)                               |
| Dubuc, Conrad                       | Sillery (Québec)                                  |
| Filteau, André                      | Saint-Casimir (Portneuf)                          |
| Fontaine, Michel (secrétaire)       | Sainte-Foy (Québec)                               |
| Fortier, Brigitte                   | Charlesbourg (Québec)                             |
| Harvey, Diane                       | Baie-Saint-Paul (Charlevoix)                      |
| Lambert, Marjolaine                 | Sillery (Québec)                                  |
| Leduc, Yvan                         | Commission médicale régionale de Québec           |
| Martell, Ann                        | Sainte-Foy (Québec)                               |
| Morin, Sylvie                       | Commission multidisciplinaire régionale de Québec |
| Piché, Christiane                   | Neuveville (Québec)                               |
| Roy, Gérard                         | Québec (Québec)                                   |
| Sheehan, Joan                       | Saint-Gabriel-de-Valcartier (Québec)              |
| Vacant                              | Commission infirmière régionale de Québec         |

### 1.4 LE FORUM DE LA POPULATION<sup>1</sup>

Réuni en deux occasions, soit les 19 avril et 8 juin 2004, le Forum de la population aura donné respectivement un avis favorable au conseil d'administration de l'Agence sur le modèle régional d'organisation des services intégrés, tel qu'il était proposé dans le Projet régional d'organisation de services intégrés « Un défi de proximité, d'accessibilité et de continuité » et sur le Plan d'action régional de santé publique 2004-2007.

<sup>1</sup> La liste des membres du Forum de la population est présentée à l'annexe 1.

## 1.5 LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS CONVENTIONNÉS

| Mission                                                                                                                         | Nombre | Total     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|
| <b>Établissements publics</b>                                                                                                   |        | <b>14</b> |
| ➤ Centres de santé et de services sociaux                                                                                       | 4      |           |
| ➤ Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et Centre de réadaptation pour jeunes et mères en difficulté d'adaptation | 1      |           |
| ➤ Centres de réadaptation                                                                                                       | 3      |           |
| ➤ Centres d'hébergement et de soins de longue durée                                                                             | 2      |           |
| ➤ Centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés                                                                         | 3      |           |
| ➤ Centre hospitalier psychiatrique                                                                                              | 1      |           |
| <b>Établissements privés</b>                                                                                                    |        | <b>12</b> |

## 1.6 LES ÉTABLISSEMENTS OFFRANT DES SERVICES SUPRARÉGIONAUX

- Centre hospitalier universitaire de Québec
- Centre hospitalier *affilié* universitaire de Québec
- Centre hospitalier Robert-Giffard
- Centre de services de santé et de services sociaux de Québec-Sud - Centre antipoison
- Hôpital Laval
- Institut de réadaptation en déficience physique de Québec

## 1.7 LES ÉTABLISSEMENTS AYANT UNE MISSION RÉGIONALE

- Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve
- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec
- Centre jeunesse de Québec
- Saint-Brigid's Home inc.<sup>2</sup>

## 1.8 LES CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES ET LES INSTITUTS

- Hôpital Laval - Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie
- Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ) : Centre hospitalier de l'Université Laval, Hôpital Saint-François d'Assise et L'Hôtel-Dieu de Québec
- Centre hospitalier *affilié* universitaire de Québec (CHA) : Hôpital de l'Enfant-Jésus et Hôpital du Saint-Sacrement
- Le Centre jeunesse de Québec - Institut social dans le secteur des jeunes ayant des problèmes de comportement
- Institut de réadaptation en déficience physique de Québec (IRD PQ) - Institut social dans le secteur de l'intégration des personnes handicapées
- Centre de santé et de services sociaux de Québec-Sud - Centre *affilié* universitaire désigné en 1999 pour l'installation CLSC Haute-Ville-des-Rivières uniquement

<sup>2</sup> Établissement ayant une désignation pour la population de langue anglaise.

## 1.9 LES GROUPES DE MÉDECINE DE FAMILLE (GMF)<sup>3</sup>

En 2004-2005, 6 nouveaux GMF ont été accrédités.

La région 03 peut maintenant compter sur 13 GMF sur l'ensemble de son territoire. 153 médecins y pratiquent. En 2004-2005, quelque 50 000 personnes étaient inscrites comparativement à plus de 33 000 en 2003-2004. Toutefois, ces résultats doivent être pris avec réserve puisque les inscriptions manuelles effectuées dans les nouveaux GMF n'y apparaissent pas, ceux-ci étant en processus d'informatisation.

## 1.10 LA COMMISSION MÉDICALE RÉGIONALE DE QUÉBEC<sup>4</sup>

Au cours de l'année 2004-2005, la Commission médicale régionale (CMR) s'est réunie à cinq reprises. Le rôle de cette commission est de donner des avis eu égard à l'organisation des services médicaux dans la région 03 au conseil d'administration de l'Agence. Durant l'année, les sujets suivants ont fait l'objet de recommandations au conseil d'administration de l'Agence ou de travaux encore en cours :

- L'adoption du Plan régional des effectifs médicaux 2004 en spécialités et en omnipratique ainsi que ses règles de gestion.
- Une recommandation favorable sur le modèle régional d'organisation des services intégrés, tel qu'il était proposé dans le Projet régional d'organisation de services intégrés « Un défi de proximité, d'accessibilité et de continuité ».
- Le Centre universitaire d'ophtalmologie de Québec.
- L'organisation régionale des services spécialisés en chirurgie plastique et en chirurgie générale.
- Réseau universitaire intégré en santé de l'Université Laval (RUIS-UL).
- Les mesures régionales en vue d'éviter une éclosion de plusieurs cas de SRAS.
- Suivi de la situation sur la bactérie *Clostridium difficile* et sur l'Influenza.
- Projet de loi 83 incluant une modification possible du rôle de la CMR et la définition plus étoffée du rôle des RUIS.
- La consolidation des services de biologie médicale.
- Dossier de la tomographie par émission de positron (T.E.M.).
- Processus de désignation des membres de la CMR.

## 1.11 LE DÉPARTEMENT RÉGIONAL DE MÉDECINE GÉNÉRALE<sup>5</sup>

Le Département régional de médecine générale (DRMG) regroupe l'ensemble des médecins omnipraticiens de la région de la Capitale-Nationale. Il est actif par l'entremise de son comité de direction, formé de douze médecins et du président-directeur général de l'Agence.

Au cours de l'année 2004-2005, le DRMG s'est réuni à dix reprises pour prendre position, assurer la poursuite des travaux en cours et émettre des recommandations formelles au président-directeur général de l'Agence dans les dossiers suivants :

- Plan régional des effectifs médicaux (PREM) 2005 en omnipratique.
- Organisation des services médicaux de première ligne dans le territoire de la Capitale-Nationale.
- Réévaluation et attribution des forfaits pour la garde en disponibilité.

<sup>3</sup> La liste des groupes de médecine de famille est présentée à l'annexe 7.

<sup>4</sup> La liste des membres de la Commission médicale régionale de Québec est présentée à l'annexe 2.

<sup>5</sup> La liste des membres du comité de direction du Département régional de médecine générale est présentée à l'annexe 3.

- Mise en application et gestion de l'Entente particulière sur les activités médicales particulières (AMP), incluant une réévaluation des AMP prioritaires de la région de la Capitale-Nationale.
- Intensification des travaux du sous-comité AMP-PREM, incluant une attention particulière à la résolution des problèmes liés à la pénurie d'effectifs médicaux dans les territoires de Portneuf et de Charlevoix, en collaboration avec l'Agence.
- Participation à un comité de travail régional sur la réorganisation de l'offre de services de soins sans rendez-vous du réseau d'accessibilité médicale (RAM) et des groupes de médecins de famille (GMF) ainsi que sur l'accès à deux plateaux techniques d'investigation.
- Participation à la mise en œuvre du projet régional d'organisation de services intégrés et des projets cliniques.
- Élection d'un nouveau chef et de nouveaux membres du Comité de direction du DRMG en avril 2005.

### 1.12 LA COMMISSION INFIRMIÈRE RÉGIONALE DE QUÉBEC<sup>6</sup>

Au cours de l'année 2004-2005, la Commission infirmière régionale (CIR) a tenu six rencontres. Ses travaux ont principalement porté sur le suivi des recommandations découlant des avis donnés au conseil d'administration de l'Agence réalisées en cours de mandat afin d'influencer le délai d'accessibilité dans les services ambulatoires de santé mentale dans la région. Un second avis a permis de faire valoir les préoccupations de la commission en matière de main-d'œuvre infirmière auprès de la Direction des ressources humaines de l'Agence et d'influer sur la mise en œuvre du Plan régional d'action en santé publique.

De plus, la Commission infirmière régionale a fait valoir, auprès des groupes auxquels elle a été impliquée dans la transformation du réseau, l'évolution du rôle de l'infirmière en suivi de l'implantation de la loi 90 et des nouvelles responsabilités acquises comme praticienne en surspécialités.

### 1.13 LA COMMISSION MULTIDISCIPLINAIRE RÉGIONALE DE QUÉBEC<sup>7</sup>

La Commission multidisciplinaire régionale de Québec (CMuR) est composée de professionnels du domaine de la santé et des services sociaux, autres que la médecine et les soins infirmiers. Issus des établissements de la région, les membres représentent équitablement les secteurs clinique, administratif et de l'enseignement.

Aussi, la CMuR s'est impliquée activement dans le processus d'élaboration du Projet régional d'organisation de services intégrés (PROSI), résultant de l'application de la Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux. La présidente de la CMuR a participé au comité directeur du PROSI. Par résolution, la CMuR a appuyé le modèle d'organisation de services intégrés soumis par l'Agence au ministère de la Santé et des Services sociaux.

La commission a formulé un avis favorable concernant le plan de mise en œuvre du PROSI. Les membres de la CMuR ont participé à différents comités de travail en lien avec la mise en œuvre du PROSI.

<sup>6</sup> La liste des membres de la Commission infirmière régionale de Québec est présentée à l'annexe 4.

<sup>7</sup> La liste des membres de la Commission multidisciplinaire régionale de Québec est présentée à l'annexe 5.

## 1.14 LE COMITÉ RÉGIONAL POUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX EN LANGUE ANGLAISE DE LA CAPITALE NATIONALE <sup>8</sup>

En avril 2004, les membres du Comité régional pour les programmes d'accès à des services de santé et des services sociaux en langue anglaise de la Capitale nationale ont été invités à participer au processus de consultation au niveau régional de l'Agence sur le Projet régional d'organisation de services intégrés « Un défi de proximité, d'accessibilité et de continuité ». Ils ont pu exprimer alors le souhait de la communauté anglophone de maintenir ses institutions, et ce, sous sa gouverne, dans le respect des principes sous-tendant le développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux pour la population demeurant sur un territoire donné. C'est ainsi que l'Agence a pu intégrer, dans sa recommandation au ministre de la Santé et des Services sociaux, la proposition de la communauté anglophone, dans le contexte de l'harmonisation de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

## 1.15 LES EFFECTIFS

### COMPILATION SELON LES CATÉGORIES D'EMPLOI

| Catégories d'emploi                      | Exercice en cours | Exercice antérieur |
|------------------------------------------|-------------------|--------------------|
| Cadres                                   | 15                | 15                 |
| Professionnels et professionnelles       | 65                | 60                 |
| Techniciens et techniciennes             | 47                | 42                 |
| Personnel de bureau et de soutien        | 33                | 37                 |
| Infirmiers et infirmières                | 2 <sup>9</sup>    | 2 <sup>9</sup>     |
| <b>Sous-total</b>                        | <b>162</b>        | <b>156</b>         |
| Médecins                                 | 2                 | 2                  |
| Personnel temporaire et prêts de service | 18 <sup>10</sup>  | 17 <sup>10</sup>   |
| <b>Nombre total d'employés</b>           | <b>182</b>        | <b>175</b>         |

<sup>8</sup> La liste des membres du Comité régional pour les programmes d'accès à des services de santé et des services sociaux en langue anglaise de la Capitale nationale est présentée à l'annexe 6.

<sup>9</sup> 1.4 équivalent temps complet.

<sup>10</sup> **8 professionnels et professionnelles**, dont :  
 5 qui ont un statut temps partiel temporaire,  
 3 qui ont un statut temps complet temporaire ;  
**4 techniciens et techniciennes**  
 2 qui ont un statut temps complet temporaire,  
 2 qui ont un statut temps partiel temporaire ;  
**3 employés et employées de bureau et de soutien**  
 2 qui ont un statut temps complet temporaire,  
 1 qui a un statut temps partiel temporaire ;  
**1 infirmière**  
 qui a un statut temps partiel temporaire ;  
**2 prêts de service externes.**

#### **1.16 POLITIQUE RELATIVE AU HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE AU TRAVAIL**

Considérant les nouvelles dispositions de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N- 1.1) entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004 en matière de harcèlement psychologique au travail et les exigences pour l'Agence, à titre d'employeur, de prendre les moyens pour prévenir et, s'il y a lieu, de faire cesser cette pratique, le conseil d'administration a approuvé la Politique relative au harcèlement psychologique au travail en date du 11 novembre 2004.

L'application de cette politique a conduit au traitement d'une plainte qui a été résolue par le biais d'une entente à l'amiable.

#### **1.17 PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS**

Au cours de l'année 2004-2005, l'Agence a poursuivi son contrat avec l'entreprise Programme Horizon inc., consultants en ressources psychologiques des personnes et des organisations. En vue d'assurer les services professionnels dans le cadre du Programme d'aide aux employés (PAE), l'Agence a confié à cette entreprise le mandat d'accueillir, d'évaluer, de prendre en charge ou d'orienter ses employés qui éprouvent des problèmes requérant des services professionnels.

Dans le cadre du programme d'aide aux employés de l'Agence, vingt-deux employés ont consulté entre le 1<sup>er</sup> avril 2004 et le 31 mars 2005. Sur l'effectif total de l'Agence, ce nombre représente un taux d'utilisation des services de 12 %.

Les motifs des demandes se rapportent surtout à des aspects de la vie personnelle des employés (64 %) plutôt qu'à des aspects reliés au travail (36 %).

ENTENTE DE GESTION ET ATTENTES ADMINISTRATIVES



En vertu de l'article 325.7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2), l'Agence doit produire un rapport annuel de gestion axé, conformément à l'entente de gestion conclue avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, sur les cibles régionales à atteindre en matière de résultats.

Voici donc, dans une perspective de reddition de comptes, l'information colligée de nature évaluative sur l'atteinte des résultats quant à l'accessibilité aux services.

## PROGRAMME SANTÉ PUBLIQUE

### 1.1-A Développement de l'adaptation et de l'intégration sociale

#### > ENTENTE DE GESTION

1.1-A **OBJECTIF** Rejoindre 50 % des femmes enceintes et les mères âgées de 20 ans ou plus, sous-scolarisées et vivant sous le seuil de faible revenu.

| Indicateur                           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Proportion de la clientèle rejointe. | + 6,4 %                                      | + 73,8 %                          | 117,4 %         |

#### Commentaire

L'objectif régional a été établi à 50 % pour 2004-2005. Un seul centre de santé et de services sociaux (CSSS) n'a pas atteint cet objectif alors que les trois autres auraient dépassé le 100 %.

1.1-A **OBJECTIF** Avoir réalisé le nombre d'interventions requis en période prénatale et postnatale auprès des femmes rejointes, tel que défini dans le cadre de référence ministériel.

| Indicateur                                                         | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                    |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre moyen d'interventions par mère en prénatal et en postnatal. | + 1,77 interventions par mère                | + 0,66                            | 10,46           |

#### Commentaire

Quatre secteurs sur huit n'ont pas atteint l'objectif établi pour le nombre d'interventions. Parmi eux, un a rejoint plus de 100 % de la population ciblée et peut expliquer en partie le résultat. Pour les autres secteurs, la situation sera analysée avec les responsables concernées.

➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

|                 |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                 | <b>OBJECTIF</b> | <p>Implanter, dans tous les territoires locaux, les « services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité », selon le cadre de référence ministériel qui sera disponible en mai 2004.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer la proportion de territoires locaux où sont implantés les services intégrés en périnatalité.</p> |
| <b>Résultat</b> |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 4 / 4           |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <b>OBJECTIF</b> | <p>Développer et implanter en partenariat avec le réseau de l'éducation et les autres partenaires de la communauté, une intervention globale et concertée de promotion et de prévention à partir de l'école, selon le guide préliminaire actuellement disponible et dont la version finale sera diffusée en septembre 2004.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, transmettre la proportion de territoires locaux où est implantée une intervention globale et concertée de promotion et de prévention à partir de l'école.</p> |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Au 31 mars 2005, aucune des commissions scolaires (5 francophones et 1 anglophone) n'avait implanté l'approche « école en santé ».                                                                                                                                                                           |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Commentaire</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| La formation de base sur l'approche « école en santé » offerte par l'équipe nationale a été donnée dans la région les 30 et 31 mars 2005. Le processus d'identification des écoles intéressées se poursuivra tout au long de l'année 2005-2006, l'objectif étant au moins une école par commission scolaire. |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

## 1.1-B Habitudes de vie et maladies chroniques

### ➤ ENTENTE DE GESTION

1.1-B1 **OBJECTIF** Mettre en œuvre, dans toutes les régions, le volet régional de certaines stratégies d'intervention énoncées dans le Programme québécois de lutte au tabagisme :

- déploiement des centres d'abandon au tabagisme.

| Indicateur                                                                                       | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                  |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de fumeurs qui ont reçu des services de cessation dans des centres d'abandon du tabagisme | + 216 fumeurs                                | + 282 fumeurs                     | 956 fumeurs     |

#### Commentaire

Une meilleure promotion et coordination régionale entre les 8 centres d'abandon du tabac (CAT), la clinique d'aide aux fumeurs et la Direction régionale de santé publique a permis de joindre plus de fumeurs.

1.1-B2 **OBJECTIF** Consolider le Programme québécois de dépistage du cancer du sein et la fonction assurance qualité selon les normes établies au cadre de référence du programme et atteindre plus particulièrement pour l'année 2004-2005 :

- une hausse de 5 % du taux de participation au programme.

| Indicateur                         | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                    |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Taux de participation au programme | + 1,5 %                                      | + 3,8 %                           | 59,4 %          |

#### Commentaire

Le taux de participation au programme a augmenté de 3,8 %. De façon comparative, le taux de participation pour le Québec, pour la même période, se situait à 47,9 %. L'augmentation de ce taux dans la région est supérieure à l'augmentation que l'on retrouve à l'échelle du Québec.

1.1-B2

**OBJECTIF**

Consolider le Programme québécois de dépistage du cancer du sein et la fonction assurance qualité selon les normes établies au cadre de référence du programme et atteindre plus particulièrement pour l'année 2004-2005 :

- un taux de cancers détectés plus grand que 5,0/1 000 en dépistage initial et plus grand que 3,5/1 000 en dépistages subséquents.

| Indicateur               | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                          |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Taux de cancers détectés | Initial : 0                                  | - 0,1                             | 6,90            |
|                          | Subséquent : 0                               | + 0,6                             | 5,90            |

**Commentaire**

Le taux de détection de cancers, pour les femmes de la région ayant eu un dépistage par mammographie en 2002, est légèrement supérieur au taux provincial tant pour un dépistage initial (6,9 pour 1 000 vs 6,4 pour 1 000) que pour un dépistage subséquent.

1.1-B2

**OBJECTIF**

Consolider le Programme québécois de dépistage du cancer du sein et la fonction assurance qualité selon les normes établies au cadre de référence du programme et atteindre plus particulièrement pour l'année 2004-2005 :

- une réduction de 1 point de pourcentage du taux de référence pour investigation en dépistage initial; une réduction de 0,5 point de pourcentage du taux de référence pour investigation en dépistage subséquent.

| Indicateur                         | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                    |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Taux de référence en investigation | Initial : - 1,0 %                               | - 0,1                                | 14,90              |
|                                    | Subséquent : - 0,5 %                            | - 0,3                                | 7,30               |

**Commentaire**

Pour l'année 2004, près de 15 femmes sur 100 de la région ayant eu un dépistage initial ont eu une référence pour investigation. Le taux de référence pour investigation pour un dépistage initial se situe à 14,9 %. Cette augmentation est similaire à celle observée au plan provincial et le taux de référence pour investigation se rapproche du taux provincial (14,5 %). Pour un dépistage subséquent, le taux de référence régional, qui est inférieur au taux provincial (7,9 %), est demeuré stable à 7,3 %. Ces taux de référence demeurent supérieurs à la norme du programme tant pour la mammographie initiale (< 7 %) que pour les mammographies subséquentes (< 5 %).

➤ **ATTENTES ADMINISTRATIVES**

|                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b> | <p>Mettre en œuvre des projets intégrateurs et concertés avec plusieurs partenaires, afin d'augmenter l'accessibilité et la disponibilité des aliments sains et nutritifs, selon le cadre de référence en sécurité alimentaire ministériel de juin 2002.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre et le type de projets intégrateurs concertés et déployés par les organismes communautaires ou les autres partenaires.</p> |
|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Résultat**

14 projets portés par autant d'organismes communautaires étaient financés en 2004-2005 dans le cadre du Plan d'action en sécurité alimentaire 2004-2007 de la région de la Capitale-Nationale. Tous ces projets se poursuivront en 2005-2006. Le rapport descriptif des projets a déjà été transmis au Ministère.

|                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b> | <p>Mettre en œuvre deux des stratégies d'intervention énoncées dans le Programme québécois de lutte au tabagisme (PQLT) : le projet « Gangs allumées » et le concours défi « J'arrête, j'y gagne ».</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, fournir le nombre d'écoles secondaires et de maisons de jeunes qui ont réalisé le projet « Gangs allumées » et le nombre de participants au concours défi « J'arrête, j'y gagne » 2004.</p> |
|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Résultats**

- 32 projets de « Gangs allumées » ont été réalisés alors que l'objectif était de 19.
- 3 167 personnes se sont inscrites au défi « J'arrête, j'y gagne » alors que l'objectif était de 3 000.

|                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b> | <p>Implanter des services intégrés de promotion de saines habitudes de vie et de prévention des maladies chroniques - volet adulte, selon le cadre de référence ministériel qui sera disponible en juin 2004 incluant : une saine alimentation, la pratique régulière d'activité physique, le non-usage du tabac, le soutien à la création d'environnements sécuritaires et favorables à la santé et au bien-être.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, transmettre la proportion de territoires locaux où sont implantés les services intégrés de promotion de saines habitudes de vie et de prévention des maladies chroniques.</p> |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Résultat**

4/4

**Commentaire**

À sa 3<sup>e</sup> année complète d'implantation du 0.5.30 COMBINAISON PRÉVENTION, plusieurs actions ont été réalisées tant pour rejoindre les professionnels de la santé pour un meilleur counselling préventif, que les différents milieux de vie que sont l'école, la municipalité, les établissements de santé et les grandes entreprises pour une modification des environnements favorables aux saines habitudes de vie.

## OBJECTIF

Mettre en place ou poursuivre l'implantation, dans tous les territoires locaux, des services intégrés pour les personnes atteintes des maladies chroniques suivantes : diabète, maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC), problèmes cardiovasculaires dont l'insuffisance cardiaque et dispenser le cas échéant, les modules de formation du programme provincial de formation MPOC et insuffisance cardiaque (formation des intervenants).

- Pour le 31 mars 2005, indiquer au Ministère le nombre d'intervenants formés selon le module de formation suivi, la spécialité de l'intervenant et le territoire local, le nombre d'intervenants à former par programme de formation dans chacun des territoires locaux au cours des deux prochaines années et la proportion de territoires locaux qui ont mis en place des services intégrés selon la maladie chronique.

## Résultats

- Chacun des quatre territoires locaux de services offrent les services de réadaptation multifactorielle du programme de réadaptation maladies chroniques « Programme Traité santé » aux clientèles atteintes de maladies cardiaques et de diabète.
- Formation de 162 intervenants, de différentes disciplines et en provenance tant des CSSS que de milieux hospitaliers (infirmières, inhalothérapeutes, physiothérapeutes, éducateurs physiques, kinésiologues, nutritionnistes, pharmaciens en centres hospitaliers (unités de soins, cliniques spécialisées), et en centres de santé et services sociaux (soutien à domicile, services courants, réadaptation maladies chroniques).
- Cette formation a permis de développer des connaissances, habiletés et attitudes pour mieux intervenir en continuité auprès des personnes atteintes, notamment dans le cadre de l'implantation de la trajectoire régionale de services aux personnes atteintes de maladies obstructives chroniques.

➤ **ENTENTE DE GESTION**

|       |                 |                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.1-C | <b>OBJECTIF</b> | Rejoindre les clientèles vulnérables par la vaccination et le dépistage dans le cadre de la mise en oeuvre des orientations ministérielles en matière de services intégrés de dépistage et de prévention du VIH/sida, du VHC et des ITS. |
|-------|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                                                                                                                                          | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                                                                                                                     |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Volume annuel de tests réalisés auprès des clientèles vulnérables hors les murs du service intégré de dépistage et de prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang (SIDEPS) | + 150 tests                                  | + 202                             | 202             |
| Volume annuel des tests du SIDEPS                                                                                                                                                                   | + 800 tests                                  | + 2 448                           | 2 448           |
| Volume annuel de vaccinations auprès des clientèles vulnérables hors les murs du SIDEPS                                                                                                             | + 100 vaccinations                           | + 440                             | 440             |
| Volume annuel de vaccinations du SIDEPS                                                                                                                                                             | + 100 vaccinations                           | + 3 248                           | 3 248           |

**Commentaire**

L'écart important en ce qui a trait à la vaccination des SIDEPS s'explique par la compilation manuelle faite par les infirmiers en maladies infectieuses des CSSS, laquelle a permis de connaître le nombre de vaccins administrés pour les clientèles à risque. La validité des données a été vérifiée auprès du Ministère aux fins de cette entente.

## Mesures d'urgence et vigilance sanitaire des maladies infectieuses

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Compléter le volet santé publique du « Plan régional d'intervention contre les maladies infectieuses ». Ce volet inclut notamment l'élaboration du plan régional d'intervention contre la pandémie d'influenza, le SRAS et les autres MRS et la variole.

- Pour le 31 mars 2005, avoir élaboré le Plan régional d'intervention contre les maladies infectieuses incluant la pandémie d'influenza, le SRAS et les autres MRS et la variole.

#### Résultat

En voie de réalisation.

#### Commentaire

L'élaboration du Plan régional est en cours. L'échéancier a été reporté par le Ministère au 31 décembre 2005.

## Santé environnementale

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

En regard de l'application de la réglementation sur l'eau potable du ministère de l'Environnement, mener des enquêtes épidémiologiques et organiser les activités appropriées lorsque sont signalées des éclosions ou des intoxications reliées à l'eau, et dans tous les cas de dépassement de normes relatives aux coliformes fécaux et à *E. coli* dans les réseaux de distribution de l'eau.

- Pour le 31 mars 2005, transmettre un bilan des ressources et des outils mis en place pour la surveillance et le contrôle des maladies reliées à l'eau potable et transmettre aussi le nombre d'investigations complétées.

## Résultats

Pour cette période, plus de l'équivalent d'une ressource professionnelle à temps plein (1 ETP), soit un conseiller en santé environnementale (agent de planification et de programmation), a été affectée au dossier de l'eau potable pour la réalisation des activités énumérées ci-après.

### Activités :

- Suivi téléphonique direct auprès de l'exploitant pour les 2/3 (300) des 460 dépassements de normes à la suite duquel un bref commentaire sur formulaire est porté au dossier du réseau. Pour le 1/3 restant des dépassements, une note adaptée au cas est portée au dossier. Suivi pour un avis de bouillir : contact avec l'exploitant, formulaire spécifique, transmission de la liste à jour aux CLSC.
- Contacts fréquents auprès des responsables régionaux du ministère de l'Environnement pour analyse des cas. Procédure de contre-vérification hebdomadaire de nos listes respectives des avis de bouillir en cours.
- Concernant les dépassements des normes chimiques notamment pour trihalométhanes, nitrates, cuivre, plomb, perchlorate : support aux responsables des réseaux, réalisation d'activités de sensibilisation ponctuelle ou continue, information sous forme d'avis de santé ou de dépliant élaboré à cette fin.
- Hebdomadairement, tous les dépassements sont inscrits dans un cahier aux fins de compilation et bilan annuel (secrétariat). Bilan des derniers 12 mois : 460 dépassements de normes; 40 avis de bouillir ou de non-consommation.
- Avis de santé concernant la fluoration de l'eau par la Ville de Québec.
- Dans le cas de la contamination de la nappe phréatique de Shannon au trichloroéthylène et perchlorate, un suivi très élaboré et étroit est assuré, analyse de nombreux rapports, rencontres avec les multiples partenaires, avis de santé, communiqués et rencontres de presse, etc.
- Envoi à tous les exploitants de dépliants « L'avis de faire bouillir l'eau » en même temps que la ligne de conduite à suivre envers notre organisation lors de dépassements de normes et d'émissions d'avis de bouillir. Rappel après un an, par un même envoi aux réseaux, un avis de bouillir à ce moment.
- Suivi étroit et soutien aux municipalités concernant les eaux de consommation, les eaux récréatives et la consommation de poissons : cyanobactéries (Lac Saint-Augustin, Lac Nairn), dermatite (Lac Nairn, Lac Beauport), réouverture potentielle de la plage Baie Beauport et de la plage Jacques-Cartier.
- Bien qu'aucune n'ait été effectuée pour la période en question, une procédure d'investigation à la suite d'une éclosion, d'une intoxication ou pour déclarer un état d'urgence, a été élaborée et est en place.
- Référence et utilisation continuelle des fiches et arbres de décision de l'INSPQ sur l'eau potable.

## OBJECTIF

Collaborer avec Environnement Canada et les municipalités au programme de prévision de smog (Info-smog) et contribuer à prévenir les effets sur la santé publique des changements climatiques, en particulier des vagues de chaleur menaçant notamment les personnes âgées.

- Pour le 31 mars 2005, transmettre un rapport sur les activités de sensibilisation et d'éducation du public à l'égard des changements climatiques et de la pollution de l'air en général. De plus, elle doit informer le Ministère, au 31 mars 2005, des plans d'action mis en place pour la gestion des problèmes de santé reliés à cette problématique auprès des populations affectées.

## Résultat

L'Agence, en étroite collaboration avec la Ville de Québec, a élaboré, pour l'été 2005, un plan d'intervention conjoint pour contrer les effets néfastes de la chaleur extrême sur la population.

### Commentaire

Le plan comporte quatre niveaux d'intervention : préparation, vigilance, alerte et intervention. Le détail des activités réalisées en 2004-2005 incluant les annexes est décrit dans le rapport intitulé « PLAN RÉGIONAL D'INTERVENTION EN CAS DE CHALEUR EXTRÊME-Bilan des activités - ÉTÉ 2005 ».

## Traumatismes non intentionnels

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Implanter des mesures multifactorielles de prévention des chutes destinées aux personnes âgées à risque, selon le cadre de référence ministériel qui sera disponible en juin 2004.

- Pour le 31 mars 2005, transmettre la proportion de territoires locaux où sont implantées les mesures multifactorielles de prévention des chutes chez les personnes âgées.

#### Résultat

2/4

#### Commentaire

Dans les 2 autres territoires, les étapes de planification des interventions sont en cours.

## Surveillance de l'état de la santé

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Mettre en œuvre le « Plan commun de surveillance continue » de l'état de santé de la population et de ses déterminants.

- Pour le 31 mars 2005, transmettre le bilan des activités de surveillance réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du « Plan commun de surveillance continue ».

#### Résultat

Réalisé.

#### Commentaire

Ce bilan sera transmis au Ministère en septembre 2005.

## PROGRAMME SERVICES GÉNÉRAUX - ACTIVITÉS CLINIQUES ET D'AIDE

### 1.2-A Services médicaux généraux

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

| 1.2-A                                                                                                                                                   | OBJECTIF                                     | Mettre en place des nouveaux groupes de médecine de famille (GMF) ou cliniques médicales associées avec une responsabilité quant à l'accès aux services médicaux généraux et au suivi des clientèles. |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                                                                                              | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                                                     |                 |
|                                                                                                                                                         |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                                                                | Activité totale |
| Proportion de la population inscrite auprès d'un GMF (sur la population provinciale)                                                                    | + 0,348 %                                    | + 0,329 %                                                                                                                                                                                             | 0,963 %         |
| Nombre de GMF (CMA)                                                                                                                                     | 1 GMF                                        | 1 GMF                                                                                                                                                                                                 | 8 GMF           |
| <p><b>Commentaire</b></p> <p>Huit GMF sont fonctionnels dans la région. Cinq autres GMF, nouvellement accrédités, sont en processus d'implantation.</p> |                                              |                                                                                                                                                                                                       |                 |

### 1.2-B Services infirmiers généraux

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

| 1.2-B1                                                                              | OBJECTIF                                     | Assurer l'accès, dans chaque territoire local, à des services infirmiers généraux. |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                          | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                  |                 |
|                                                                                     |                                              | Activité additionnelle                                                             | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies par les services infirmiers                          | 0                                            | - 5 586                                                                            | 66 266          |
| Nombre d'interventions par personne réalisées dans le cadre des services infirmiers | 0                                            | - 0,19                                                                             | 2,33            |

### Commentaire

Plus de 80 % de la diminution s'explique par l'activité du CLSC La Source, lequel a perdu près du tiers de son équipe médicale en début d'exercice financier.

| 1.2-B1                                   | OBJECTIF                                     | Garantir, en tout temps et à toute la population, un accès aux services d'information, de conseil, de référence et d'orientation par Info-Santé 24/7, dans un délai de moins de 4 minutes. |                 |
|------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                               | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                                          |                 |
|                                          |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                                                     | Activité totale |
| Taux d'utilisation du service Info-Santé | 0                                            | - 2 %                                                                                                                                                                                      | 22,80 %         |

### Commentaires

Au regard du nombre d'appels Info-santé<sup>11</sup>, il faut tenir compte du fait qu'une grande proportion (24 %) de ceux-ci n'est pas comptabilisée dans l'indicateur. En effet, plus de 50 000 appels sont traités par des lignes téléphoniques dédiées plutôt que par la ligne générale Info-santé, ce qui sous-estime le nombre d'appels total.

En ce qui a trait au délai moyen de réponse, celui-ci était de 5,99 minutes en 2004-2005 comparativement à 4,27 minutes en 2003-2004. Quoique, les raisons pouvant expliquer cette diminution de performance soient multifactorielles, on constate que la durée moyenne des appels est passée de 11,42 minutes à 12,73 minutes en 2004-2005. Évidemment, cette situation a pour effet d'allonger le délai moyen de réponse et conséquemment d'accroître le taux d'abandon. De plus, l'augmentation du taux d'abandon s'explique également par la vétusté du système téléphonique.

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

|          |                                                                                                                                                                                                                         |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| OBJECTIF | Assurer, dans tous les territoires locaux, une garde en soins infirmiers 24/7.<br><br>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer au Ministère la proportion des territoires locaux qui offrent la garde en soins infirmiers 24/7. |
| Résultat | Tous les territoires de la région sont couverts par une garde en soins infirmiers 24/7.                                                                                                                                 |

<sup>11</sup> Le tableau indiquant le nombre d'appels traités sur l'ensemble du territoire est présenté à l'annexe 8.

## 1.2-C Services psychosociaux généraux

### ➤ ENTENTE DE GESTION

|       |          |                                                                                                                                                                                   |
|-------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.2-C | OBJECTIF | Assurer l'accès, dans chaque territoire local, à des services psychosociaux généraux, en mettant l'accent sur :<br>➤ l'implantation de la pratique de consultation psychologique. |
|-------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                             | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                        |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies par les services psychosociaux                          | 0                                            | + 160                             | 4 185           |
| Nombre d'interventions par personne réalisées dans le cadre des services psychosociaux | 0                                            | - 0,11                            | 2,15            |
| Nombre de personnes desservies par les psychologues                                    | 0                                            | - 102                             | 373             |
| Nombre d'interventions réalisées par les psychologues                                  | 0                                            | + 0,08                            | 1,99            |

#### Commentaire

Arrêt de l'activité d'un psychologue au CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières explique la diminution du nombre de personnes desservies par les psychologues.

## 1.2-D Services de soutien à domicile offerts aux personnes à la suite d'une intervention chirurgicale

### ➤ ENTENTE DE GESTION

|       |          |                                                     |
|-------|----------|-----------------------------------------------------|
| 1.2-D | OBJECTIF | Assurer l'accès aux services de soutien à domicile. |
|-------|----------|-----------------------------------------------------|

| Indicateur                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies | 0                                            | -342                              | 6 387           |

#### Commentaire

Il n'y a pas de liste d'attente dans ce secteur d'activité. Ces services sont considérés prioritaires pour la région.

## PROGRAMME PERTE D'AUTONOMIE LIÉE AU VEILLISSEMENT

### 1.3-A Services dans le milieu de vie

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

| 1.3-A                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | OBJECTIF                                     | Rehausser l'offre globale des services de soutien à domicile :<br>➤ desservir plus de personnes à domicile peu importe leur milieu de vie. |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                          |                 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                     | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | + 361 personnes                              | - 169                                                                                                                                      | 13 724          |
| <b>Commentaire</b><br>En regard des services de soutien à domicile, les prévisions en début d'année visaient une répartition des budgets de développement en proportion équivalente entre un objectif d'accroissement du nombre d'utilisateurs et une augmentation de l'intensité des services. Globalement, c'est davantage au niveau de l'intensité des services que l'augmentation s'est faite sentir, et ce, en fonction des évaluations des besoins de la clientèle. |                                              |                                                                                                                                            |                 |

| 1.3-A                                                                                                      | OBJECTIF                                     | Rehausser l'offre globale des services de soutien à domicile :<br>➤ Offrir une réponse plus complète aux besoins des personnes âgées en perte d'autonomie à domicile en augmentant l'intensité des services de 1,3 interventions par personne en moyenne par année. |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                                                 | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                                                                                                                   |                 |
|                                                                                                            |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                                                                                                                              | Activité totale |
| Nombre moyen d'interventions à domicile par année                                                          | + 0,62 intervention/année                    | + 2,78                                                                                                                                                                                                                                                              | 26,47           |
| <b>Commentaire</b><br>Ces résultats s'expliquent puisque la région a privilégié une hausse de l'intensité. |                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                     |                 |

### 1.3-B Services offerts aux personnes hébergées en milieu de vie substitut

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

|       |          |                                                                                                                                                                              |
|-------|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.3-B | OBJECTIF | Rehausser les soins et les services pour les personnes actuellement hébergées dans un CHSLD en augmentant les heures travaillées :<br>➤ en soins infirmiers et d'assistance. |
|-------|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                              | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                         |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre moyen d'heures travaillées par jour-présence en soins infirmiers et d'assistance | + 0,010 heure travaillée                     | + 0,021                           | 3,02            |

|       |          |                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.3-B | OBJECTIF | Rehausser les soins et les services pour les personnes actuellement hébergées dans un CHSLD en augmentant les heures travaillées :<br>➤ en services professionnels, en nutrition clinique, en pharmacie, en physiothérapie, en ergothérapie, etc. |
|-------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre moyen d'heures travaillées par jour-présence en services professionnels | + 0,001 heure travaillée                     | + 0,007                           | 0,200           |

#### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

|  |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | OBJECTIF | Mettre en place l'approche en milieu de vie dans les établissements à vocation d'hébergement et de soins de longue durée, tel que défini dans les orientations ministérielles.<br>➤ Pour le 30 juin 2004, indiquer la proportion d'établissements à vocation d'hébergement et de soins de longue durée ayant élaboré un plan d'action permettant d'adopter l'approche milieu de vie et qui doivent également déposer au Ministère pour le 31 mars 2005, un bilan des plans d'action des établissements. |
|--|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### Résultat

76 % des établissements, comptant 95 % des lits de soins de longue durée pour la région, ont déposé des diagnostics organisationnels ainsi qu'un plan d'action.

### **Commentaire**

Tous les établissements, sauf 4 CHSLD privés conventionnés (203 lits sur plus de 4 000), ont déposé des diagnostics organisationnels ainsi qu'un plan d'action concernant l'approche « milieux de vie ». Le bilan est régulièrement transmis au Ministère à ce sujet.

### **OBJECTIF**

Dans les suites des visites d'appréciation de la qualité de vie dans les établissements à vocation d'hébergement et de soins de longue durée, elle doit assurer le suivi des correctifs à apporter dans les établissements visés.

- Déposer les plans de correctifs pour les établissements ayant eu une visite d'appréciation de la qualité, 60 jours après la réception du rapport d'appréciation.
- Pour le 31 mars 2005, déposer le bilan des correctifs apportés dans les établissements ayant eu une visite d'appréciation de la qualité.

### **Résultat**

100 %.

## PROGRAMME DÉFICIENCE PHYSIQUE

### 1.4-A Services dans le milieu de vie

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

|        |          |                                                                                                                          |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.4-A1 | OBJECTIF | Maintenir ou rehausser l'offre globale des services de soutien à domicile :<br>➤ desservir plus de personnes à domicile. |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies | + 11 personnes                               | + 22                              | 2 759           |

|        |          |                                                                                                                                                                       |
|--------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.4-A1 | OBJECTIF | Maintenir ou rehausser l'offre globale des services de soutien à domicile :<br>➤ offrir une réponse plus complète aux besoins des personnes (intensité des services). |
|--------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                        | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                   |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre moyen d'interventions par usager par année | + 0,33 intervention/personne                 | + 1,67                            | 20,17           |

|        |          |                                                             |
|--------|----------|-------------------------------------------------------------|
| 1.4-A2 | OBJECTIF | Maintenir ou rehausser les mesures de soutien aux familles. |
|--------|----------|-------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                                             | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                        |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de familles desservies                                                                          | + 3 familles                                 | + 8                               | 235             |
| Montant moyen versé par famille pour le répit, le gardiennage et le dépannage (par allocation directe) | + 22 \$                                      | + 15 \$                           | 1 471 \$        |

### Commentaire

À la demande du Ministère, en 2004-2005, l'Agence a scindé en deux le financement et le suivi du Programme de soutien à la famille. Il y a donc maintenant un programme pour les familles ayant un enfant présentant une déficience intellectuelle et un autre programme pour les familles ayant un enfant présentant une déficience physique. Quand l'Agence a procédé à la division du programme par catégorie de clientèles, nous avons constaté que l'objectif, au regard des montants moyens alloués par famille, ne serait pas atteint. Dans le but d'atteindre l'objectif fixé, le Programme de soutien à la famille en déficience physique sera retenu comme une priorité pour le budget de développement 2005-2006. De plus, en 2004-2005, un montant de 105 000 \$ a été distribué aux organismes communautaires afin d'offrir des services de répit aux familles vivant avec une personne présentant une déficience physique.

|        |          |                                                                                                                                 |
|--------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.4-A3 | OBJECTIF | Maintenir ou améliorer l'accès à des services spécialisés de réadaptation dans toutes les régions en :<br>➤ déficience motrice. |
|--------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies | + 94 personnes                               | + 21                              | 4 575           |

### Commentaire

L'atteinte partielle s'explique par la baisse des ventes de services à la SAAQ pour les traumatisés cranio-cérébraux (TCC) adultes; un roulement important du personnel professionnel au programme de soutien à l'intégration socioprofessionnelle qui ralentit la capacité de production du programme; ainsi qu'une perte de desserte pour les TCC modérés enfants au profit de l'Est du Québec.

|        |          |                                                                                                                                  |
|--------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.4-A3 | OBJECTIF | Maintenir ou améliorer l'accès à des services spécialisés de réadaptation dans toutes les régions en :<br>➤ déficience visuelle. |
|--------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies | + 7 personnes                                | - 246                             | 1 387           |

### Commentaire

La baisse s'explique par l'absence d'intervenants très spécialisés (environ 3 équivalents temps plein) dont le remplacement a impliqué une période significative de formation, ce qui a réduit la productivité du programme. Ce phénomène touche également le service d'optométrie, où un optométriste qui, malgré les efforts déployés par l'établissement, n'a pu être remplacé, ce qui a limité l'entrée des nouveaux usagers au programme. Le niveau de production devrait être rétabli l'an prochain.

| 1.4-A3                         | <b>OBJECTIF</b>                              | Maintenir ou améliorer l'accès à des services spécialisés de réadaptation dans toutes les régions en :<br>➤ déficience auditive. |                 |
|--------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                |                 |
|                                |                                              | Activité additionnelle                                                                                                           | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies | + 10 personnes                               | + 100                                                                                                                            | 1 479           |

| 1.4-A3                         | <b>OBJECTIF</b>                              | Maintenir ou améliorer l'accès à des services spécialisés de réadaptation dans toutes les régions en :<br>➤ déficience de la parole et du langage. |                 |
|--------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                  |                 |
|                                |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                             | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies | + 18 personnes                               | + 23                                                                                                                                               | 323             |

## PROGRAMME DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET TROUBLE ENVAHISSANT DU DÉVELOPPEMENT

### 1.5-A Déficiência intellectuelle - Services dans le milieu de vie

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.5-A1 | <b>OBJECTIF</b> | Maintenir ou rehausser l'offre globale des services de soutien à domicile pour les personnes ayant une déficience intellectuelle incluant les personnes présentant un trouble envahissant du développement (TED) :<br>➤ desservir plus de personnes à domicile. |
|--------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                     | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de personnes desservies | + 3 personnes                                | + 66                              | 779             |

#### *Commentaire*

L'actualisation des plans d'intervention en soutien à domicile pour la clientèle ayant une déficience intellectuelle (DI) et un TED se fait essentiellement via le programme d'allocation direct. Au 31 mars 2005, aucune demande n'était en attente pour la clientèle TED alors que l'on dénombrait 3 dossiers en attente pour la clientèle DI.

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.5-A1 | <b>OBJECTIF</b> | Maintenir ou rehausser l'offre globale des services de soutien à domicile pour les personnes ayant une déficience intellectuelle incluant les personnes présentant un trouble envahissant du développement (TED) :<br>➤ offrir une réponse plus complète aux besoins des personnes (intensité des services). |
|--------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                        | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                   |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre moyen d'interventions par usager par année | + 0,27 intervention/ année                   | + 0,86                            | 9,57            |

1.5-A2

**OBJECTIF**

Maintenir ou rehausser les mesures de soutien aux familles.

| Indicateur                                                                                                   | Activité additionnelle visée<br>au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                              |                                                 | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de familles desservies                                                                                | + 7 familles                                    | - 1                               | 493             |
| Montant moyen versé par famille<br>pour le répit, le gardiennage et le<br>dépannage (par allocation directe) | + 21 \$                                         | + 67 \$                           | 1 702 \$        |

**Commentaire**

Au 31 mars 2005, tous les plans de services en soutien à la famille TED étaient répondus. Pour la clientèle DI, l'accent a davantage porté sur l'augmentation de l'intensité des services prévus au plan de soutien pour chacune des familles.

## 1.5-B Trouble envahissant du développement - Services dans le milieu de vie

➤ **ENTENTE DE GESTION**

1.5-B1

**OBJECTIF**

Maintenir ou rehausser les mesures de soutien aux familles.

| Indicateur                                                                                                   | Activité additionnelle visée<br>au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                              |                                                 | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de familles desservies                                                                                | + 5 familles                                    | + 28                              | 143             |
| Montant moyen versé par famille<br>pour le répit, le gardiennage et le<br>dépannage (par allocation directe) | + 131 \$                                        | - 1 \$                            | 1 841 \$        |

**Commentaire**

Au 31 mars 2005, aucune demande pour le soutien aux familles TED n'était en attente.

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.5-B2 | <b>OBJECTIF</b> | <p>Rendre accessibles des services généraux et spécialisés d'intervention et de soutien à l'intégration sociale aux personnes ayant un trouble envahissant du développement :</p> <p>➤ développer et consolider le service d'intervention comportementale intensive pour les enfants de moins de 6 ans selon une intensité minimale de 20 heures par semaine.</p> |
|--------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                      | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                 |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'enfants desservis                      | + 6 enfants                                  | + 11                              | 35              |
| Nombre moyen d'heures d'intervention par enfant | + 12,62 heures                               | + 7,71                            | 15,09           |

**Commentaire**

La cible d'intensité de 20 heures par semaine en intervention comportementale intensive constitue un objectif à poursuivre dans la région.

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.5-B2 | <b>OBJECTIF</b> | <p>Rendre accessibles des services généraux et spécialisés d'intervention et de soutien à l'intégration sociale aux personnes ayant un trouble envahissant du développement :</p> <p>➤ développer et consolider les services d'adaptation et de soutien pour les enfants d'âge scolaire.</p> |
|--------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                              | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                         |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de nouveaux enfants âgés de 6 à 21 ans desservis | + 3 enfants                                  | + 28                              | 51              |

**Commentaire**

Pour l'ensemble de la clientèle TED, le nombre d'utilisateurs desservis par le CRDIQ a augmenté de 56 au cours de la dernière année. La liste d'attente se chiffrait à 10 usagers au 31 mars 2005.

1.5-B2

**OBJECTIF**

Rendre accessibles des services généraux et spécialisés d'intervention et de soutien à l'intégration sociale aux personnes ayant un trouble envahissant du développement :

- développer et consolider les services spécialisés pour les adultes.

| Indicateur                           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de nouveaux adultes desservis | + 9 adultes                                  | + 7                               | 30              |

**Commentaire**

Il y avait une personne seulement en attente d'un premier service spécialisé pour adultes au 31 mars 2005.

## PROGRAMME JEUNES EN DIFFICULTÉ

### 1.6-A Services de première ligne offerts aux jeunes en difficulté

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

|        |          |                                                                                                                                                                                   |
|--------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.6-A1 | OBJECTIF | Améliorer l'accessibilité et l'intensité des services jeunesse dans les territoires locaux :<br>➤ desservir plus de jeunes ainsi que leur famille par les services psychosociaux. |
|--------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                      | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                 |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'utilisateurs desservis | + 46 personnes                               | - 306                             | 10 397          |

#### Commentaire

L'écart de 2,9 %, n'étant pas significatif, il est difficile d'en expliquer les causes statistiquement. Toutefois, l'arrimage des pratiques de codification à la suite des fusions des établissements pourrait expliquer cette différence par rapport à la cible visée.

|        |          |                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.6-A1 | OBJECTIF | Améliorer l'accessibilité et l'intensité des services jeunesse dans les territoires locaux :<br>➤ offrir une réponse plus complète aux besoins des jeunes et de leur famille par les services psychosociaux (intensité de services). |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                              | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                         |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre moyen d'interventions par usager | + 0,02 intervention/personne                 | - 0,10                            | 5 57            |

| 1.6-A1                                                                                                                                                           | <b>OBJECTIF</b>                              | <p>Améliorer l'accessibilité et l'intensité des services jeunesse dans les territoires locaux :</p> <p>➤ réduire la pression sur les services de deuxième ligne principalement offerts dans les centres jeunesse.</p> |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                                                                                                       | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                                                                     |                 |
|                                                                                                                                                                  |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                                                                                | Activité totale |
| Nombre de signalements reçus                                                                                                                                     | 0                                            | + 322                                                                                                                                                                                                                 | 5 301           |
| Nombre de signalements retenus                                                                                                                                   | 0                                            | + 263                                                                                                                                                                                                                 | 2 727           |
| <p><b>Commentaire</b></p> <p>Cette donnée pourrait s'expliquer en partie par une grande sensibilité de la population qui procéderait à plus de signalements.</p> |                                              |                                                                                                                                                                                                                       |                 |

| 1.6-A2                                                                                                                                                                   | <b>OBJECTIF</b>                              | <p>Offrir un suivi intensif pour 80 % des jeunes femmes enceintes et des mères de moins de 20 ans dans le cadre du volet du <i>Programme de soutien aux jeunes parents</i> des services intégrés en périnatalité et petite enfance pour les familles en contexte de vulnérabilité.</p> |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                                                                                                               | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                                                                                                                                      |                 |
|                                                                                                                                                                          |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                                                                                                                                                 | Activité totale |
| Proportion de la clientèle rejointe                                                                                                                                      | 0                                            | + 20,6 %                                                                                                                                                                                                                                                                               | 111,2 %         |
| Intensité des services (nombre d'interventions par mère rejointe)                                                                                                        | - 1,35 interventions/mère                    | - 2,00                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 13,77           |
| <p><b>Commentaire</b></p> <p>Il semble que la forte proportion d'augmentation de clientèle rejointe a eu pour impact de réduire légèrement l'intensité des services.</p> |                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                 |

➤ **ATTENTES ADMINISTRATIVES**

|                                                                                                                                            |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                            | <b>OBJECTIF</b> | <p>Améliorer l'accessibilité des services jeunesse dans les territoires locaux en desservant, par les services psychosociaux, plus de jeunes ainsi que leur famille.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre de territoires locaux ayant une équipe d'intervention jeunesse (ÉIJ).</p> |
| <p><b>Résultat</b></p> <p>Situation au 31 mars 2005 : 1 équipe d'intervention jeunesse opérationnelle et trois autres en implantation.</p> |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

### Commentaire

Pour les territoires de Québec-Sud et de Québec-Nord, la coordonnatrice ÉIJ est affectée à temps plein (5 jours/semaine) tandis que pour les territoires de Portneuf et de Charlevoix, l'affectation est d'une journée/semaine. L'équipe initiale implantée en 2003 est permanente. En ce qui a trait aux trois autres équipes elles sont déployées pour une période expérimentale de deux ans. Le suivi et l'évaluation des impacts permettront d'identifier les avantages ou les ajustements que le modèle actuel requiert. Enfin, la décision éventuelle du Ministère de rendre récurrentes les sommes affectées au ÉIJ contribuera, dans la mesure d'une décision favorable, à améliorer l'accessibilité et la continuité aux services pour les enfants et leur famille.

## 1.6-B Services spécialisés offerts dans les centres jeunesse

### ➤ ENTENTE DE GESTION

1.6-B1

#### OBJECTIF

Garantir l'accès aux services d'évaluation et d'application des mesures à la Protection de la jeunesse à tout enfant dont le signalement est retenu.

Cible : délai moyen d'attente de 12 jours à l'évaluation à la Protection de la jeunesse.

| Indicateur                                                          | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                                     |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Délai moyen d'attente à l'évaluation à la Protection de la jeunesse | 0                                               | + 0,53                               | 9,02               |
| Liste d'attente réelle à l'évaluation                               | 0                                               | 0                                    | 0                  |
| Liste d'attente à l'application des mesures                         | - 1,4 enfants                                   | 0                                    | 10                 |
| Délai moyen d'attente à l'application des mesures                   | 0                                               | - 5,8                                | 9,13               |
| Taux d'engorgement dans les centres de réadaptation                 | 0                                               | 0                                    | 0                  |

### Commentaire

Le Centre jeunesse de Québec a mis l'accent sur l'amélioration de la continuité et de la fluidité entre l'évaluation et l'application des mesures. Cette action a pour effet de réduire les délais moyens d'attente.

1.6-B2

**OBJECTIF**

Assurer l'accessibilité à une gamme de services spécialisés dans les centres jeunesse, plus particulièrement, pour les services aux jeunes contrevenants en vertu de l'implantation de la nouvelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA).

| Indicateur                                                                                              | Activité/performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité/performance observée au 31 mars 2005 |                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------|
|                                                                                                         |                                                          | Activité/performance additionnelle            | Activité/performance totale |
| Nombre de jeunes ayant fait l'objet d'une intervention du Centre jeunesse en vertu de la LSJPA          | 0                                                        | - 207                                         | 1 140                       |
| Nombre de jours/présence des jeunes hébergés en vertu de la LSJPA dans les ressources d'hébergement     | 0                                                        | - 2 222                                       | 5 406                       |
| Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une intervention dans les communautés en vertu de la LSJPA.          | 0                                                        | - 40                                          | 305                         |
| Délai moyen entre l'ordonnance et la prise en charge par le délégué à la jeunesse en vertu de la LSJPA. | 0                                                        | Non disponible <sup>12</sup>                  | Non disponible              |

**Commentaire**

Les écarts s'expliquent par les effets relatifs à la mise en oeuvre de la nouvelle Loi sur le système judiciaire pénal pour les adolescents qui balise différemment le recours à la réadaptation interne.

<sup>12</sup> Le système d'information pour produire la donnée est en élaboration au niveau national.

## PROGRAMME DÉPENDANCES

### 1.7-A Toxicomanie

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

| 1.7-A                                                        | <b>OBJECTIF</b>                              | Mettre en place un mécanisme d'accès concerté et coordonné à des services spécialisés pour l'ensemble des régions du Québec :<br>➤ auprès de la clientèle jeunesse. |                 |
|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                   | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                   |                 |
|                                                              |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                              | Activité totale |
| Nombre de jeunes évalués et référés par le mécanisme d'accès | 0                                            | + 61                                                                                                                                                                | 356             |

#### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

|                    |                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b>    | Maintenir ou rehausser, dans les territoires locaux, l'accès à un programme d'intervention brève en consommation abusive d'alcool de type Alcochoix.<br>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre de territoires locaux offrant un programme d'intervention brève. |
| <b>Résultat</b>    | 4/4                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Commentaire</b> | Réalisé depuis novembre 1998.                                                                                                                                                                                                                                       |

|                 |                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b> | Accroître la détection de la consommation problématique auprès des jeunes en utilisant l'outil « Dep-Ado ».<br>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre d'intervenants formés pour l'utilisation de cet outil. |
| <b>Résultat</b> | 350 intervenants ont été formés pour l'année 2004-2005.                                                                                                                                                          |

**OBJECTIF**

Dans la foulée des mécanismes d'accès pour les jeunes toxicomanes tels que le « Programme accès jeunesse en toxicomanie » (PAJT), rendre accessible à la clientèle adulte un mécanisme d'accès concerté et coordonné à des services spécialisés.

- Pour le 31 mars 2005, informer le Ministère de la mise en place d'un mécanisme d'accès pour la population adulte.

**Résultat**

En voie de réalisation.

**Commentaire**

Le Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve finalisera la mise sur pied à l'automne 2005 d'un système d'évaluation régional de la clientèle nécessitant des services en toxicomanie. Ce système d'évaluation est la pierre angulaire du mécanisme d'accès concerté et coordonné aux services spécialisés en toxicomanie dans la région de la Capitale-Nationale.

## 1.7-B Jeu pathologique

➤ **ENTENTE DE GESTION**

1.7-B

**OBJECTIF**

Accroître le nombre de joueurs pathologiques traités et le nombre de proches ayant reçu des services de soutien.

| Indicateur                      | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                 |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de joueurs pathologiques | + 100 joueurs                                | + 60                              | 483             |
| Nombre de proches desservis     | 0                                            | + 16                              | 202             |

**Commentaire**

Une certaine part de l'activité des intervenants a été consacrée à de la programmation, d'où une réduction de la capacité de l'établissement (Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve) à accueillir de nouveaux clients.

Les données du tableau font référence aux joueurs évalués, traités ou référés par le Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve exclusivement sans égard aux services offerts par les organismes communautaires de la région.

## PROGRAMME SANTÉ MENTALE

### 1.8-A Services offerts aux personnes ayant des problèmes de santé mentale

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

|        |          |                                                                                                                                                                                                                    |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.8-A1 | OBJECTIF | Rendre accessibles localement, par des omnipraticiens et l'ensemble des intervenants psychosociaux, des services d'évaluation et de traitement de première ligne pour les personnes souffrant de troubles mentaux. |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                                                                                                                   | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                                                                                              |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'adultes (18 ans et plus) souffrant de troubles mentaux ayant bénéficié de services d'évaluation et de traitements psychosociaux dans les services de première ligne | 0                                            | + 107                             | 6 095           |

|        |          |                                                                                                                                                                                                                            |
|--------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.8-A2 | OBJECTIF | Améliorer la disponibilité des services de première ligne en santé mentale pour les enfants et les jeunes ayant des troubles mentaux afin de réduire le recours aux services spécialisés aux seuls cas qui les requièrent. |
|--------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                   | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                                              |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Nombre de jeunes en attente d'évaluation ou de traitement en pédopsychiatrie | 0                                               | + 29                                 | 401                |

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.8-A3 | <b>OBJECTIF</b> | Assurer la mise en place, dans les équipes de santé mentale adulte des territoires locaux, de services de soutien et d'intégration dans la communauté :<br>➤ services de soutien intensif ou d'intensité variable pour les personnes ayant des troubles mentaux graves. |
|--------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                                                                        | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                                                   |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'adultes desservis par des services de soutien intensif ou continu dans la communauté :<br>- Suivi par équipe et intensif | + 15 adultes                                 | + 14,3                            | 50              |
| Nombre d'adultes desservis par des services de soutien intensif ou continu dans la communauté :<br>- Intensité variable           | 0                                            | - 18,6                            | 381             |

#### Commentaire

Une attention particulière devra être portée quant à l'activité relative au suivi intensif dans la communauté. Nous croyons que les travaux entourant le projet clinique et ceux quant à la mise en œuvre du plan d'action en santé mentale favoriseront une activité accrue quant au suivi intensif et d'intensité variable.

|        |                 |                                                                                                                      |
|--------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.8-A4 | <b>OBJECTIF</b> | Maintenir ou diminuer le temps de séjour à la salle d'urgence pour les personnes ayant un problème de santé mentale. |
|--------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                  | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                             |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Durée moyenne (heures) à la salle d'urgence | - 2,05 heures                                   | + 0,91                               | 20,8               |

#### Commentaires

Il y a une limite des ressources d'hospitalisation pour la population du secteur Ouest de la région de la Capitale-Nationale, ce qui augmente le temps d'attente sur civières avant hospitalisation.

Dans le cadre de l'actualisation du plan régional visant à mieux équilibrer les ressources régionales de services en santé mentale, un ajout de 25 lits d'hospitalisation est prévu à l'Hôpital du Saint-Sacrement afin d'améliorer la desserte vis-à-vis de la population du secteur Ouest de la région. Précisons que cette décision ne viendra pas modifier le nombre total de lits psychiatriques pour l'ensemble régional.

La mise en place des services pourrait être effective en juin 2006. En attente de ces lits additionnels de psychiatrie, une mesure temporaire a été appliquée afin de transformer six chambrettes de la salle d'urgence du CHUL en lits d'hospitalisation pour la clientèle psychiatrique. Cette mesure a été approuvée par les autorités du CHUQ et prendra fin au moment de l'ouverture des 25 lits à l'Hôpital du Saint-Sacrement.

Nous avons mis en place, en 2004-2005, d'autres mesures (corridor d'accès CHUL-Hôtel-Dieu de Québec en psychiatrie - 10 lits réservés à la population du secteur Ouest et 5 places de dépannage en ressources non institutionnelles) qui, tout en améliorant la situation des plus de 48 heures, n'ont malheureusement pas permis d'améliorer la situation de façon acceptable.

#### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | OBJECTIF | <p>Produire un plan d'action régional en santé mentale en conformité avec les orientations définies dans le plan d'action qui sera déposé par le Ministère en septembre 2004.</p> <p>➤ Pour le 31 décembre 2004, déposer son plan d'action au Ministère.</p> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Résultat</b><br>Non complété.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Commentaire</b><br><p>Au 31 mars 2005, le Plan d'action ministériel n'avait toujours pas été déposé. Ce faisant, le « Rapport sur les services de santé mentale (adultes) »<sup>13</sup> nous apparaissait toujours refléter la réalité de la région de la Capitale-Nationale et représenter le plus large consensus possible, tenant lieu ainsi de Plan d'action régional en santé mentale. Ce plan a été présenté à l'équipe ministérielle.</p> |          |                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                           | OBJECTIF | <p>Dès maintenant, l'Agence doit planifier la mise en place d'un suivi de trois mois pour les personnes à risque suicidaire élevé. Cette mesure sera partie intégrante du plan d'action à venir.</p> <p>➤ Pour le 30 juin 2004, déposer une planification du suivi 3 mois pour les personnes présentant un risque suicidaire élevé.</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Résultat</b><br>Non complété.                                                                                                                                                                                                                                                          |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Commentaire</b><br><p>Nous sommes à l'étape de compléter trois plans d'actions territoriaux de lutte contre le suicide, Portneuf, Charlevoix et Québec-Métro. Ces plans d'actions permettent de convenir de la nécessité de cette cible et de la pertinence d'un suivi trois mois.</p> |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

<sup>13</sup> Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec (2002). Rapport sur les services de santé mentale (adultes), Québec, RRSSS03, 146 p.

|                                                                                                                |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                | <b>OBJECTIF</b> | <p>Assurer dans les territoires locaux, l'établissement d'ententes et de mécanismes de liaison entre les services de réponse aux crises suicidaires et aux crises psychiatriques et les services de prise en charge dans la communauté.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre de territoires locaux couverts par des ententes ou des mécanismes de liaison.</p> |
| <b>Résultat</b>                                                                                                |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Réalisé.                                                                                                       |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <i>Commentaire</i>                                                                                             |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Des protocoles d'entente signés dans l'ensemble des territoires de la région confirment ce fait. <sup>14</sup> |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

14 Ibid.

<sup>14</sup> Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec (2004). Protocole - Suivi de la crise dans le cadre de l'organisation des services de crise. Québec, RRSSS03, pagination multiple.

## PROGRAMME SANTÉ PHYSIQUE

### 1.9-A Urgence

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

|       |          |                                                                                                                                            |
|-------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-A | OBJECTIF | Maintenir ou diminuer le temps de séjour sur civière à l'urgence :<br>➤ le séjour moyen sur civière à l'urgence est de 12 heures et moins. |
|-------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur               | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|--------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                          |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Séjour moyen sur civière | - 0,82                                          | - 0,09                               | 12,73              |

#### Commentaire

De façon générale la durée moyenne de séjour ne s'est pas détériorée, mais l'objectif n'a pas été atteint. Des plans d'action aux hôpitaux concernés ont été exigés afin de corriger les écarts.

Les raisons sont les suivantes :

Au CHUL, en santé mentale :

- Prise en charge de la clientèle trop longue.
- Problèmes d'organisation des services en santé mentale en aval et en amont.
- Manque de lits d'hospitalisation dans le secteur ouest.

A Saint-François d'Assise :

- Demandes de consultation longues à réaliser.
- Durées d'attente pour avoir une chambre trop longues.

|       |          |                                                                                                                                                  |
|-------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-A | OBJECTIF | Maintenir ou diminuer le temps de séjour sur civière à l'urgence :<br>➤ 0 % de patient séjournant 48 heures et plus sur une civière à l'urgence. |
|-------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                              | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                         |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Pourcentage de séjours de 48 heures et plus sur civière | - 1,34 %                                        | + 0,02 %                             | 2,69 %             |

#### Commentaire

La mauvaise performance des premières périodes de l'exercice financier a affecté le résultat de l'ensemble de l'année. Des mesures ciblées ont été implantées dans 3 urgences de la région, soit à l'Hôpital Laval, à l'Hôpital du Saint-Sacrement et à l'Hôpital Saint-François d'Assise. Une amélioration significative de la situation des urgences a été observée au cours des dernières périodes de l'exercice financier, notamment à l'Hôpital Laval.

➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

|  |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <b>OBJECTIF</b> | <p>Produire et actualiser, en collaboration avec le Centre de coordination national des urgences (CCNU), des plans d'action pour les salles d'urgence ciblées. Ces plans d'action doivent inclure les actions en amont et en aval, en fonction des critères définis par le Ministère apparaissant au document « Plan d'action urgence CCNU » qui sera disponible le 21 mai 2004.</p> <p>➤ Indiquer, au plus tard le 31 août 2004, le nombre d'installations ayant déposé leur plan d'action accepté par le Ministère et pour le 31 mars 2005, le nombre d'installations ayant implanté ledit plan d'action.</p> |
|--|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Résultat**

3/3

*Commentaire*

Trois centres hospitaliers ont été ciblés. L'Hôpital Saint-François d'Assise du CHUQ, l'Institut de cardiologie de Québec (l'Hôpital Laval) et l'Hôpital du Saint-Sacrement du CHA. Ainsi, des plans d'actions ont été déposés par les institutions, en fonction des critères définis par le Ministère et tous en ont fait l'implantation. Des rapports hebdomadaires, de chaque urgence ciblée, ont été produits. Un suivi des indicateurs est fait régulièrement au Forum des directeurs généraux.

|  |                 |                                                                                                                                                                                                                                 |
|--|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <b>OBJECTIF</b> | <p>Réviser et adapter l'offre de services en urgence dans le contexte de la mise en place de réseaux locaux de services.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, fournir l'offre de services pour les unités d'urgence de sa région.</p> |
|--|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Résultat**

Réalisé.

*Commentaire*

Dans le contexte de la mise en place de réseaux locaux de services, des ententes de gestion ont été conclues avec toutes les urgences de la région. Ces ententes de gestion étaient basées sur des objectifs visant la durée moyenne de séjour et le % de 48 heures à l'urgence.

|  |                 |                                                                                                                                                                                  |
|--|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <b>OBJECTIF</b> | <p>Compléter l'implantation de l'outil « échelle de triage et de gravité » (ETG).</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre d'urgences qui ont implanté l'outil ETG.</p> |
|--|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Résultat**

13/13

## 1.9-B Soins palliatifs

### ➤ ENTENTE DE GESTION

|       |                 |                                                                |
|-------|-----------------|----------------------------------------------------------------|
| 1.9-B | <b>OBJECTIF</b> | Accroître l'accès aux services de soins palliatifs à domicile. |
|-------|-----------------|----------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                  | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                             |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Nombre d'usagers desservis en soins palliatifs à domicile   | 0                                               | - 241                                | 1 944              |
| Nombre moyen d'interventions en soins palliatifs à domicile | 0                                               | + 1,2                                | 17                 |

#### Commentaires

La baisse est observée dans 6 territoires de CLSC sur 8. La diminution du nombre d'usagers desservis pourrait s'expliquer par une amélioration de la qualité des données, notamment par le respect de la consigne sur le pronostic de fin de vie (6 mois et moins). En outre, la baisse des usagers suggère une diminution de la référence vers les CSSS.

L'augmentation d'intensité des services (nombre moyen d'interventions par usager) est attribuable à la précocité des références en soins palliatifs, à la durée plus longue des épisodes de soins, ainsi qu'à l'interdisciplinarité des services. Cette évolution de la prestation des services respecte les normes cliniques visées par le secteur des soins palliatifs à domicile.

## 1.9-C Lutte contre le cancer

### ➤ ENTENTE DE GESTION

|       |                 |                                                                                                                                                                                                                                            |
|-------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-C | <b>OBJECTIF</b> | Maintenir et accroître la capacité d'intervention des services spécialisés en fonction des délais d'accès suivants :<br>➤ à l'intérieur de 8 semaines en radiothérapie entre la consultation du radio-oncologue et le début du traitement. |
|-------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                          | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                     |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Nombre de patients en attente de plus de 8 semaines | - 2 personnes                                   | + 4                                  | 6                  |

### Commentaires

Les demandes en attente observées actuellement au delà du délai prescrit de 8 semaines sont imputables à la pratique curiethérapie de la prostate. Cette activité se pratiquant au bloc opératoire ne bénéficie pas du temps d'intervention nécessaire pour soutenir la demande grandissante de cette thérapie. Soutenu par l'Agence, le CHUQ a mis en place un plan d'action et a alloué à sa surspécialité du temps opératoire prioritaire sur plusieurs semaines et fins de semaine consécutives, ce qui a permis de résorber les demandes hors délai. Le CHUQ a inscrit l'augmentation de cette demande dans la révision de l'accessibilité au bloc opératoire de L'HDQ.

Quant à l'accessibilité à la radiothérapie conventionnelle qui fait appel aux accélérateurs linéaires, elle demeure dans les délais prescrits.

### > ATTENTES ADMINISTRATIVES

| OBJECTIF  | Assurer un suivi du plan d'action régional de lutte contre le cancer.<br><br>> Pour le 31 mars 2005, indiquer les actions qui ont été réalisées en conformité avec le plan d'action régional.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Résultats | <ul style="list-style-type: none"><li>&gt; Reconnaissance provisoire de dix équipes suprarégionales par siège tumoral.</li><li>&gt; Développement en cours d'équipes locales en oncologie dans chacun des CSSS.</li><li>&gt; Allocation budgétaire de 483 365 \$ sur une base annuelle, pour la mise en place d'intervenants pivots dans chacune des équipes reconnues pour un total de quatorze intervenants pivots.</li><li>&gt; Organisation d'atelier de travail pour les membres des équipes interdisciplinaires impliquées en oncologie.</li><li>&gt; Mise en place d'un plan de monitoring des délais d'attente pour la chirurgie oncologique, en réponse à la difficulté d'accès soulignée lors de l'état de la situation.</li><li>&gt; Allocation budgétaire de 90 000 \$, sur une base annuelle à l'Hôpital Jeffery Hale pour initier un regroupement de lits intermédiaires en soins palliatifs, à l'intention des personnes ayant un pronostic de vie entre deux et six mois. Développement d'un système d'accès à la médication pour les personnes qui sont en phase terminale à domicile.</li></ul> |

| OBJECTIF     | Assurer l'accès à des équipes locales interdisciplinaires en oncologie.<br><br>> Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre d'équipes locales en oncologie sur son territoire.                                                                                                                                            |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Résultat     | En voie de réalisation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Commentaires | <ul style="list-style-type: none"><li>&gt; Développement en cours d'équipes locales interdisciplinaires en oncologie dans chacun des quatre centres de santé et de services sociaux.</li><li>&gt; La reconnaissance de deux équipes locales est prévue au printemps 2005 et des deux autres à l'automne 2005.</li></ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>OBJECTIF</b> | <p>Assurer l'accès à des équipes interdisciplinaires régionales pour les sièges tumoraux suivants : sein, poumon, prostate et colorectal.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre d'équipes régionales par siège tumoral.</p>                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><i>Commentaires</i></p> <p>Ces équipes interdisciplinaires sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'équipe en oncologie du sein de l'Hôpital du Saint-Sacrement du CHA</li> <li>➤ l'équipe en oncologie pulmonaire de l'Hôpital Laval</li> <li>➤ l'équipe régionale en oncologie urologique de L'Hôtel-Dieu de Québec du CHUQ couvrant les cancers de la prostate</li> <li>➤ l'équipe en oncologie digestive de L'Hôtel-Dieu de Québec du CHUQ couvrant le cancer colorectal.</li> </ul>                                                                   |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>OBJECTIF</b> | <p>Assurer l'accès, en collaboration avec les réseaux universitaires intégrés en santé (RUIS), à des équipes interdisciplinaires suprarégionales pour les sièges tumoraux suivants : sein, oculaire et musculo-squelettique. Ces équipes doivent avoir des liens avec les équipes régionales ainsi qu'avec les activités d'enseignement et de recherche disponibles sur le territoire.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre d'équipes suprarégionales par siège tumoral.</p> |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>Reconnaissance provisoire de l'équipe suprarégionale en oncologie du sein de l'Hôpital du Saint-Sacrement du CHA et de l'équipe en oncologie musculo-squelettique de L'Hôtel-Dieu de Québec du CHUQ.</p> <p><i>Commentaire</i></p> <p>Huit autres équipes interdisciplinaires ont également une reconnaissance suprarégionale provisoire pour les sièges tumoraux suivants : cancers pédiatriques, cancers gynécologiques, cancers urologiques, cancers digestifs, cancers de la sphère tête et cou, cancers pulmonaires, cancers neurologiques et cancers cutanés.</p> |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>OBJECTIF</b> | <p>Assurer l'accès, en collaboration avec les RUIS, à des équipes interdisciplinaires suprarégionales en oncologie pédiatrique. Ces équipes suprarégionales reliées entre-elles proviennent de l'Hôpital Sainte-Justine, de l'Hôpital de Montréal pour enfants (CUSM), du Centre hospitalier de l'Université Laval (CHUQ) et de l'Hôpital Fleurimont (CHUS).</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, avoir mis en place les 4 équipes en oncologie pédiatrique.</p>                                |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Reconnaissance provisoire de l'équipe en oncologie pédiatrique du Centre mère-enfant du CHUL du CHUQ.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## 1.9-D Volume de production pour certains services spécialisés

### ➤ ENTENTE DE GESTION

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D1 | <b>OBJECTIF</b> | <p>Maintenir et accroître la capacité d'intervention des services spécialisés et surspécialisés en cardiologie tertiaire dans le respect des délais cliniquement acceptables définis par le Réseau québécois en cardiologie tertiaire et le Collège des médecins :</p> <p>➤ en hémodynamie, traiter à l'intérieur des délais établis 100 % des patients de priorités 1 à 4 et 75 % des patients de priorité 5;</p> |
|--------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                         | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                                    |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Pourcentage de patients traités à l'intérieur des délais établis : | + 37,2 %                                        | + 11,7 %                             | 74,5 %             |
| - Priorités 1 à 4                                                  |                                                 |                                      |                    |
| Pourcentage de patients traités à l'intérieur des délais établis : | + 13,0 %                                        | + 1,7 %                              | 63,7 %             |
| - Priorité 5                                                       |                                                 |                                      |                    |

#### Commentaires

La qualité des données du système informatisé de l'accès aux services (SGAS) est en cause pour expliquer, en partie du moins, la non-atteinte des cibles, notamment la présence de demandes inscrites pour lesquelles la clientèle est non disponible pour des raisons personnelles, médicales ou associées à des protocoles de recherche. Mise au fait, l'Agence a sollicité le Réseau québécois de cardiologie tertiaire (RQCT) pour faire les correctifs nécessaires sur l'outil SGAS afin d'obtenir une lecture juste de la réalité.

De plus, depuis le 7 janvier 2005, une salle d'hémodynamie a dû être fermée pour pallier à un manque d'infirmières spécialisées. Pour les patients de type électif, en attente à la maison et qui doivent aller faire les tests de pré-admission dans leurs services de santé hors Québec-Métro, des délais plus longs que ceux prescrits au formulaire SGAS sont observés en raison de la restriction d'accès aux services d'investigation dans leur région d'origine. À la suite d'un état de situation, l'Agence a avisé le RQCT de cette problématique de hors délai occasionnée par le rythme du réseau, afin d'apporter les corrections nécessaires à l'outil SGAS dans la considération des délais sécuritaires pour la clientèle et médicalement acceptables.

Quant à la pénurie d'infirmières spécialisées, l'Agence a accompagné l'Hôpital Laval auprès du Ministère pour faire valoir l'importance d'adopter des mesures d'attraction et de rétention de ces effectifs.

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|--------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D1 | <b>OBJECTIF</b> | <p>Maintenir et accroître la capacité d'intervention des services spécialisés et surspécialisés en cardiologie tertiaire dans le respect des délais cliniquement acceptables définis par le Réseau québécois en cardiologie tertiaire et le Collège des médecins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ en chirurgie cardiaque, traiter à l'intérieur des délais établis 100 % des patients de priorités 1 à 3 et 75 % des patients de priorités 4 et 5.</li> </ul> |
|--------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                               | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                                                          |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Pourcentage de patients traités à l'intérieur des délais établis :<br>- Priorités 1 à 3  | + 29,6 %                                        | + 5,3 %                              | 75,7 %             |
| Pourcentage de patients traités à l'intérieur des délais établis :<br>- Priorités 4 et 5 | + 17,2 %                                        | + 12,6 %                             | 70,4 %             |

#### Commentaires

La qualité des données du système SGAS est en grande partie en cause, notamment la présence d'usagers médicalement non prêts pour leur chirurgie. Mise au fait, l'Agence a sollicité le RQCT pour faire les correctifs nécessaires sur l'outil SGAS.

De plus, depuis la fin décembre, la fragilité du nombre de ressources infirmières spécialisées touchant les trois disciplines, le manque d'anesthésiologistes et des moyens de pression de la part des perfusionnistes ont influencé les activités de production en chirurgie cardiaque. L'Agence a accompagné l'Hôpital Laval auprès du Ministère pour faire valoir l'importance d'adopter des mesures d'attraction et de rétention pour les infirmières spécialisées et revoir les opportunités de dépannage pour les ultraspécialités de l'Hôpital Laval dans un premier temps, en attendant l'arrivée des nouvelles recrues prévues au Plan régional des effectifs médicaux (PREM).

|        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D1 | <b>OBJECTIF</b> | <p>Maintenir et accroître la capacité d'intervention des services spécialisés et surspécialisés en cardiologie tertiaire dans le respect des délais cliniquement acceptables définis par le Réseau québécois en cardiologie tertiaire et le Collège des médecins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ en électrophysiologie, traiter à l'intérieur des délais établis 100 % des patients de priorités 1 à 3 et 50 % des patients de priorités 4 et 5.</li> </ul> |
|--------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                              | Performance additionnelle visée au 31 mars 2005 | Performance observée au 31 mars 2005 |                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|
|                                                                                         |                                                 | Performance additionnelle            | Performance totale |
| Pourcentage de patients traités à l'intérieur des délais établis :<br>- Priorités 1 à 2 | + 51,3 %                                        | + 7,5 %                              | 56,2 %             |
| Pourcentage de patients traités à l'intérieur des délais établis :<br>- Priorités 3 à 5 | 0                                               | + 12,4 %                             | 66,8 %             |

### Commentaire

La qualité des données du système SGAS est en cause, notamment les raisons invoquées en hémodynamie ainsi que le nombre important de reports de la part de la clientèle. Mise au fait, l'Agence a sollicité le RQCT pour faire les correctifs nécessaires sur l'outil SGAS afin d'obtenir une lecture juste de la réalité.

|        |          |                                                                                                                                                                |
|--------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D2 | OBJECTIF | Maintenir et accroître la capacité d'intervention pour les patients ayant besoin d'une chirurgie :<br>➤ en orthopédie pour le remplacement total de la hanche. |
|--------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|----------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de chirurgies | + 114 hanches                                | + 72                              | 486             |

### Commentaire

Les orthopédistes ont procédé à davantage de chirurgies du dos (prothèses discales et cages discales), procédures visant des pathologies toutes aussi invalidantes pour les personnes atteintes que celles requérant des prothèses totales de la hanche. Pour l'ensemble régional, les activités chirurgicales hospitalisées des orthopédistes, excluant les hanches et les genoux, ont atteint la valeur de + 238 cas par rapport à 2002-2003.

|        |          |                                                                                                                                                            |
|--------|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D2 | OBJECTIF | Maintenir et accroître la capacité d'intervention pour les patients ayant besoin d'une chirurgie :<br>➤ en orthopédie pour le remplacement total du genou. |
|--------|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|----------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de chirurgies | + 182 genoux                                 | + 202                             | 637             |

|        |          |                                                                                                                                       |
|--------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D2 | OBJECTIF | Maintenir et accroître la capacité d'intervention pour les patients ayant besoin d'une chirurgie :<br>➤ en chirurgie de la cataracte. |
|--------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|----------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de chirurgies | + 924 cataractes                             | + 681                             | 6 510           |

### Commentaires

L'écart observé de 343 cataractes s'explique en partie par la façon différente du Ministère de faire le calcul des procédures. Notre point de départ pour 2004-2005 était en fonction du réel des cataractes opérés dans les établissements, c'est-à-dire 5 663 chirurgies.

En 2004-2005, le Ministère nous a privilégié les données Med-Écho de 2002-2003 comme point de départ, soit 5 829 chirurgies, d'où un gain d'activités. Cet écart d'addition des activités antérieures a été considéré dans la base récurrente de l'établissement et est venu créer un gain d'activités perdues. Aussi, en utilisant les données Med-Écho comme point de départ, un certain nombre de chirurgies de la cataracte sont perdues au profit d'une autre chirurgie ophtalmique, comme la rétine, par exemple.

|        |          |                                                                                                                                 |
|--------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D2 | OBJECTIF | Maintenir et accroître la capacité d'intervention pour les patients ayant besoin d'une chirurgie :<br>➤ en chirurgie d'un jour. |
|--------|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|----------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de chirurgies | + 474 chirurgies d'un jour                   | + 14                              | 21 219          |

### Commentaire

La production observée en 2004-2005 est à peu près égale à celle de l'exercice 2002-2003. Une augmentation de la lourdeur des chirurgies est rapportée pour expliquer la difficulté d'augmenter le volume des cas réalisés. Ce phénomène a pu être vérifié.

|        |          |                                                                                                                                            |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.9-D2 | OBJECTIF | Maintenir et accroître la capacité d'intervention pour les patients ayant besoin d'une chirurgie :<br>➤ en chirurgie avec hospitalisation. |
|--------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|----------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de chirurgies | + 460 chirurgies avec hospitalisation        | + 473                             | 22 761          |

## Traumatologie

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Élaborer et mettre en place, conformément aux conditions déterminées par le Ministère, un plan directeur en traumatologie (en aval et en amont, y compris la réadaptation), qui comprend notamment l'établissement de corridors de services.

- Pour le 31 mars 2005, élaborer un plan directeur conforme et indiquer le nombre de corridors de services établis.

#### Résultat

En voie de réalisation.

#### Commentaire

Le Comité régional de traumatologie se réunira à l'automne 2005 pour en adopter le contenu.

## Disponibilité de la main-d'œuvre médicale

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Aider les établissements dans le recrutement de médecins étrangers sous permis restrictif.

- Pour le 31 mars 2005, fournir au Ministère le nombre de parrainages réalisés.

#### Résultat

Aucun.

## Répartition de l'effectif médical

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Élaborer un plan régional d'effectifs médicaux (PREM) pour les années 2004, 2005 et 2006 s'adressant aux omnipraticiens ainsi qu'aux spécialistes et voir à leur application. Ces PREM, qui seront adoptés pour l'année 2004, transiteront vers les PREM 2005 et 2006.

- Pour le 31 mars 2005, indiquer l'évolution de l'effectif médical pour sa région, le niveau d'atteinte des PREM en pourcentage ainsi que la proportion de nouveaux médecins installés dans les régions en omnipratique et en spécialités de base.

#### Résultat

La situation est celle qui prévalait en décembre 2004 puisque le PREM est actualisé selon l'année civile. À cette date le PREM était comblé à 100 %. Vingt-cinq postes ont été comblés en omnipratique, mais aucun nouveau facturant ne s'est installé en région.

## Services préhospitaliers d'urgence

### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Mettre en application le volet « reddition de comptes » pour les contrats de service des entreprises ambulancières.

- Pour le 31 mars 2005, indiquer la proportion des entreprises ambulancières sur son territoire ayant un rapport d'activité conforme.

#### Résultat

Conforme aux exigences du contrat.

#### Commentaire

En ce qui concerne la mise en application du volet reddition de comptes inclus dans les contrats de service des entreprises ambulancières, cette reddition de comptes n'est que financière pour l'instant et les entreprises ambulancières ont jusqu'au 30 juin pour nous faire parvenir leur rapport ainsi que d'autres renseignements complémentaires. Lorsque les orientations du Ministère seront connues au niveau des critères de performance, les entreprises ambulancières auront à nous transmettre un rapport plus complet en regard d'objectifs ciblés.

## PROGRAMME SERVICES OFFERTS AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE

### 1.10-A Services offerts aux femmes et aux enfants victimes de violence

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

|        |                 |                                                                                                                                                                       |
|--------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.10-A | <b>OBJECTIF</b> | Rendre disponibles des services spécifiques et adaptés aux enfants exposés à la violence conjugale dans chaque maison d'hébergement pour femmes victimes de violence. |
|--------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                                                                         | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                                                    |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'enfants exposés à la violence conjugale, qui ont reçu les services d'une intervenante jeunesse d'une maison d'hébergement | 0                                            | + 68                              | 466             |

#### Commentaire

La réalité des enfants qui sont hébergés est encore peu connue. Antérieurement, les services étaient davantage orientés vers la mère de même que l'expertise en matière d'intervention. Depuis maintenant deux ans, l'octroi de sommes supplémentaires (67 000 \$) aux maisons d'hébergement a permis à ces dernières de se doter d'intervenantes jeunesse, laissant ainsi place à une intervention adaptée à la réalité et aux besoins que vivent les enfants en maison d'hébergement.

#### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

|                 |                                                                                                                                     |
|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b> | Rehausser le financement de base des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence.                                        |
|                 | ➤ Pour le 31 mars 2005, fournir le financement de base de chaque maison d'hébergement ainsi que le nombre de maisons d'hébergement. |

#### Résultats

Financement de base des maisons de la région :

|                                  |                        |                        |
|----------------------------------|------------------------|------------------------|
| Maison des femmes de Québec :    | 2003-2004 = 323 119 \$ | 2004-2005 : 394 241 \$ |
| Maison pour femmes immigrantes : | 2003-2004 : 300 956 \$ | 2004-2005 : 382 267 \$ |
| Maison du cœur pour femmes :     | 2003-2004 : 301 617 \$ | 2004-2005 : 378 326 \$ |
| Maison Hélène Lacroix :          | 2003-2004 : 340 143 \$ | 2004-2005 : 414 363 \$ |
| Maison Kinsmen :                 | 2003-2004 : 297 719 \$ | 2004-2005 : 417 315 \$ |
| Maison La Montée :               | 2003-2004 : 320 328 \$ | 2004-2005 : 386 345 \$ |
| Maison Mirépi :                  | 2003-2004 : 326 367 \$ | 2004-2005 : 392 158 \$ |

#### Commentaire

Les maisons d'hébergement de la région ont reçu en moyenne une augmentation de 67 000 \$ depuis deux ans.

## PROGRAMME RESSOURCES HUMAINES

### 3.1-A Ressources humaines

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

3.1-A **OBJECTIF** Répartition de l'effectif médical.

| Indicateur                                  | Activité additionnelle visée<br>au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                             |                                                 | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Niveau d'atteinte des PREM en pourcentage : |                                                 |                                   |                 |
| - Omnipratique                              | 0                                               | 0                                 | 100 %           |
| - Spécialité                                | + 4,0 %                                         | + 3,6 %                           | 99,6 %          |

#### Commentaire

22 postes ont été comblés sur les 25 « retours de région » autorisés au PREM 2005 en omnipratique.

#### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

**OBJECTIF** Mettre à jour les portraits régionaux de main-d'œuvre et de façon plus spécifique, établir des portraits régionaux des besoins de main-d'œuvre d'auxiliaires familiales et de préposés aux bénéficiaires.

➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le portrait régional des besoins de main-d'œuvre d'auxiliaires familiales et de préposés aux bénéficiaires.

#### Résultat

En voie de réalisation.

#### Commentaires

Pour l'année 2004-2005 une pénurie récurrente dans le secteur du personnel en soins était identifiée dans le titre de préposé aux bénéficiaires. Cette pénurie était observée principalement dans le secteur de la longue durée. En ce qui concerne le titre d'emploi d'auxiliaire familiale, aucune pénurie ou difficulté de recrutement n'a été signalée au cours de l'année 2004-2005.

Les impacts causés par l'insuffisance de main-d'œuvre dans ce titre d'emploi ont été ressentis au niveau des remplacements, sans toutefois remettre en cause l'accessibilité aux services.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p>Effectuer un suivi des projets de révision d'organisation du travail visant une utilisation optimale des compétences des personnes.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le nombre et le type de projets réalisés sur son territoire et les sommes consacrées à ces projets.</p>                                                                                                               |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Projet de réorganisation des soins et du travail - Unités de chirurgie du CHUQ - (374 856 \$ sur 2 ans).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Commentaire</b></p> <p>C'est un projet qui s'inscrit dans un programme ministériel sur l'organisation du travail. Il vise à contribuer à maintenir l'accessibilité des soins et des services dans les unités de chirurgie du CHUQ par la mise en œuvre d'un nouveau mode d'organisation des soins et du travail, et ce, dans un contexte de rareté de main-d'œuvre. La démarche proposée s'échelonne sur 2 années financières (fin prévue le 31 décembre 2006) et inclut une participation financière du Ministère de 374 856 \$, accordée en décembre 2004 et qui est venue confirmer l'importance de ce projet débuté à l'automne de cette même année.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>OBJECTIF</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p>Supporter, à même les sommes décentralisées du budget de développement des compétences pour le personnel d'encadrement, les activités pour préparer les directeurs généraux et les cadres des établissements à la mise en place des réseaux locaux de services.</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer la liste des activités réalisées, le nombre de participants et les sommes consacrées.</p> |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Réalisé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Commentaires</b></p> <p>Le Comité régional de développement du personnel d'encadrement (CRDPE) a retenu trois thèmes comme priorités de développement des compétences pour 2004-2006 : la qualité, la gestion en réseau et la communication. Les activités régionales réalisées en 2004-2005 ont totalisé 88 200 \$, provenant de la portion réservée à partir du fonds régionalisé de développement des cadres, distribué en majeure partie aux établissements, et d'un fonds résiduel :</p> <p><u>Qualité</u></p> <p>➤ Atelier de réflexion stratégique d'une demi-journée pour les directeurs généraux et les équipes de direction - 83 participants</p> <p><u>Gestion en réseau</u></p> <p>➤ Journées de réflexion des directeurs généraux et des membres du comité directeur du projet régional visant à s'approprier les enseignements d'une mission sur la gestion en réseau - 40 participants</p> <p>➤ Session de 3 jours sur la gestion de projet pour les chargés de projets cliniques - 24 participants</p> <p>➤ Session de sensibilisation d'une demi-journée sur la gestion de projet pour leurs supérieurs - 15 participants</p> <p><u>Thèmes complétant la planification 2003-2004</u></p> <p>➤ Colloque régional annuel : « Entre le cœur et la raison » - 417 participants</p> <p>➤ Déjeuners-conférences : « L'innovation : une compétence clé » - 29 participants; « La négociation raisonnée » - 44 participants; « La gestion du changement » - 62 participants</p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### Relève des cadres

Outre la possibilité de participer aux activités régionales offertes aux cadres en exercice :

- 4 ateliers de sensibilisation d'une demi-journée chacun sur les thèmes : Passage du rôle de professionnel à celui de cadre; Gestion financière; Gestion des personnes et des équipes; Aspects légaux et réglementaires de la gestion des ressources humaines - 98 participants

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>Améliorer la gestion de la présence au travail par la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action triennal en gestion de présence au travail publié en décembre 2001.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Pour le 31 mars 2005, indiquer le ratio des heures en assurance salaire sur les heures travaillées.</li></ul> |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 5,84                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Commentaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>Pour l'année 2004-2005, le ratio régional (heures assurance salaire/heures travaillées) obtenu est de 5,84 alors que l'objectif attendu par le Ministère était de 5.14.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>Près de 50 % des établissements de la région ont atteint ou dépassé l'objectif qui leur avait été signifié.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>En partenariat avec l'ensemble des établissements de la région, une ébauche de stratégie d'action régionale est amorcée, ainsi que la mise en œuvre de différents projets pilotes et actualisation de plans d'action à l'intérieur des établissements. Ces actions préventives ont pour objectifs, entre autres, de diminuer le taux d'absentéisme et de favoriser l'amélioration des conditions liées au contexte de travail du personnel en place.</p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>OBJECTIF</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p>Produire un état de situation sur le niveau de mobilisation du personnel dans les établissements, comme il est prévu dans le cadre de référence ministériel.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Mettre en place une stratégie et un plan d'action sur la mobilisation du personnel au 31mars 2005.</li></ul> |
| <b>Résultat</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| En voie de réalisation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Commentaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p>Avec l'appui d'un comité régional représentatif des différentes missions d'établissements ainsi que des secteurs administratifs et cliniques, l'Agence a travaillé à élaborer une démarche stratégique régionale et locale concertée. L'Agence et les établissements de la région de la Capitale-Nationale ont ainsi convenu d'axer les plans de mobilisation des ressources humaines sur la qualité des services à la population.</p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p>L'Agence a obtenu un délai du Ministère pour soumettre la démarche au comité directeur du Projet régional d'organisation de services intégrés (PROSI) à sa réunion d'avril 2005.</p>                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

## AU PLAN DE L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LA QUALITÉ DES SERVICES ET DE LA SATISFACTION

### 4.1-A Prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux

#### ➤ ENTENTE DE GESTION

| 4.1-A                                                                                        | OBJECTIF                                     | Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Loi 71 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux en mettant en place, dans chaque établissement, les mesures suivantes :<br>➤ un comité de gestion des risques et de la qualité. |                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                                   | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                                                                                                              |                 |
|                                                                                              |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                                                                                                                         | Activité totale |
| Nombre d'établissements ayant mis en place un comité de gestion des risques et de la qualité | + 10 établissements publics                  | + 10                                                                                                                                                                                                                                                           | 14              |

#### Commentaire

Bien que les établissements privés conventionnés et non conventionnés soient exclus de l'indicateur ministériel, il faut savoir que la majorité d'entre eux ont mis en place un comité de gestion des risques et de la qualité, ont entériné une politique de divulgation de tout accident à un usager, déclarent les incidents/accidents et ont mis en place un registre local des incidents/accidents.

| 4.1-A                                                                                                                         | OBJECTIF                                     | Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Loi 71 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux en mettant en place, dans chaque établissement, les mesures suivantes :<br>➤ une politique de divulgation de tout accident à un usager. |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Indicateur                                                                                                                    | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                                                                                                                                      |                 |
|                                                                                                                               |                                              | Activité additionnelle                                                                                                                                                                                                                                                 | Activité totale |
| Nombre d'établissements dont le conseil d'administration a entériné une politique de divulgation de tout accident à un usager | + 7 établissements                           | + 7                                                                                                                                                                                                                                                                    | 14              |
| Nombre d'établissements qui déclarent les incidents/accidents                                                                 | + 3 établissements                           | + 3                                                                                                                                                                                                                                                                    | 14              |

### Commentaires

Les établissements ont adopté une Politique de divulgation d'accident à un usager. Plusieurs ont également des procédures administratives en découlant.

Les établissements utilisent le formulaire AH-223 de l'Association des hôpitaux du Québec pour déclarer les incidents et les accidents.

4.1-A

#### OBJECTIF

Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Loi 71 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux en mettant en place, dans chaque établissement, les mesures suivantes :

- un registre local des incidents/accidents.

| Indicateur                                                                           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'établissements ayant mis en place un registre local des incidents/accidents | + 3 établissements                           | + 3                               | 14              |

### Commentaire

Peu d'établissements ont un réel registre local des incidents et des accidents. Actuellement, la plupart d'entre eux compilent les formulaires de déclaration des incidents et des accidents, ce qui constitue leur registre local. Ils attendent le nouveau formulaire qui doit être élaboré pour la déclaration des incidents et des accidents avant d'établir leur registre local.

4.1-A

#### OBJECTIF

Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Loi 71 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux en mettant en place, dans chaque établissement, les mesures suivantes :

- des sessions d'information/formation offertes sous l'égide du Groupe national d'aide à la gestion des risques et de la qualité (GNAGRQ).

| Indicateur                                                                                                                           | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                                                      |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre de sessions d'information/formations offertes sous l'égide du GNAGRQ                                                          | + 1 session                                  | 0                                 | 0               |
| Nombre de groupes et de personnes ayant participé au programme de formation élaboré par le Ministère en collaboration avec le GNAGRQ | S/O                                          | 0                                 | 0               |

### Commentaire

Deux sessions de formation et d'information ont été offertes dans le cadre des activités de l'Agence, mais pas sous l'égide du GNAGRQ. Environ 80 personnes ont participé aux activités de l'Agence. Une première activité a consisté à une formation-qualité aux cadres supérieurs des établissements de la région et la seconde formation a porté sur la « Gestion de la qualité plus complexe que la gestion des risques ».

4.1-A

### OBJECTIF

Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Loi 71 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux en mettant en place, dans chaque établissement, les mesures suivantes :

- inscription à un processus d'agrément des services pour un organisme d'accréditation reconnu.

| Indicateur                                                                                                    | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                               |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'établissements ayant sollicité l'agrément de leurs services par un organisme d'accréditation reconnu | + 7 établissements                           | + 6                               | 6               |

### Commentaire

Un seul établissement public n'a pas encore sollicité d'agrément; toutefois, une telle demande devrait être enclenchée prochainement. À la suite de l'implantation des centres de santé et de services sociaux, diverses démarches ont été entreprises par ces nouvelles entités afin de standardiser les agréments déjà existants au sein des établissements composant ces regroupements.

#### 4.1-B Mesures pour contrer les infections nosocomiales

##### ➤ ENTENTE DE GESTION

|       |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4.1-B | <b>OBJECTIF</b> | Faire en sorte que les établissements de soins aigus disposent des moyens adéquats pour mettre en oeuvre les activités inhérentes à la prévention des infections nosocomiales et à la prestation sécuritaire des soins de santé notamment par une stérilisation des équipements. |
|-------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                                                                      | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005 | Activité observée au 31 mars 2005 |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
|                                                                                                                                 |                                              | Activité additionnelle            | Activité totale |
| Nombre d'établissements ayant atteint le ratio de professionnels en prévention des infections nosocomiales (1 ETP par 133 lits) | 100 % des établissements impliqués           | N/D                               | 1               |
| Nombre d'établissements ayant adopté une politique interne de stérilisation des équipements médicaux                            | 100 % des établissements impliqués           | 0                                 | 0               |

##### *Commentaires*

Dans les établissements visés n'atteignant pas la cible, il manque peu de ressource pour atteindre la norme. Toutefois, les allocations budgétaires permettant l'atteinte du ratio ont été effectuées en janvier 2005. Le processus de titularisation est soit complété ou en cours.

Les établissements n'ont pas adopté de Politique de stérilisation des instruments mais leurs règles internes de gestion prévoient l'application de normes de pratique reconnues pour la décontamination et la stérilisation des instruments.

**PROGRAMME RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE  
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

**5.1-A Retour à l'équilibre budgétaire du réseau de la santé et des services sociaux**

➤ **ENTENTE DE GESTION**

|              |                 |                                                                                                                         |
|--------------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>5.1-A</b> | <b>OBJECTIF</b> | Revoir les processus administratifs de façon à garantir un retour à l'équilibre budgétaire sur un horizon de trois ans. |
|--------------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Indicateur                                                                                                                                 | Activité additionnelle visée au 31 mars 2005                                                                                                         | Activité observée au 31 mars 2005                                                                                                                  |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
|                                                                                                                                            |                                                                                                                                                      | Activité additionnelle                                                                                                                             | Activité totale |
| Évolution de la situation financière des établissements par rapport à l'année précédente et selon le cas, en fonction des cibles convenues | La somme des résultats d'exploitation déficitaires de l'ensemble des établissements publics de la région au 31 mars 2005 n'excède pas 20 256 388 \$. | La somme des résultats d'exploitation déficitaires de l'ensemble des établissements publics de la région a totalisé 20 377 164 \$ au 31 mars 2005. |                 |

Conformité et caractère conséquent de l'exercice du suivi financier relatif au respect de cette cible déficitaire maximale, notamment en ce qui a trait à l'application des circulaires relatives à :

- la planification budgétaire (2004-2009);
- l'exécution du budget (2004-2010);
- la Politique relative aux emprunts temporaires (2001-2019).

**Commentaire**

La cible déficitaire maximale régionale a été excédée de 120 776 \$. Parmi les trois établissements disposant d'une cible déficitaire maximale, seul le Centre hospitalier *affilié* universitaire de Québec ne l'a pas respectée. Le déficit présenté par le CHA résulte principalement d'un volume additionnel de greffes de moelle osseuse réalisées en cours d'année.

➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

OBJECTIF

Ramener les dépenses à un niveau jugé optimal en fonction de la moyenne du groupe d'établissements comparables :

- Pour le 31 mars 2005, fournir la proportion des dépenses administratives des établissements sur l'ensemble de leurs dépenses et le coût brut par repas des établissements.

Résultat

Réalisé.

OBJECTIF

Ramener les dépenses liées à la consommation d'énergie pour chaque établissement dans une grandeur jugée acceptable; la cible étant une réduction attendue de 0,04 GJ/m<sup>2</sup> pour 2004-2005.

- Pour le 31 mars 2005, témoigner de la consommation en gigajoules par mètre carré pour chaque établissement.

Résultat

0,4489 GJ/m<sup>3</sup>

*Commentaire*

L'analyse de la performance énergétique a été faite en fonction des mètres cubes indiqués aux états financiers vérifiés des établissements, au centre d'activité « fonctionnement des installations ». Cette donnée est plus pertinente que les superficies en mètres carrés indiquées au centre d'activité « hygiène et salubrité ». Sur cette base, la consommation énergétique des établissements de la région se situait :

- En 2003-2004, à 0.4736 GJ/m<sup>3</sup>
- en 2004-2005, elle a été de 0.4489 GJ/m<sup>3</sup>

soit une diminution de 5,2 %.

## PROGRAMME PLANIFICATION STRATÉGIQUE, ÉVALUATION ET GESTION DE L'INFORMATION

Technologie de l'information

### > ATTENTES ADMINISTRATIVES

#### OBJECTIF

Mettre en œuvre un plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux arrimé aux priorités d'organisation du gouvernement et à la planification stratégique du Ministère, en tenant compte des capacités organisationnelles et financières.

- > Pour le 31 mars 2005, indiquer si les délais des livraisons prévues au plan d'informatisation ont été respectés.

#### Résultat

En voie de réalisation.

#### Commentaire

Au 31 mars 2005, les travaux entourant la production du plan d'informatisation sont réalisés à 80 %. Le plan sera bientôt proposé pour approbation au PROSI. La région a demandé au Ministère, le 15 février 2005, le financement de deux projets régionaux d'informatisation. Ces projets sont le système d'information usager (SIU) en santé mentale et le système de pharmacie.

#### OBJECTIF

Fournir à tous les GMF, dans un délai de 30 jours suivant leur accréditation, les équipements informatiques nécessaires pour la réalisation des fonctions d'inscription de la clientèle auprès de la RAMQ et l'accès à l'intranet du réseau de la santé et des services sociaux. Également, l'Agence doit fournir aux GMF les fonctionnalités suivantes dans les meilleurs délais :

- liens avec Info-Santé pour la communication de la liste de personnes qui assurent la garde médicale pendant les heures défavorables et le signalement de la clientèle vulnérable;
  - l'accès aux données de laboratoires;
  - l'utilisation d'un aviseur-prescripteur pharmacologique.
- > Pour le 31 mars 2005, indiquer la proportion des GMF informatisés et disposant de toutes les fonctionnalités prévues.

#### Résultat

7/13

#### Commentaires

- Tous les groupes de médecine familiale ont reçu les équipements informatiques dans un délai de 30 jours, à l'exception des GMF accrédités en date de juillet 2004, ceux-ci doivent attendre que le processus de location des équipements soit accepté.
- Les GMF qui n'ont pas reçu les équipements informatiques ont été rencontrés et nous avons, au besoin, devancé les travaux pour la télécommunication et prêté des équipements afin qu'ils puissent inscrire la clientèle à la RAMQ.
- Les GMF qui avaient des résultats de laboratoire déposés au dépôt régional ont eu accès au cours de la dernière année à ces résultats.
- Quatre GMF ont essayé le prescripteur et trois d'entre eux ont décidé de ne pas continuer l'expérimentation.

#### OBJECTIF

Compléter l'informatisation à l'intérieur de tous les laboratoires.

- Pour le 31 mars 2005, indiquer la proportion des laboratoires informatisés.

#### Résultat

11/13

#### Commentaire

Pour ceux dont la réalisation n'était pas faite, le processus sera complété tôt au printemps 2005-2006.

#### OBJECTIF

Planter le système d'information sur la clientèle en centre d'hébergement et de soins de longue durée (SICHELD) dans tous les CHSLD.

- Pour le 31 mars 2005, indiquer la proportion de CHSLD ayant implanté SICHELD.

#### Résultat

54/55

#### Commentaire

Implantation réalisée à 98 %. Pour un total de 54 établissements sur 55.

#### OBJECTIF

Compléter le déploiement du Système d'information intégré sur les activités transfusionnelles et d'hémovigilance (SIIATH) dans tous les établissements (en déployant la version 2 (9.1.x) du logiciel).

- Pour le 31 mars 2005, fournir la proportion des établissements ayant implanté le SIIATH.

#### Résultat

100 %

|                        |                 |                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                        | <b>OBJECTIF</b> | <p>Déployer, d'ici décembre 2004, dans tous les centres de radio-oncologie, le système informatisé de l'accès aux services (SGAS).</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, fournir la proportion de centres de radio-oncologie où SGAS est fonctionnel.</p> |
| <b>Résultat</b><br>1/1 |                 |                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                         |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------------|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                         | <b>OBJECTIF</b> | <p>Implanter le système d'information de gestion dans les urgences (SIGDU) des centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés (CHSGS).</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, fournir la proportion des urgences ayant implanté un système d'information accrédité.</p> |
| <b>Résultat</b><br>6/13 |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**Commentaire**

La région de Charlevoix a fait l'acquisition d'une application SIGDU en 2004-2005. Au 31 mars 2005, les 2 urgences de cette région étaient en implantation. Toutes les urgences de la région devront respecter le nouveau cadre normatif et avoir implanté un SIGDU au 31 mars 2007. La planification régionale déposée au Ministère a été acceptée.

## PROGRAMME COORDINATION

### Développement d'intégration de la sécurité civile

#### ➤ ATTENTES ADMINISTRATIVES

##### OBJECTIF

Posséder un Plan d'organisation régionale en sécurité civile - mission santé (PORSC-MS), déterminant ainsi les contributions attendues des intervenants du réseau sociosanitaire de la région.

- Pour le 31 mars 2005, avoir élaboré ce PORSC-MS.

##### Résultat

En voie de réalisation.

##### Commentaire

Les orientations n'ayant été déposées par le Ministère pour le 31 mars 2005, le document n'a pu être finalisé.

##### OBJECTIF

En conformité avec le modèle ministériel, posséder un « Plan régional d'intervention contre les maladies infectieuses » qui intégrera le volet Santé publique. Ce volet inclut notamment l'élaboration du plan régional d'intervention contre la pandémie d'influenza, le SRAS et les autres MRS et la variole.

- Pour le 31 mars 2005, avoir élaboré le Plan régional d'intervention contre les maladies infectieuses incluant la pandémie d'influenza, le SRAS et les autres MRS et la variole.

##### Résultat

En voie de réalisation.

##### Commentaires

- Le Ministère doit livrer le plan d'intervention, les orientations et les outils afin de standardiser la démarche au niveau provincial.
- Le plan d'intervention contre le SRAS est avancé et aucune démarche spécifique n'a été faite pour la variole.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                              |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                              | OBJECTIF | <p>S'assurer que chaque établissement du réseau possède des plans de mesures d'urgence conformes au « Manuel de planification des mesures d'urgence pour les établissements du réseau ».</p> <p>➤ Pour le 31 mars 2005, signifier au Ministère la proportion des établissements ayant un plan de mesures d'urgence conforme.</p> |
| Résultat                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Non réalisé.                                                                                                                                                                                                                                                                                 |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                              |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <i>Commentaire</i>                                                                                                                                                                                                                                                                           |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>La coordination ministérielle en sécurité civile devait former un comité afin de préparer un document spécifiant les éléments qui allaient être évalués afin d'établir la conformité des plans locaux de sécurité civile sociosanitaire. Le comité devrait voir le jour en 2005-2006.</p> |          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |



AUTRES RÉSULTATS D'IMPORTANCE



L'ensemble des activités menées par l'Agence lui permet de rendre compte également de plusieurs autres résultats qui ne sont pas inclus dans l'entente de gestion et d'imputabilité conclue entre l'Agence et le Ministère. Il convient donc d'en rendre compte dans le présent rapport.

### **3.1 LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSEAUX LOCAUX DE SERVICES DANS LA RÉGION TELLE QU'APPROUVÉE PAR LE GOUVERNEMENT**

Au 31 mars 2005, les quatre centres de santé et de services sociaux (CSSS) sont mis en place pour les territoires de Portneuf, Charlevoix, Québec-Nord et Québec-Sud :

- Les conseils d'administration sont fonctionnels.
- Les directeurs généraux sont nommés.
- Les équipes de direction sont créées.
- Les travaux sont en cours, présentement, pour structurer le réseau local autour de chacun des 4 CSSS. Le leadership de la structuration est assumé par le CSSS tel que prévu par la loi.
- En fin d'année 2004-2005, l'Agence travaillait sur un modèle d'entente de partenariat pour favoriser l'arrimage entre les partenaires institutionnels et les partenaires non institutionnels. Ce modèle aura été déposé en début d'année 2005-2006.
- Les travaux relatifs à la mise à jour des permis d'exploitation des 4 CSSS sont à leur terme.
- Les budgets des anciens établissements ont été intégrés au profit de la nouvelle organisation.
- La réorganisation syndicale en fonction de l'application de la loi 30 est presque complétée.
- Au cours de l'année 2004-2005, l'Agence aura tenu 4 rencontres d'information avec l'ensemble des membres des conseils d'administration et équipes de direction des CSSS et des autres établissements de la région, et ce, sur différents thèmes porteurs sous la thématique « Tous sur la même longueur d'onde ».

En fonction des orientations qui seront données par l'adoption du projet de loi 83, l'Agence complètera les travaux structurels concernant les établissements anglophones. Au cours de l'automne, les deux établissements anglophones seront intégrés.

### **3.2 LE SOUTIEN AUX INSTANCES LOCALES DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS CLINIQUES**

Au 31 mars 2005, l'Agence a apporté plusieurs appuis pour démarrer les travaux relatifs aux projets cliniques :

- Une structure de gestion du projet régional est en place depuis le début du projet régional en janvier 2004. Le comité directeur, composé des directeurs généraux des établissements, du président-directeur général de l'Agence, de la directrice générale du Regroupement des organismes communautaires, des présidents de commissions régionales et du Département régional de médecine générale et d'un représentant du Réseau universitaire intégré en santé, se rencontre mensuellement pour voir à l'évolution de la planification du projet régional (manuel d'organisation de projet) avec la collaboration d'un cadre supérieur de l'Agence nommé directeur du projet.
- De cette structure de gestion du projet régional, l'Agence a convenu avec les CSSS de mettre sur pied une structure complémentaire de gestion des projets cliniques. Des personnes, tant au niveau régional qu'au niveau local sont responsables de la réalisation de ces projets cliniques. Ces personnes ont reçu de la formation en gestion de projet.
- L'Agence a fourni aux CSSS un guide d'actualisation des projets cliniques qui s'appuie sur la documentation ministérielle.
- La région a convenu de 6 priorités concernant les projets cliniques :
  - services courants (services médicaux de base),
  - santé mentale chez les adultes,
  - jeunes en difficulté,

- personnes âgées en perte d'autonomie,
  - cancer,
  - maladies pulmonaires obstructives chroniques.
- Chacun des CSSS doit déposer à l'Agence, avant le 30 octobre, les cibles d'amélioration de l'accès et de la continuité de services pour chacune de ces priorités.
- Près de 200 personnes sont actuellement mobilisées dans la région autour des projets cliniques.
- L'Agence complète présentement des travaux pour uniformiser les outils d'entente relativement aux projets cliniques.

Les travaux de transferts de certaines responsabilités des CH vers les CSSS sont amorcés en parallèle ou de façon intégrée aux projets cliniques.

### **3.3 MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION RÉGIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE 2004-2007**

Dans le cadre de la Loi sur la santé publique, en lien avec le Programme national de santé publique et conformément aux attentes du Ministère, le conseil d'administration de l'Agence adoptait, le 17 juin 2004, le Plan d'action régional de santé publique 2004-2007. Ce plan énonce les activités à mettre en œuvre au cours des prochaines années afin d'agir le plus précocement possible sur les déterminants tant physique que psychosociaux de la santé, et ce, à partir du diagnostic populationnel de notre région. Il est le résultat de travaux effectués par la Direction régionale de santé publique en étroite collaboration avec les CLSC puis les CSSS et des représentants des différents partenaires visés par des actions de santé publique. Voici les principales actions qui ont été initiées afin d'assurer sa mise en œuvre :

- Soutien aux instances locales dans le cadre de l'élaboration des plans d'action locaux de santé publique.
  - Constitution d'un comité de soutien DRSP/CSSS : développement d'outils, partage des connaissances et des expériences, etc.
  - Les 4 CSSS ont terminé l'élaboration de leur Plan d'action local de santé publique au cours de l'automne 2004 et ont mené des processus de consultation auprès de leurs partenaires locaux.
- Mise en place, à l'hiver 2005, d'un comité consultatif DRSP-CSSS à la coordination de la santé publique :
  - Coordination des activités du plan régional et des plans locaux.
  - Identification et suivi des ressources dédiées aux activités de santé publique.
  - Arrimage avec les projets cliniques.

L'élaboration d'une proposition en vue d'assurer l'évaluation du Plan d'action régional est actuellement en cours. Les activités d'évaluation permettront non seulement la reddition de comptes et le suivi de gestion, elles s'assureront également que la mise en place des actions de santé publique contribuent à l'atteinte des résultats visés pour la population de la région de la Capitale-Nationale.

### **3.4 BILAN GÉNÉRAL DU PROGRAMME D'ÉVALUATION ET DE COORDINATION DES ADMISSIONS EN LONGUE DURÉE (PECA)**

En vertu de son mandat, PECA a géré les admissions dans les 4 052 lits d'hébergement et de soins de longue durée et les 218 places de résidences intermédiaires et de type familial disponibles pour l'ensemble de la région 03.

Le nombre d'admissions est stable, comme le montre la comparaison suivante des données des trois dernières années.

| Données                                    | 2004-2005 | 2003-2004 | 2002-2003 |
|--------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de demandes reçues pendant l'année  | 1 940     | 1 850     | 1 903     |
| Nombre de demandes évaluées ou réévaluées  | 2 370     | 2 284     | 2 155     |
| Nombre de dossiers fermés pendant l'année  | 2 383     | 2 088     | 2 283     |
| Admission en longue durée                  | 1 299     | 1 399     | 1 243     |
| Décès de la personne                       | 520       | 439       | 809       |
| Retrait de la demande                      | 97        | 79        | 59        |
| Refus du placement                         | 42        | 40        | 37        |
| Demandes non admissibles                   | 53        | 42        | 30        |
| Retour à domicile                          | 1         | 2         | 6         |
| Admission en dehors de la région 03        | 151       | 65        | 25        |
| Admission dans un centre privé autofinancé | 3         | 1         | 7         |
| Autres motifs                              | 44        | 21        | 67        |

Si on considère les admissions en fonction du territoire de Charlevoix, on note qu'il s'est effectué 74 admissions au cours de l'année 2004-2005. Au 31 mars 2005, 18 personnes étaient en attente d'hébergement, dont neuf en hébergement transitoire.

Le nombre de demandes d'hébergement dans Charlevoix demeure relativement stable, soit 89 pour l'année 2004-2005. Les délais d'attente d'hébergement demeurent relativement stables par rapport à 2003-2004 si l'on tient compte notamment des travaux d'immobilisations réalisés.

Quant au territoire de Portneuf, 130 admissions ont été faites, et ce, en incluant les transferts (26) et les admissions en lits de transition (35).

Au 31 mars 2005, 71 personnes étaient en liste d'attente. Le nombre de demandes d'hébergement a été de 155 durant l'année (160 en 2003-2004).

La région métropolitaine de Québec, quant à elle, a procédé à 1 095 admissions et à 212 transferts interétablissements de longue durée. Ces 1 095 admissions se répartissent de la façon suivante :

| Admissions                                                  | Québec | Charlevoix | Portneuf |
|-------------------------------------------------------------|--------|------------|----------|
| Admissions à partir de nos six hôpitaux                     | 662    | nd         | 25       |
| Admissions à partir des domiciles ou des résidences privées | 393    | nd         | 36       |
| Admissions à partir de diverses autres provenances          | 40     |            | 8        |

Ces diverses autres provenances comprennent le Centre hospitalier Robert-Giffard, ainsi que les admissions des personnes à partir d'une autre région que la région 03. Pour ce qui est de la liste d'attente pour la région métropolitaine de Québec, elle demeure au même niveau que l'année dernière en tenant compte des personnes occupant un lit de transition.

Les personnes en attente peuvent être regroupées de la façon suivante :

|     |                                                                               |
|-----|-------------------------------------------------------------------------------|
| 129 | personnes attendant dans les lits d'hébergement transitoires de nos hôpitaux; |
| 304 | personnes attendant à domicile avec les services de leur CLSC;                |
| 545 | personnes attendant dans une résidence privée pour personnes âgées.           |

### 3.5 SERVICES PRÉHOSPITALIERS

#### Contrat de services avec les compagnies ambulancières

Au cours de l'année 2004-2005, l'Agence a procédé à la signature et au suivi de l'application du nouveau contrat de service signé avec les entreprises ambulancières, comme le prévoit l'article 9 de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence. De plus, l'Agence et le Ministère ont fait partie d'un comité pour rédiger le guide de gestion financière (interprétation) pour toutes les régions du Québec.

Dans le cadre de ses activités d'évaluation de la qualité en ce qui a trait aux services offerts à la population par les techniciens ambulanciers, un nouveau médecin s'est joint à l'équipe des services préhospitaliers d'urgence, soit Dr Robin Roussel. Celui-ci est responsable de l'analyse de la performance des techniciens ambulanciers dans l'application du protocole d'utilisation du moniteur défibrillateur semi-automatique. Il a rédigé les rapports annuels pour les années 2003-2004 et 2004-2005 que nous avons acheminés à la Direction des services préhospitaliers d'urgence du Ministère ainsi qu'au Collège des médecins du Québec.

#### Formation des techniciens ambulanciers

Concernant le Programme d'administration des médicaments (PAMTA), nous avons formé 95 techniciens ambulanciers, ce qui porte le nombre total à 220 techniciens ambulanciers formés sur un total de 280 au 31 mars 2005 pour notre région. Au cours de la prochaine année, tous les techniciens ambulanciers de la région de la Capitale-Nationale auront été formés, et ce, en incluant les nouvelles embauches.

De plus, au cours de l'année, nous avons complété la formation OXYLATOR EM-1000 auprès de tous les techniciens ambulanciers. Ce nouvel appareil est un outil de ventilation conçu pour assister les problèmes de perméabilité des voies respiratoires et pour maintenir un support ventilatoire optimal. Maintenant, tous les véhicules ambulanciers de la région sont munis de cet appareil.

#### Services de premiers répondants<sup>15</sup>

Au cours de la dernière année, deux nouvelles municipalités ont mis sur pied un service de premiers répondants. Il s'agit des municipalités de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier et de Sainte-Brigitte-de-Laval qui ont débuté respectivement leur opération en juin 2004 et mars 2005.

De plus, dans la réorganisation de la formation des premiers répondants, les services apprécient grandement les quatre blocs de formation continue de quatre heures que l'Agence offre gratuitement à tous les services, en plus des recertifications sur l'utilisation du défibrillateur externe automatisé (DEA) et de l'Épipen.

#### Centre de communication santé des Capitales (CCSC)

L'Agence, en collaboration avec le CCSC, les entreprises ambulancières de la région métropolitaine de Québec et les syndicats des techniciens ambulanciers, a actualisé les politiques et protocoles pour la répartition des appels de la région métropolitaine de Québec, lesquels seront mis officiellement en application au cours de la prochaine année. Ces protocoles permettent d'optimiser ainsi la flotte ambulancière.

Un comité conjoint, réunissant l'Agence, la Ville de Québec et le CCSC, a été mis sur pied afin de créer un devis pour l'appel d'offres d'un nouveau système de répartition assistée par ordinateur (RAO) et pour la relocalisation du CCSC. Une entente a alors été conclue entre les partenaires sur le partage des locaux des futurs centres de prises d'appels et de répartition primaire et secondaire. Le déménagement et la mise en service du centre secondaire sont prévus pour l'automne 2005 et, pour le printemps 2007 en ce qui concerne le centre primaire.

<sup>15</sup> La liste des municipalités ou organismes ayant un service de premiers répondants est présentée à l'annexe 9.

## Temps de réponse moyen pour chacun des secteurs d'activité en ce qui a trait aux priorités 1<sup>16</sup>

Nos objectifs de temps de réponse pour les priorités 1 sont de :

- 8 minutes ou moins en zone urbaine<sup>17</sup>
- moins de 15 minutes en zone suburbaine
- moins de 30 minutes en zone rurale

### Temps moyen de réponse par secteur géographique d'activités en lien avec les services préhospitaliers d'urgence

|                                               | 2003-2004     | 2004-2005      | Amélioration<br>(détérioration) |
|-----------------------------------------------|---------------|----------------|---------------------------------|
| <b>Secteur Charlevoix</b>                     |               |                |                                 |
| Objectifs < 15 minutes                        | 14:08 minutes | 12 :40 minutes | 1 :28 minute.                   |
| <b>Secteur Côte-de-Beaupré</b>                |               |                |                                 |
| Objectifs < 15 minutes                        | 11:59 minutes | 11 :24 minutes | 0 :35 minute                    |
| <b>Secteur Portneuf</b>                       |               |                |                                 |
| Objectifs < 15 minutes                        | 11:37 minutes | 11 :17 minutes | 0 :20 minute                    |
| <b>Secteur Québec-Métro</b>                   |               |                |                                 |
| Objectifs < 8 minutes                         | 8:31 minutes  | 7 :56 minutes  | 0 :35 minute                    |
| <b>Secteur périphérique de Québec-Métro *</b> |               |                |                                 |
| Objectifs < 8 minutes                         | 9:24 minutes  | 8 :45 minutes  | 0 :39 minute                    |

\* Ce secteur a la particularité d'être composé de secteurs suburbains et de secteurs urbains. Cette particularité de même que l'augmentation de l'étalement urbain dans la région de la Capitale-Nationale sont les raisons pour lesquelles l'atteinte de nos objectifs est très difficile.

### Services ambulanciers<sup>18</sup>

Pour l'année 2004-2005, 45 721 transports<sup>19</sup> ont été effectués, soit 290 transports de moins que l'année précédente. Ce chiffre représente une diminution de 0,7 % pour la région de la Capitale-Nationale.

Globalement, nous observons une diminution dans la plupart des zones sauf pour le Québec-Métro, où il y a une augmentation de 644 transports, soit 1,8 %.

<sup>16</sup> **Priorité 1** : Une priorité 1 est une caractéristique décernée à un appel urgent à la suite d'une prise d'appel par le personnel du Centre de communication santé des Capitales. Les urgences sont celles où la vie d'une personne est en danger compte tenu d'une ou de plusieurs pathologies combinées.

<sup>17</sup> **Zones** : Les zones sont déterminées par le Ministère et correspondent à une densité de population :

- zone urbaine : densité de population supérieure à 27 habitants / kilomètre carré.
- zone suburbaine : densité de population variant de 8 à 27 habitants / kilomètre carré.
- zone rurale : densité de population inférieure à 8 habitants / kilomètre carré.

<sup>18</sup> La liste des transports ambulanciers effectués dans la région 03 est présentée à l'annexe 11.

<sup>19</sup> Bien vouloir prendre note que les données statistiques au rapport financier annuel sont tirées des rapports disponibles au moment de la vérification annuelle, c'est-à-dire avant la conciliation des données puisque les entreprises ambulancières ont jusqu'au 30 juin de chaque année pour fournir à l'Agence le rapport détaillé d'activité de leur entreprise. Les analyses subséquentes amènent ainsi l'Agence à modifier certaines données volumétriques lors de ladite conciliation prévue au contrat.

### 3.6 SÉCURITÉ CIVILE SOCIO SANITAIRE

L'élaboration du Plan régional de sécurité civile sociosanitaire (PRéSCiS) est en voie de finalisation. Il vient définir le mandat du réseau sociosanitaire en termes de sécurité civile - mission santé. L'ensemble de son contenu permettra de solidifier les liens au sein de notre réseau et avec nos partenaires, de définir une politique et procédure de déclenchement d'alerte, de faire connaître la contribution de la mission santé au sein de l'Organisation régionale de sécurité civile de la région (ORSC), de poursuivre nos démarches avec la Ville de Québec dans le dossier chimique - biologique - radiologique - nucléaire (CBRN), de revoir la contribution de la mission santé avec nos partenaires fédéraux (port, aéroport) afin de s'assurer d'un arrimage et d'une connaissance de nos rôles et responsabilités respectifs. L'Agence a offert une formation aux directeurs généraux et aux cadres supérieurs sur la gestion d'un centre de coordination, en mai 2004, et une formation portant sur l'initiation à la verbalisation pour les intervenants psychosociaux en décembre 2004.

L'équipe de sécurité civile sociosanitaire de l'Agence a amélioré ses compétences dans la gestion de sinistre en participant à différents exercices soit à l'interne ou avec ses partenaires. Ces exercices, ainsi que les diverses rencontres avec des responsables au sein des établissements ont contribué au développement d'une culture de la sécurité civile et de s'assurer d'une cohérence dans le développement de la mission santé au sein de notre réseau.

L'Agence en vertu d'un programme de subvention du gouvernement fédéral a mis sur pied le Centre de coordination régional de sécurité civile sociosanitaire (CCRéSCiS).

L'Agence a concrétisé une entente de partenariat avec le Club de Radio Amateur de Québec inc. (CRAQ) pour leur soutien au réseau en cas de sinistre, les ententes tripartites avec les municipalités et la coordination ministérielle pour les unités de rassemblement de blessés (URB).

### 3.7 SERVICES À LA CLIENTÈLE<sup>20</sup>

La *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., chapitre S-4.2) reconnaît à toute personne le droit de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée et sécuritaire. À cet égard, la procédure d'examen des plaintes, prévue à la loi, permet à tout usager de formuler une plainte sur les services de santé ou les services sociaux qu'il a reçus, qu'il aurait dû recevoir, qu'il reçoit ou requiert.

Selon cette procédure, chaque établissement reçoit et traite les plaintes concernant les services qui sont sous sa responsabilité. Pour sa part, l'Agence étudie les plaintes d'insatisfaction au regard des services d'un organisme communautaire, des services préhospitaliers d'urgence et celles formulées à l'Agence relativement à l'exercice des fonctions de cette dernière.

Le Bureau du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux reçoit, en deuxième instance, les plaintes des usagers qui sont en désaccord avec les conclusions fournies par l'établissement ou par l'Agence auprès duquel ils avaient formulé une plainte en première instance.

Au cours de l'année 2004-2005, l'Agence a reçu 12 nouvelles plaintes et 1 plainte, reçue pendant l'exercice précédent, était en voie de traitement. Cette situation s'explique par le délai de 45 jours imparti au traitement

<sup>20</sup> Ce rapport sommaire présente les grandes lignes du traitement des plaintes acheminées à l'Agence en 2004-2005. Un rapport détaillé sur l'examen des plaintes conclues par l'ensemble des établissements de la région et par l'Agence sera disponible au Centre de documentation de l'Agence.

des plaintes puisque les plaintes reçues en fin d'exercice sont traitées au cours de l'exercice suivant. L'année précédente, l'Agence avait étudié six plaintes.

Au premier rang (38 %) des objets de plaintes, se trouvent « *les relations interpersonnelles* ». Quatre de ces huit objets ont trait au comportement de techniciens ambulanciers et les quatre autres touchent des intervenants d'organismes communautaires.

Les six objets de plaintes relatifs à « *l'accessibilité* » viennent au second rang (28 %) : cinq ont trait au délai pour obtenir le service ambulancier et un concerne les listes d'attente en hébergement.

Les cinq objets de plaintes se rapportant aux « *soins et services dispensés* » viennent au troisième rang (24 %). Trois de ces cinq objets touchent les habiletés techniques et professionnelles, dont un a trait à un organisme communautaire et deux aux services préhospitaliers d'urgence. Les deux autres objets concernent les services préhospitaliers d'urgence et visent l'évaluation et le jugement professionnel (1) ainsi que le traitement ou l'intervention (1).

Au cours de l'année 2004-2005, l'Agence a également reçu 44 signalements à l'égard de 30 résidences privées de personnes âgées, comparativement à 46 signalements visant 28 résidences l'année précédente. Ces demandes d'intervention ont été traitées conformément au Protocole de traitement des demandes d'intervention dans les résidences privées conclu en mars 2001 entre les CLSC et les CLSC-CHSLD de la région de la Capitale-Nationale et l'Agence.

Par ailleurs, l'Agence répond à plusieurs demandes de la part des usagers, lesquels s'informent sur l'ensemble de l'organisation et de la dispensation des services de santé et des services sociaux. Au cours de l'année 2004-2005, 1 890 demandes d'information ont été reçues :

- 1 499 par téléphone
- 391 par courrier électronique

Ces 1 890 demandes représentent une hausse de 2,7 % comparativement à l'année dernière.

### 3.8 LE TECHNOCENTRE RÉGIONAL

Tout comme pour l'ensemble des autres secteurs d'activité du réseau de la santé et des services sociaux, la mise en place des réseaux locaux de services et des centres de santé et de services sociaux a obligé le repositionnement de nos activités.

Une démarche régionale, prise en charge par le comité régional des ressources informationnelles (CRRI), menant au dépôt d'un plan d'informatisation régional est en cours depuis mai 2004 et doit se terminer à la mi-juin 2005. Par cette démarche, une évaluation de la possibilité de mettre en commun plusieurs actifs développés dans la région était visée. A également été évaluée la possibilité d'optimiser les ressources informationnelles de la région. Deux projets majeurs sont ressortis du groupe et dont la région s'est engagée à mettre de l'avant. Il s'agit du projet de pharmacie et du projet en santé mentale (SIU). Les analyses préliminaires des projets sont déposées au Ministère pour approbation et financement.

Deux projets ont également été mis en place au cours de la dernière année. Le projet Infostructure de recherche intégrée en santé - Réseau universitaire de Québec (IRIS-RUQ) est démarré depuis janvier 2004. Il possède un budget de 4,3 M\$ et dotera la région d'une infrastructure pour le partage des informations cliniques avec le consentement du patient par les professionnels de la santé autorisés. Il permettra de plus de mettre en place une importante infrastructure pour permettre l'entreposage et l'exploitation des données cliniques pour la recherche et la gestion.

Le dépôt régional de résultats cliniques (DRRC) a été mis en opération en juin 2004. En raison des dispositions légales actuelles, sa vocation a été limitée aux résultats produits dans les centres hospitaliers pour les médecins de GMF et de cliniques médicales. Les données des laboratoires du CHUQ sont maintenant accessibles aux

médecins de GMF. Les prochaines données rendues accessibles via le DRRC seront les résultats de laboratoire et d'imagerie médicale produits dans la région.

La démarche régionale visait le repositionnement du Technocentre régional (TCR) quant à son offre de service. Aucune décision n'a été prise à ce sujet si ce n'est que le TCR continue ses activités de soutien comme avant. Toutefois, une démarche globale d'amélioration continue des services (BITI) a été initiée en fin d'année et se poursuivra en 2005-2006. Celle-ci doit au cours des prochaines années revoir tous les processus de l'organisation du Technocentre régional et favoriser la mise en place des meilleures pratiques de l'industrie.

Le service d'hébergement a pris de l'ampleur au cours de l'année mais demeure sous-exploité compte tenu du réseau de télécommunication actuel (RTSS). À l'égard du RTSS, une révision complète des besoins en télécommunication des établissements est prévue soit par l'arrivée du RTSS-2 ou par une révision en fonction des nouveaux services offerts par le GTQ.

Les services-conseils ont effectué plusieurs mandats dans les établissements de la région pour l'équivalent de 300 jours/personne (Jeffery Hale, CSSS de Charlevoix, CSSS de Québec-Nord, CSSS de Québec-Sud, Direction régionale de santé publique, Agence, Partagec, etc.). Le Technocentre a reçu et traité 15,000 demandes de service de soutien technologique. Près de 72 % des demandes de support sont résolues à distance par le centre d'assistance et 25 % des demandes nécessitent l'intervention d'un technicien sur place.

Le secteur de développement a pour sa part continué ses principaux dossiers rattachés au développement des outils d'infocentre et du préhospitalier. Nous avons consolidé nos expertises en soutien aux applications développées. Ce secteur va également participer au programme d'amélioration continue de nos services.

Constante préoccupation du Technocentre, la sécurité informatique a fait l'objet d'un suivi rigoureux. C'est ainsi conscient de la nécessité d'offrir les garanties nécessaires, que le Technocentre entreprendra dès l'automne 2005, la révision de son plan de sécurité pour le mettre à jour ainsi que différents travaux concernant le cadre global des actifs informationnels (volet sécurité) afin de s'y conformer.

DONNÉES FINANCIÈRES



#### 4.1 DONNÉES FINANCIÈRES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS DE LA RÉGION ET AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SUBVENTIONNÉS PAR L'AGENCE

##### 4.1.1 BUDGET NET DE FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

| CODE                                              | NOM                                                           | BUDGET NET<br>DE<br>FONCTIONNEMENT<br>2004-2005<br>(Note 1) | BUDGET NET<br>DE<br>FONCTIONNEMENT<br>2003-2004<br>(Note 1) | BUDGET NET<br>ÉCART<br>2004-2005 ET<br>2003-2004 | SURPLUS<br>(DÉFICIT)<br>Selon AS-471<br>2004-2005 | SURPLUS<br>(DÉFICIT)<br>Selon analyse<br>2003-2004 | ÉCART<br>2004-2005 ET<br>2003-2004 |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------|
| CENTRES HOSPITALIERS DE COURTE DURÉE              |                                                               |                                                             |                                                             |                                                  |                                                   |                                                    |                                    |
| 11042371                                          | CH universitaire de Québec                                    | 366 705 897 \$                                              | 339 374 703 \$                                              | 27 331 194 \$                                    | (16 785 277 \$)                                   | (24 019 735 \$)                                    | 7 234 458 \$                       |
| 11888062                                          | CH Robert-Giffard                                             | 100 646 916 \$                                              | 106 922 456 \$                                              | (6 275 540 \$)                                   | 112 526 \$                                        | (104 279 \$)                                       | 216 805 \$                         |
| 13163092                                          | CH affilié universitaire de Québec                            | 195 513 474 \$                                              | 199 396 440 \$                                              | (3 882 966 \$)                                   | (4 403 013 \$)                                    | (7 507 709 \$)                                     | 3 104 696 \$                       |
| 13623616                                          | Hôpital Laval                                                 | 133 946 713 \$                                              | 127 080 163 \$                                              | 6 866 550 \$                                     | (1 831 587 \$)                                    | (1 717 091 \$)                                     | (114 496 \$)                       |
|                                                   | Sous-total                                                    | 796 813 000 \$                                              | 772 773 762 \$                                              | 24 039 238 \$                                    | (22 907 351 \$)                                   | (33 348 814 \$)                                    | 10 441 463 \$                      |
| CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE |                                                               |                                                             |                                                             |                                                  |                                                   |                                                    |                                    |
| 12409991                                          | St-Brigid's Home                                              | 6 025 938 \$                                                | 5 702 284 \$                                                | 323 654 \$                                       | (37 543 \$)                                       | (232 907 \$)                                       | 195 364 \$                         |
| 12648408                                          | Hôpital Jeffery Hale                                          | 11 341 747 \$                                               | 11 356 983 \$                                               | (15 236 \$)                                      | (364 244 \$)                                      | (259 116 \$)                                       | (105 128 \$)                       |
|                                                   | Sous-total                                                    | 17 367 685 \$                                               | 17 059 267 \$                                               | 308 418 \$                                       | (401 787 \$)                                      | (492 023 \$)                                       | 90 236 \$                          |
| CENTRES DE RÉADAPTATION                           |                                                               |                                                             |                                                             |                                                  |                                                   |                                                    |                                    |
| 11042777                                          | Centre de réadaptation Ubaldo Villeneuve                      | 5 810 052 \$                                                | 5 467 445 \$                                                | 342 607 \$                                       | (4 808 \$)                                        | (95 532 \$)                                        | 90 724 \$                          |
| 11042900                                          | Institut de réadaptation en déficience physique de Québec     | 41 623 163 \$                                               | 41 230 367 \$                                               | 392 796 \$                                       | 23 463 \$                                         | 55 271 \$                                          | (31 808 \$)                        |
| 11043908                                          | Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec | 45 474 174 \$                                               | 43 128 874 \$                                               | 2 345 300 \$                                     | 0 \$                                              | 135 905 \$                                         | (135 905 \$)                       |
|                                                   | Sous-total                                                    | 92 907 389 \$                                               | 89 826 686 \$                                               | 3 080 703 \$                                     | 18 655 \$                                         | 95 644 \$                                          | (76 989 \$)                        |
| CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX           |                                                               |                                                             |                                                             |                                                  |                                                   |                                                    |                                    |
| 11043650                                          | CSSS de Portneuf                                              | 30 260 394 \$                                               | 29 462 542 \$                                               | 797 852 \$                                       | 536 \$                                            | 45 164 \$                                          | (44 628 \$)                        |
| 11044153                                          | CSSS de Québec-Sud (note 2)                                   | 136 721 535 \$                                              | 127 508 480 \$                                              | 9 213 055 \$                                     | 837 169 \$                                        | 273 409 \$                                         | 563 760 \$                         |
| 11044161                                          | CSSS de Québec-Nord (note 2)                                  | 106 710 857 \$                                              | 104 923 235 \$                                              | 1 787 622 \$                                     | 437 387 \$                                        | 63 826 \$                                          | 373 561 \$                         |
| 11044336                                          | CSSS de Charlevoix (Note 2)                                   | 61 332 527 \$                                               | 60 422 621 \$                                               | 909 906 \$                                       | (142 230 \$)                                      | (1 142 120 \$)                                     | 999 890 \$                         |
|                                                   | Sous-total                                                    | 335 025 313 \$                                              | 322 316 878 \$                                              | 12 708 435 \$                                    | 1 132 862 \$                                      | (759 721 \$)                                       | 1 892 583 \$                       |

CENTRE DE PROTECTION ENFANCE-JEUNESSE  
CENTRE DE RÉADAPTATION POUR JEUNES EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION

|          |                                |               |               |            |           |             |            |
|----------|--------------------------------|---------------|---------------|------------|-----------|-------------|------------|
| 11042868 | Les centres jeunesse de Québec | 63 250 805 \$ | 62 912 868 \$ | 337 937 \$ | 75 994 \$ | (44 359 \$) | 120 353 \$ |
|          | Sous-total                     | 63 250 805 \$ | 62 912 868 \$ | 337 937 \$ | 75 994 \$ | (44 359 \$) | 120 353 \$ |

CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE PRIVÉS CONVENTIONNÉS

|          |                                                   |               |               |             |  |  |  |
|----------|---------------------------------------------------|---------------|---------------|-------------|--|--|--|
| 11042520 | CH Notre-Dame du Chemin                           | 2 583 434 \$  | 2 574 080 \$  | 9 354 \$    |  |  |  |
| 12399820 | La Champenoise (Corporation N.-D. de Bon-Secours) | 415 963 \$    | 387 796 \$    | 28 167 \$   |  |  |  |
| 13027073 | CH St-Sacrement                                   | 3 129 022 \$  | 3 122 122 \$  | 6 900 \$    |  |  |  |
| 21629399 | Centre d'hébergement St-Joseph                    | 1 280 878 \$  | 1 243 587 \$  | 37 291 \$   |  |  |  |
| 23190218 | Le Centre d'accueil Nazareth                      | 3 385 010 \$  | 3 374 526 \$  | 10 484 \$   |  |  |  |
| 25457094 | Hôpital Ste-Monique                               | 3 026 239 \$  | 3 028 691 \$  | (2 452 \$)  |  |  |  |
| 25477779 | Foyer Notre-Dame de Foy                           | 928 627 \$    | 762 340 \$    | 166 287 \$  |  |  |  |
| 27508456 | Centre d'hébergement St-Jean-Eudes                | 7 284 123 \$  | 7 048 159 \$  | 235 964 \$  |  |  |  |
| 28694321 | CH St-François                                    | 1 709 939 \$  | 1 704 711 \$  | 5 228 \$    |  |  |  |
| 54583091 | CHSLD St-Augustin                                 | 4 273 712 \$  | 4 341 417 \$  | (67 705 \$) |  |  |  |
| 54982913 | Centre d'hébergement Champlain-Limoilou           | 1 881 506 \$  | 1 867 705 \$  | 13 801 \$   |  |  |  |
|          | Sous-total                                        | 29 898 453 \$ | 29 455 134 \$ | 443 319 \$  |  |  |  |

SOMMAIRE

|                                                                                                                 |                  |                  |               |                 |                 |               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|---------------|-----------------|-----------------|---------------|
| CENTRES HOSPITALIERS<br>DE COURTE DURÉE                                                                         | 796 813 000 \$   | 772 773 762 \$   | 24 039 238 \$ | (22 907 351 \$) | (33 348 814 \$) | 10 441 463 \$ |
| CENTRES D'HÉBERGEMENT<br>ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE                                                            | 17 367 685 \$    | 17 059 267 \$    | 308 418 \$    | (401 787 \$)    | (492 023 \$)    | 90 236 \$     |
| CENTRES DE RÉADAPTATION                                                                                         | 92 907 389 \$    | 89 826 686 \$    | 3 080 703 \$  | 18 655 \$       | 95 644 \$       | (76 989 \$)   |
| CENTRES DE SANTÉ<br>ET DE SERVICES SOCIAUX                                                                      | 335 025 313 \$   | 322 316 878 \$   | 12 708 435 \$ | 1 132 862 \$    | (759 721 \$)    | 1 892 583 \$  |
| CENTRE DE PROTECTION<br>ENFANCE-JEUNESSE<br>CENTRE DE RÉADAPTATION<br>POUR JEUNES EN DIFFICULTÉ<br>D'ADAPTATION | 63 250 805 \$    | 62 912 868 \$    | 337 937 \$    | 75 994 \$       | (44 359 \$)     | 120 353 \$    |
| CENTRES D'HÉBERGEMENT<br>ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE<br>PRIVÉS CONVENTIONNÉS                                    | 29 898 453 \$    | 29 455 134 \$    | 443 319 \$    |                 |                 |               |
| TOTAL                                                                                                           | 1 335 262 645 \$ | 1 294 344 595 \$ | 40 918 050 \$ | (22 081 627 \$) | (34 549 273 \$) | 12 467 646 \$ |

Note 1: Ne tient compte que des sommes inscrites aux extrants budgétaires du système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R)

Note 2: Pour les établissements fusionnés en cours d'année 2004-2005, les données 2003-2004 ont été cumulées aux fins de la présentation.

#### 4.1.2 RESSOURCES FINANCIÈRES - RÉSEAU

##### ALLOCATION POUR LE FINANCEMENT DES SERVICES OFFERTS À LA POPULATION

Au cours de l'exercice, l'Agence a attribué, pour le fonctionnement des activités des établissements et des organismes de la région, un montant de 1 412,0 M\$, ce qui représente une augmentation de 53,7 M\$ comparativement à l'exercice précédent.

Cette augmentation est composée des éléments suivants.

|                                                                          | M\$  |
|--------------------------------------------------------------------------|------|
| Effet associé à la croissance du système salarial et des autres dépenses | 32,0 |
| Santé physique                                                           | 10,5 |
| Centre mère-enfant                                                       | 6,2  |
| Services ambulanciers                                                    | 1,9  |
| Déficiences physiques                                                    | 1,1  |
| Ressources intermédiaires et résidences d'accueil                        | 0,8  |
| Toxicomanie                                                              | 0,4  |
| Jeunes                                                                   | 0,4  |
| Organismes communautaires                                                | 0,3  |
| Déficiences intellectuelles et troubles envahissants du développement    | 0,1  |

##### SUIVI FINANCIER DU RÉSEAU

Pour l'année 2004-2005, la situation financière des établissements publics de la région de la Capitale-Nationale s'est améliorée par rapport à l'exercice précédent.

Aussi, les résultats financiers de l'ensemble du réseau, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, montrent un déficit global de 20,2 M\$. Les principaux déficits se retrouvent dans les établissements suivants :

|                                                           | M\$    |
|-----------------------------------------------------------|--------|
| Centre hospitalier universitaire de Québec                | 16,076 |
| Centre hospitalier <i>affilié</i> universitaire de Québec | 2,706  |
| Hôpital Laval                                             | 1,005  |
| L'Hôpital Jeffery Hale                                    | 0,254  |
| Centre de santé et de services sociaux de Charlevoix      | 0,127  |
| Saint Brigid's Home inc.                                  | 0,037  |

##### AUTORISATION D'EMPRUNT

L'Agence a autorisé, au cours de l'exercice, trois emprunts pour des projets d'immobilisations autofinancés totalisant la somme de 3,46 M\$.

## IMMOBILISATIONS

En ce qui concerne le plan triennal des immobilisations, les crédits alloués par le Ministère pour l'année 2004-2005 ont été de 23 108 107 \$. Le tableau ci-dessous présente les catégories dans lesquelles des projets ont été autorisés.

| Plan triennal des immobilisations                      |                      |
|--------------------------------------------------------|----------------------|
| Projets autorisés par catégorie                        |                      |
| Sécurité incendie                                      | 2 108 000 \$         |
| Vétusté et mise aux normes                             | 8 034 217 \$         |
| Rénovations fonctionnelles mineures dans les CHSLD     | 3 673 727 \$         |
| Rénovations fonctionnelles (autres que dans les CHSLD) | 2 096 000 \$         |
| Sécurité de la personne                                | 2 655 000 \$         |
| Projets spéciaux et réserve pour urgences              | 1 517 606 \$         |
| Installation d'équipements médicaux                    | 3 023 557 \$         |
| <b>Total</b>                                           | <b>23 108 107 \$</b> |

Ces attributions sont en fonction des crédits alloués par le Ministère pour l'exercice 2004-2005.

## ÉQUIPEMENTS

Des investissements de plus de 28 343 382 \$ ont été autorisés au cours de l'exercice. Le tableau qui suit détaille les subventions reçues ainsi que leur domaine d'application.

| Subventions reçues pour le renouvellement ou l'acquisition d'équipements médicaux ordinaires ou spécialisés                                                   |                      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Domaine d'application                                                                                                                                         | Montant              |
| <b>Plan triennal 2004-2005</b>                                                                                                                                | <b>8 140 832 \$</b>  |
| Maintien des actifs et renouvellement d'équipements médicaux spécialisés                                                                                      | 2 916 783 \$         |
| Acquisition de nouveaux équipements médicaux                                                                                                                  | 3 794 447 \$         |
| Actifs informationnels                                                                                                                                        | 251 215 \$           |
| Remplacement de véhicules pour le transport des bénéficiaires                                                                                                 | 120 000 \$           |
| Transfert des activités de gynécologie - Mobilier et équipements médicaux spécialisés                                                                         | 769 200 \$           |
| Réserve régionale                                                                                                                                             | 289 187 \$           |
| <b>Dépenses de nature capitalisable</b>                                                                                                                       | <b>4 108 465 \$</b>  |
| DNC                                                                                                                                                           | 3 404 012 \$         |
| Actifs informationnels                                                                                                                                        | 704 453 \$           |
| <b>Autorisations particulières</b>                                                                                                                            | <b>15 560 600 \$</b> |
| Acquisition d'un appareil d'échographie/CHA - Hôpital du Saint-Sacrement/ND : 11-001                                                                          | 124 400 \$           |
| Acquisition et installation d'un appareil de radioscopie au CHA/Hôpital de l'Enfant-Jésus/ND : 10-953                                                         | 451 000 \$           |
| Module pour échographe au CHA/Hôpital de l'Enfant-Jésus/ND : 10-833                                                                                           | 21 000 \$            |
| Acquisition et installation d'un système d'angiographie à l'Hôpital Laval/ND : 11-054                                                                         | 1 671 400 \$         |
| Rehaussement d'un appareil de résonance magnétique à l'Hôpital Saint-François d'Assise du CHUQ/ND : 10-952                                                    | 750 000 \$           |
| Acquisition et installation d'un système d'angiographie au CHUQ/Hôpital Saint-François d'Assise/ND : 10-944                                                   | 1 671 400 \$         |
| Acquisition et installation d'un système d'angiographie au CHUQ/CHUL/ND : 10-960                                                                              | 1 671 400 \$         |
| Renouvellement du parc d'équipement en radio-oncologie au CHUQ/L'Hôtel-Dieu de Québec - Étape 1 - Année 2004-2005/ND : 11-066                                 | 7 000 000 \$         |
| Acquisition et installation d'une caméra TEP Tomographie par émission de positrons - "Positron Emission Tomography Systems (PET)" à L'HDQ du CHUQ/ND : 10-043 | 2 200 000 \$         |
| <b>Aides techniques aux personnes handicapées</b>                                                                                                             | <b>533 485 \$</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                  | <b>28 343 382 \$</b> |
| <b>Autres subventions</b>                                                                                                                                     |                      |
| <b>Projets Fondation canadienne pour l'Innovation</b>                                                                                                         | <b>4 841 540 \$</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                  | <b>4 841 540 \$</b>  |

Ces attributions sont en fonction des crédits alloués par le Ministère pour l'exercice 2004-2005.

#### 4.1.3 SUBVENTIONS AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

##### INFORMATION PORTANT SUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SUBVENTIONNÉS PAR L'AGENCE

L'Agence s'est dotée, le 12 mars 1998 (résolution 45-CA-07), d'une politique de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires. En adoptant cette politique, l'Agence s'est donnée des orientations et un cadre de référence dans ses rapports de partenariat avec les organismes communautaires qui œuvrent dans le secteur de la santé et des services sociaux dans la région de la Capitale-Nationale.

Cette politique précise notamment les modes de financement des organismes communautaires (principalement par le Programme de soutien aux organismes communautaires) ainsi que les critères d'admissibilité au financement et de reddition de comptes.

Le soutien financier accordé aux organismes communautaires, pour l'année financière 2004-2005, a été octroyé dans le respect des orientations et des normes édictées par cette Politique régionale de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires.

| Type d'organismes communautaires       | Nombre d'organismes |
|----------------------------------------|---------------------|
| 1. Organismes en promotion et services | 170                 |
| 2. Organismes en maintien à domicile   | 29                  |
| <b>Total</b>                           | <b>199</b>          |

# SUBVENTIONS AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES<sup>21</sup>

| SOMMAIRE                                                                               | Subventions récurrentes |               | Subventions non récurrentes | Total             |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------|-----------------------------|-------------------|---------------|
|                                                                                        | \$                      | %             | \$                          | \$                | %             |
| <b>PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES</b>                              |                         |               |                             |                   |               |
| <b>Financement de base</b>                                                             |                         |               |                             |                   |               |
| Aide et entraide                                                                       | 6 179 621               |               | 0                           | 6 179 621         |               |
| Sensibilisation, promotion et défense des droits                                       | 1 278 340               |               | 0                           | 1 278 340         |               |
| Hébergement communautaire                                                              | 3 655 951               |               | 0                           | 3 655 951         |               |
| Milieux de vie                                                                         | 10 159 611              |               | 0                           | 10 159 611        |               |
| Financement par objectifs                                                              | 5 988 148               |               | 0                           | 5 988 148         |               |
| <b>Sous-total</b>                                                                      | <b>27 261 671</b>       | <b>90,79</b>  | <b>0</b>                    | <b>27 261 671</b> | <b>88,96</b>  |
| <b>Priorités de santé et de bien-être</b>                                              |                         |               |                             |                   |               |
| Violence, abus et négligence envers les enfants et troubles de comportement des jeunes | 163 195                 |               | 0                           | 163 195           |               |
| Violence faite aux femmes en milieu familial                                           | 80 158                  |               | 0                           | 80 158            |               |
| Toxicomanie                                                                            | 23 200                  |               | 0                           | 23 200            |               |
| Santé mentale                                                                          | 232 018                 |               | 0                           | 232 018           |               |
| Obstacles à l'intégration sociale des personnes âgées                                  | 101 555                 |               | 0                           | 101 555           |               |
| Lutte à la pauvreté                                                                    | 158 927                 |               | 0                           | 158 927           |               |
| <b>Sous-total</b>                                                                      | <b>759 053</b>          | <b>2,53</b>   | <b>0</b>                    | <b>759 053</b>    | <b>2,48</b>   |
| <b>Autres sources de financement</b>                                                   |                         |               |                             |                   |               |
| Activités en santé mentale                                                             | 1 400 745               |               | 0                           | 1 400 745         |               |
| Autres montants récurrents                                                             | 256 101                 |               | 0                           | 256 101           |               |
| Programme d'aide aux joueurs pathologiques                                             | 350 420                 |               | 0                           | 350 420           |               |
| Programme d'aide aux personnes âgées en perte d'autonomie                              |                         |               | 28 000                      | 28 000            |               |
| Plan d'action régional concerté MTS/SIDA et ITSS                                       |                         |               | 245 600                     | 245 600           |               |
| Autres montants non récurrents                                                         |                         |               | 344 715                     | 344 715           |               |
| <b>Sous-total</b>                                                                      | <b>2 007 266</b>        | <b>6,68</b>   | <b>618 315</b>              | <b>2 625 581</b>  | <b>8,57</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                                                           | <b>30 027 990</b>       | <b>100,00</b> | <b>618 315</b>              | <b>30 646 305</b> | <b>100,00</b> |

<sup>21</sup> L'information détaillée sur le financement accordé par organisme est présentée à l'annexe 12.

## 4.2 RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale (Agence) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada, sauf dans les cas d'exception prévus au Manuel de gestion financière édicté en vertu de l'article 477 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

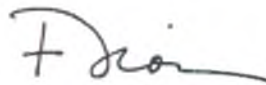
L'Agence reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose l'étendue et la nature de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Michel Fontaine  
Président-directeur général



François Dion  
Directeur régional du financement  
et des immobilisations

---

### 4.3 RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE

---

#### 4.3.1 RAPPORT DU VÉRIFICATEUR SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONDENSÉS

---



Aux membres du conseil d'administration de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale

Les états financiers condensés et les renseignements complémentaires condensés ci-joints ont été établis à partir du rapport financier annuel de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale au 31 mars 2005 et pour l'exercice terminé à cette date à l'égard duquel le Vérificateur général du Québec a exprimé une opinion sans réserve dans son rapport daté du 19 mai 2005. Le rapport financier annuel est dressé selon les conventions comptables décrites dans la note complémentaire 2, et est présenté dans la forme prescrite par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. La présentation d'un résumé fidèle du rapport financier annuel relève de la responsabilité de la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À mon avis, les états financiers condensés ci-joints présentent, à tous les égards importants, un résumé fidèle du rapport financier annuel correspondant selon les conventions comptables décrites dans la note complémentaire 2.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'Agence, le lecteur devra se reporter au rapport financier annuel correspondant.

Ces états financiers condensés, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par le ministère de la Santé et des Services sociaux et les administrateurs de l'Agence conformément à la section II.1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*. Ces états financiers condensés ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, CA  
Québec, le 2 septembre 2005

#### 4.3.2 FONDS D'EXPLOITATION

##### RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2005

|                                                             | Activités principales     |                             | Activités accessoires     |                             |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|---------------------------|-----------------------------|
|                                                             | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
| <b>PRODUITS</b>                                             |                           |                             |                           |                             |
| Subventions MSSS                                            |                           |                             |                           |                             |
| - Budget signifié                                           | 11 780 199                | 12 131 594                  | 137 052                   | 69 586                      |
| - (Diminution) ou augmentation du<br>financement            | -134 137                  | 40 000                      | -5 455                    |                             |
|                                                             | 11 646 062                | 12 171 594                  | 131 597                   | 69 586                      |
| Revenus d'intérêts                                          | 64 823                    | 208 454                     | 30 146                    | 3 315                       |
| Revenus d'autres sources                                    |                           |                             |                           |                             |
| - Contributions de fonds affectés                           | 110 528                   |                             |                           |                             |
| - Autres                                                    | 1 433 057                 | 2 004 561                   | 158 915                   | 116 344                     |
|                                                             | 13 254 470                | 14 384 609                  | 320 658                   | 189 245                     |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION ET DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS</b> |                           |                             |                           |                             |
| <b>Charges d'exploitation</b>                               |                           |                             |                           |                             |
| - Salaires - personnel cadre                                | 1 385 842                 | 1 515 273                   |                           |                             |
| - Salaires - personnel autre                                | 4 272 189                 | 4 583 646                   | 48 267                    | 30 666                      |
| - Avantages sociaux généraux - personnel cadre              | 220 423                   | 267 310                     |                           |                             |
| - Avantages sociaux généraux - personnel autre              | 927 096                   | 817 273                     | 1 653                     |                             |
| - Avantages sociaux particuliers - personnel<br>cadre       | 11 937                    | 64 588                      |                           |                             |
| - Avantages sociaux particuliers - personnel<br>autre       | 108 364                   | 284 353                     | 7 101                     |                             |
| - Charges sociales - personnel cadre                        | 139 431                   | 158 978                     |                           |                             |
| - Charges sociales - personnel autre                        | 513 317                   | 564 853                     | 5 913                     | 3 889                       |
| - Frais de déplacement et d'inscription                     | 121 247                   | 96 447                      | 2 845                     | 1 840                       |
| - Services achetés                                          | 738 516                   | 688 679                     | 38 491                    | 30 541                      |
| - Communications                                            | 154 486                   | 179 388                     | 99 029                    | 44 228                      |
| - Loyer                                                     | 762 322                   | 625 005                     |                           |                             |
| - Location d'équipement                                     | 42 854                    | 49 020                      |                           |                             |
| - Fournitures de bureau                                     | 103 454                   | 127 121                     | 87                        |                             |
| - Autres frais                                              | 3 650 099                 | 3 922 759                   | 87 126                    | 71 354                      |
| - Charges non réparties                                     |                           | 6 629                       |                           |                             |
| - Transfert de frais généraux                               | -189 800                  |                             |                           |                             |
|                                                             | 12 961 777                | 13 951 322                  | 290 512                   | 182 518                     |
| <b>Dépenses d'immobilisations</b>                           | 236 329                   | 291 294                     |                           |                             |
|                                                             | 13 198 106                | 14 242 616                  | 290 512                   | 182 518                     |
| <b>EXCÉDENT</b>                                             | 56 364                    | 141 993                     | 30 146                    | 6 727                       |

**4.3.3 FONDS DES ACTIVITÉS RÉGIONALISÉES****RÉSULTATS**

Exercice terminé le 31 mars 2005

|                                                             | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>PRODUITS</b>                                             |                           |                             |
| Crédits régionaux destinés aux établissements               | 6 520 076                 | 4 253 092                   |
| Contributions des établissements                            | 2 282 976                 | 3 245 666                   |
| Revenus d'intérêts                                          | 46 214                    | 22 422                      |
| Contributions de fonds affectés                             | 447 510                   | 750 000                     |
| Revenus d'autres sources                                    | 1 581 532                 | 1 339 264                   |
|                                                             | <u>10 878 308</u>         | <u>9 610 444</u>            |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION ET DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS</b> |                           |                             |
| <b>Charges d'exploitation</b>                               |                           |                             |
| - Salaires et avantages sociaux - personnel autre           | 2 476 852                 | 2 342 275                   |
| - Charges sociales - personnel autre                        | 259 863                   | 258 608                     |
| - Frais de déplacement et d'inscription                     | 48 607                    | 51 746                      |
| - Services achetés                                          | 4 050 795                 | 3 171 616                   |
| - Communications                                            | 20 608                    | 57 827                      |
| - Location d'équipement                                     | 3 711                     | 2 622                       |
| - Fournitures de bureau                                     | 23 398                    | 19 040                      |
| - Autres frais                                              | 2 274 962                 | 902 026                     |
| - Transferts de frais généraux                              | 189 800                   |                             |
| - Contributions à des fonds affectés                        | 309 000                   |                             |
|                                                             | <u>9 657 596</u>          | <u>6 805 760</u>            |
| <b>Dépenses d'immobilisations</b>                           | <u>244 591</u>            | <u>371 798</u>              |
|                                                             | <u>9 902 187</u>          | <u>7 177 558</u>            |
| <b>EXCÉDENT</b>                                             | <u>976 121</u>            | <u>2 432 886</u>            |

#### 4.3.4 FONDS COMBINÉS

##### SOLDE DE FONDS

Exercice terminé le 31 mars 2005

|                                                                                        | Fonds d'exploitation           |                    |                                  |                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------------------------------|
|                                                                                        | Activités<br>principales<br>\$ | Avoir propre<br>\$ | Fonds<br>d'immobilisations<br>\$ | Fonds des activités<br>régionalisées<br>\$ |
| <b>SOLDE CRÉDITEUR (DÉBITEUR) AU DÉBUT</b>                                             | <b>-191 879</b>                | <b>1 345 947</b>   | <b>57 735 261</b>                | <b>4 973 131</b>                           |
| <b>ADDITIONS</b>                                                                       |                                |                    |                                  |                                            |
| Excédent des charges d'exploitation et des dépenses d'immobilisations sur les produits | 56 364                         | 30 146             |                                  | 1 498 060                                  |
| Régularisations - analyse financière                                                   | 191 879                        |                    |                                  |                                            |
| Régularisations - autres                                                               | 124 946                        |                    |                                  |                                            |
| Acquisitions d'immobilisations à même les produits des fonds :                         |                                |                    |                                  |                                            |
| - Fonds d'exploitation - activités principales                                         |                                |                    | 236 329                          |                                            |
| - Fonds affectés                                                                       |                                |                    | 20 324 500                       |                                            |
| - Fonds des activités régionalisées                                                    |                                |                    | 244 591                          |                                            |
| Autres                                                                                 |                                |                    | 1 477 187                        | 563 707                                    |
|                                                                                        | 373 189                        | 30 146             | 22 282 607                       | 2 061 767                                  |
| <b>DÉDUCTIONS</b>                                                                      |                                |                    |                                  |                                            |
| Excédent des charges d'exploitation et des dépenses d'immobilisations sur les produits |                                |                    |                                  | 521 939                                    |
| Régularisations - analyse financière                                                   |                                | 185 250            |                                  |                                            |
| Régularisations - autres                                                               | 31 307                         |                    |                                  |                                            |
| Autres                                                                                 |                                |                    | 16 579                           | 1 656 435                                  |
| Disposition d'actifs                                                                   |                                |                    | 2 353 168                        |                                            |
|                                                                                        | 31 307                         | 185 250            | 2 369 747                        | 2 178 374                                  |
| <b>VARIATION DE L'EXERCICE</b>                                                         | <b>341 882</b>                 | <b>-155 104</b>    | <b>19 912 860</b>                | <b>-116 607</b>                            |
| <b>SOLDE CRÉDITEUR À LA FIN</b>                                                        | <b>150 003</b>                 | <b>1 190 843</b>   | <b>77 648 121</b>                | <b>4 856 524</b>                           |

#### 4.3.5 FONDS D'EXPLOITATION ET FONDS DES ACTIVITÉS RÉGIONALISÉES

##### BILAN

Au 31 mars 2005

|                                                                  | Fonds d'exploitation      |                             | Fonds des activités régionalisées |                             |
|------------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
|                                                                  | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ | Exercice<br>courant<br>\$         | Exercice<br>précédent<br>\$ |
| <b>ACTIF</b>                                                     |                           |                             |                                   |                             |
| <b>À court terme</b>                                             |                           |                             |                                   |                             |
| Encaisse                                                         | 1 710 642                 | 896 257                     | 3 428 503                         | 1 704 000                   |
| Débiteurs :                                                      |                           |                             |                                   |                             |
| - MSSS                                                           | 167 056                   | 607 707                     | 695 910                           |                             |
| - Établissements                                                 | 61 961                    | 56 630                      | 824 756                           | 867 402                     |
| - Fonds affectés                                                 |                           |                             | 367 905                           | 648 009                     |
| - Autres                                                         | 390 388                   | 530 265                     | 807 929                           | 946 807                     |
| Taxes à recevoir                                                 | 26 123                    | 1 376                       | 68 490                            | 22 795                      |
|                                                                  | 2 356 170                 | 2 092 235                   | 6 193 493                         | 4 189 013                   |
| <b>Immobilisations</b>                                           |                           |                             |                                   | 1 477 187                   |
|                                                                  | 2 356 170                 | 2 092 235                   | 6 193 493                         | 5 666 200                   |
| <b>PASSIF</b>                                                    |                           |                             |                                   |                             |
| <b>À court terme</b>                                             |                           |                             |                                   |                             |
| Découvert de banque                                              |                           |                             | 319 322                           | 96 890                      |
| Créditeurs :                                                     |                           |                             |                                   |                             |
| - Établissements                                                 | 184 531                   | 67 917                      | 425 497                           | 371 692                     |
| - Autres                                                         | 668 044                   | 761 326                     | 592 150                           | 224 487                     |
| Revenus reportés : Programme d'aide aux<br>joueurs pathologiques | 10 847                    | 95 302                      |                                   |                             |
| Autres revenus reportés                                          | 151 902                   | 13 622                      |                                   |                             |
|                                                                  | 1 015 324                 | 938 167                     | 1 336 969                         | 693 069                     |
| <b>SOLDE DE FONDS</b>                                            | 1 340 846                 | 1 154 068                   | 4 856 524                         | 4 973 131                   |
|                                                                  | 2 356 170                 | 2 092 235                   | 6 193 493                         | 5 666 200                   |

#### 4.3.6 FONDS D'IMMOBILISATION

##### BILAN

Au 31 mars 2005

|                 | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|-----------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>ACTIF</b>    |                           |                             |
| Immobilisations | 77 648 121                | 57 735 261                  |
|                 | <u>77 648 121</u>         | <u>57 735 261</u>           |
| <b>PASSIF</b>   |                           |                             |
| SOLDE DE FONDS  | 77 648 121                | 57 735 261                  |
|                 | <u>77 648 121</u>         | <u>57 735 261</u>           |

#### 4.3.7 FONDS AFFECTÉS CUMULÉS

##### BILAN

Au 31 mars 2005

|                                                        | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|--------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>ACTIF</b>                                           |                           |                             |
| <b>À court terme</b>                                   |                           |                             |
| Encaisse                                               | 4 920 973                 | 9 334 747                   |
| Débiteurs:                                             |                           |                             |
| - MSSS - subvention                                    | 116 557 253               | 89 338 711                  |
| - MSSS - subvention pour intérêts sur emprunts         | 318 658                   | 463 409                     |
| - Établissements                                       | 28 321 329                | 37 312 122                  |
| - Taxes à recevoir                                     | 160 185                   | 580 458                     |
| - Autres                                               | 353 799                   | 108 290                     |
| Autres éléments                                        |                           | 53 586                      |
|                                                        | 150 632 197               | 137 191 323                 |
| <b>À long terme - Enveloppes décentralisées</b>        | 292 825 095               | 286 762 628                 |
|                                                        | 443 457 292               | 423 953 951                 |
| <b>PASSIF</b>                                          |                           |                             |
| <b>À court terme</b>                                   |                           |                             |
| Découvert de banque                                    | 36 944                    | 441 852                     |
| Emprunts de banque                                     | 28 315 810                | 37 312 122                  |
| Intérêts sur emprunts à payer                          | 483 364                   | 463 409                     |
| Créditeurs et charges à payer:                         |                           |                             |
| - Établissements                                       | 98 346 430                | 85 083 509                  |
| - Organismes                                           | 10 000                    | 4 500                       |
| - Fonds des activités régionalisées                    | 142 922                   | 648 009                     |
| - Autres                                               | 1 450 600                 | 2 286 090                   |
|                                                        | 128 786 070               | 126 239 491                 |
| <b>Dettes à long terme - Enveloppes décentralisées</b> | 292 825 095               | 286 762 628                 |
|                                                        | 421 611 165               | 413 002 119                 |
| <b>SOLDE DE FONDS</b>                                  | 21 846 127                | 10 951 832                  |
|                                                        | 443 457 292               | 423 953 951                 |

**4.3.8 FONDS AFFECTÉS CUMULÉS****SOLDE DE FONDS**

Exercice terminé le 31 mars 2005

|                                                    | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|----------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>SOLDE DU DÉBUT</b>                              | 10 951 832                | 15 717 130                  |
| Récupération par le Ministère                      | 319 636                   | 336 417                     |
| <b>Solde du début après récupération</b>           | 10 632 196                | 15 380 713                  |
| <hr/>                                              |                           |                             |
| <b>AUGMENTATION</b>                                |                           |                             |
| MSSS                                               | 106 066 410               | 96 401 664                  |
| Subvention pour intérêts sur emprunts              | 1 040 501                 | 1 089 929                   |
| Revenus d'intérêt                                  | 141 717                   | 369 334                     |
| Autres                                             | 51 844 437                | 50 033 722                  |
|                                                    | 159 093 065               | 147 894 649                 |
| <hr/>                                              |                           |                             |
| <b>DIMINUTION</b>                                  |                           |                             |
| Attributions :                                     |                           |                             |
| - Établissements                                   | 80 133 044                | 74 622 417                  |
| - Organismes                                       | 311 116                   | 162 015                     |
| Intérêts sur emprunts                              | 1 040 501                 | 1 089 929                   |
| Contributions au fonds d'exploitation              | 110 528                   |                             |
| Contributions au fonds des activités régionalisées | 412 410                   | 750 000                     |
| Charges d'exploitation :                           |                           |                             |
| - Salaires et avantages sociaux                    | 104 177                   | 75 091                      |
| - Charges sociales                                 | 4 238                     | 8 756                       |
| - Frais de déplacement et d'inscription            | 14 190                    | 18 714                      |
| - Services achetés                                 | 1 323 687                 | 47 531                      |
| - Location d'équipement                            | 6 023                     |                             |
| - Fournitures de bureau                            | 1 072                     |                             |
| - Autres charges d'exploitation                    | 16 041 164                | 1 806 509                   |
| Dépenses d'immobilisations                         | 20 324 500                | 21 017 761                  |
| Autres                                             | 28 052 484                | 52 724 807                  |
|                                                    | 147 879 134               | 152 323 530                 |
| <hr/>                                              |                           |                             |
| <b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>                | 21 846 127                | 10 951 832                  |

#### 4.3.9 FONDS DES IMMOBILISATIONS

##### ANALYSE DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

Exercice terminé le 31 mars 2005

|                                                 | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|-------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>SOLDE À ATTRIBUER AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b> | <b>327 255</b>            | <b>70 562</b>               |
| <hr/>                                           |                           |                             |
| <b>PROVENANCE</b>                               |                           |                             |
| MSSS                                            | 29 576 029                | 10 699 378                  |
| Subvention pour intérêts sur emprunts           | 163 301                   | 262 136                     |
| Revenus d'intérêts                              | 973                       | 8 613                       |
| Abrogations                                     | 4 195 505                 | 5 080 276                   |
| MSSS - intérêts DLT                             | 15 783 197                | 17 007 860                  |
| Autres                                          | 1 972                     |                             |
|                                                 | <hr/> 49 720 977          | <hr/> 33 058 263            |
| <hr/>                                           |                           |                             |
| <b>ATTRIBUTIONS</b>                             |                           |                             |
| Établissements                                  | 32 135 718                | 15 530 606                  |
| Intérêts sur emprunts                           | 163 301                   | 262 136                     |
| Contributions au fonds d'exploitation           | 110 528                   |                             |
| Frais d'intérêts DLT                            | 15 783 197                | 17 007 860                  |
| Autres                                          |                           | 968                         |
|                                                 | <hr/> 48 192 744          | <hr/> 32 801 570            |
| <hr/>                                           |                           |                             |
| <b>SOLDE À ATTRIBUER À LA FIN DE L'EXERCICE</b> | <b>1 855 488</b>          | <b>327 255</b>              |

**4.3.10 FONDS DES ÉQUIPEMENTS****ANALYSE DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS**

Exercice terminé le 31 mars 2005

|                                                    | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|----------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>SOLDE À ATTRIBUER AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>    | <b>3 340 775</b>          | <b>91 626</b>               |
| <hr/>                                              |                           |                             |
| <b>PROVENANCE</b>                                  |                           |                             |
| MSSS                                               | 60 227 254                | 66 455 238                  |
| Subvention pour intérêts sur emprunts              | 877 200                   | 827 793                     |
| Revenus d'intérêts                                 | 1 890                     | 472                         |
| Abrogations                                        | 16 115 242                | 12 198 688                  |
| Autres                                             | 155 540                   | 438 524                     |
|                                                    | <hr/> 77 377 126          | <hr/> 79 920 715            |
| <hr/>                                              |                           |                             |
| <b>ATTRIBUTIONS</b>                                |                           |                             |
| Établissements                                     | 43 356 639                | 74 602 661                  |
| Intérêts sur emprunts                              | 877 200                   | 827 793                     |
| Contributions au fonds des activités régionalisées | 200 000                   | 750 000                     |
| Charges d'exploitation:                            |                           |                             |
| - Salaires                                         | 20 279                    |                             |
| - Charges sociales                                 | 2 095                     |                             |
| Autres                                             |                           | 491 112                     |
| Dépenses d'immobilisations                         | <hr/> 20 314 983          |                             |
|                                                    | <hr/> 64 771 196          | <hr/> 76 671 566            |
| <hr/>                                              |                           |                             |
| <b>SOLDE À ATTRIBUER À LA FIN DE L'EXERCICE</b>    | <b>15 946 705</b>         | <b>3 340 775</b>            |

#### 4.3.11 FONDS DES SERVICES PRÉHOSPITALIERS D'URGENCE ET TRANSPORTS D'USAGERS ENTRE ÉTABLISSEMENTS

##### ANALYSE DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

Exercice terminé le 31 mars 2005

|                                                 | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|-------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>SOLDE À ATTRIBUER AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b> | <b>1 330 141</b>          | <b>2 084 164</b>            |
| <hr/>                                           |                           |                             |
| <b>PROVENANCE</b>                               |                           |                             |
| MSSS                                            | 12 233 551                | 10 917 117                  |
| SAAQ                                            | 3 838 404                 | 3 719 384                   |
| Revenus autonomes                               | 6 959 754                 | 6 514 874                   |
| Revenus d'intérêts                              | 38 862                    | 81 639                      |
| Contribution des activités régionalisées        | 309 000                   |                             |
| Autres                                          | 20 762                    | 301 305                     |
|                                                 | <hr/> 23 400 333          | <hr/> 21 534 319            |
| <hr/>                                           |                           |                             |
| <b>ATTRIBUTIONS</b>                             |                           |                             |
| Contrats minimaux de services d'ambulance       | 19 847 314                | 18 495 233                  |
| Particularités régionales                       | 43 067                    |                             |
| Éléments rectifiables                           | 429 291                   |                             |
| Centre de communication santé                   | 2 156 744                 | 1 870 000                   |
| Formation et assurance qualité                  | 75 865                    | 137 768                     |
| Allocation de retraite                          | 59 500                    |                             |
| Participation au régime de retraite             | 83 000                    |                             |
| Attribution à des établissements                | 1 499 834                 | 1 315 010                   |
| Ajustements des années antérieures              | 118 125                   | 76 897                      |
| Déplacement des usagers                         | 5 904                     | 10 000                      |
| Autres                                          | 155 423                   | 383 434                     |
|                                                 | <hr/> 24 474 067          | <hr/> 22 288 342            |
| <hr/>                                           |                           |                             |
| <b>SOLDE À ATTRIBUER À LA FIN DE L'EXERCICE</b> | <b>256 407</b>            | <b>1 330 141</b>            |

#### 4.3.12 ÉTAT D'ALLOCATION DE L'ENVELOPPE RÉGIONALE DES CRÉDITS AU 31 MARS 2005

|                                                                                                     | Exercice<br>courant<br>\$ | Exercice<br>précédent<br>\$ |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <b>ENVELOPPE RÉGIONALE</b>                                                                          |                           |                             |
| Montant de l'enveloppe inscrit dans le système SBF-R                                                | 1 397 299 806             | 1 345 710 310               |
| Montant engagé par le Ministère en fonds affectés à l'Agence et<br>confirmé à l'enveloppe régionale | 14 671 189                | 12 659 063                  |
| Montant de l'enveloppe régionale inscrit dans le système SBF-R                                      | <b>1 411 970 995</b>      | <b>1 358 369 373</b>        |
| <b>AFFECTATION DE L'ENVELOPPE RÉGIONALE</b>                                                         |                           |                             |
| Allocations aux établissements                                                                      | 1 339 487 435             | 1 296 040 493               |
| Allocations aux organismes communautaires                                                           | 29 800 723                | 28 364 852                  |
| Estimé des comptes à payer pourvus (des comptes à recevoir) en<br>fin d'exercice                    | 15 929 785                | 11 631 623                  |
| Montant des affectations de l'enveloppe régionale inscrites dans<br>le système SBF-R                | 1 385 217 943             | 1 336 036 968               |
| Fonds affectés : Montant attribué                                                                   | 14 494 786                | 12 487 775                  |
| Fonds affectés : Montant reporté                                                                    | 176 403                   | 171 288                     |
| Autres allocations versées                                                                          | 12 081 863                | 9 673 342                   |
|                                                                                                     | <b>1 411 970 995</b>      | <b>1 358 369 373</b>        |

**Note 1 : Constitution et objet**

L'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale (Agence) a été constituée le 30 janvier 2004 en vertu de la *Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux* (L.R.Q., c. A-8.1). Elle a principalement pour objet de mettre en place, sur son territoire, une organisation de services de santé et de services sociaux intégrés.

**Note 2 : Conventions comptables**

Le rapport financier annuel de l'Agence a été préparé par la direction selon les principales conventions comptables décrites ci-dessous pour se conformer aux exigences de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* et les conventions émises par le ministère de la Santé et des Services sociaux (Ministère). Le rapport financier annuel comprend des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations de la direction de l'Agence. Les conventions comptables utilisées aux fins de l'établissement du rapport financier annuel s'écartent sensiblement des principes comptables généralement reconnus du Canada dans les cas suivants :

- i) Les immobilisations inscrites dans le fonds d'immobilisations ne sont pas amorties; les paiements de l'exercice pour les immobilisations pour les fonds acquéreurs sont inscrits aux dépenses d'immobilisations. En cas d'aliénation d'immobilisations, le montant du produit net résultant de l'aliénation est comptabilisé directement dans le solde du fonds acquéreur;
- ii) Aucun passif n'est inscrit, en date du bilan, à titre de vacances, de congés de maladie et d'heures supplémentaires cumulés par les employés;
- iii) Les revenus provenant du Ministère sont comptabilisés sur la base des approbations à l'exception des intérêts. La date limite pour considérer un montant approuvé par le Ministère comme revenu, eu égard aux dépenses effectuées avant le 1<sup>er</sup> avril et imputées à une année financière écoulée, est la date de confirmation du budget final effectuée après la fin d'exercice;
- iv) De façon générale, un compte à payer n'est inscrit que lorsque les travaux ont été exécutés, les marchandises reçues ou les services rendus. Cependant, dans certaines situations, un compte à payer est inscrit lors de l'autorisation (engagement budgétaire). Il en est ainsi pour l'acquisition et le développement d'immobilisations dans les fonds affectés des immobilisations et des équipements;
- v) Pour le fonds d'exploitation, les revenus spécifiques pour des activités récurrentes qui se réaliseront au cours de l'exercice subséquent ne sont pas toujours reportés;
- vi) Pour les fonds affectés, les subventions accordées avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice pour des activités qui se réaliseront au cours des exercices subséquents ne sont pas toujours reportés;
- vii) Aucun bilan, état des résultats et/ou solde de fonds n'est présenté de façon cumulée pour tous les fonds;
- viii) Les contrats de location-acquisition intervenus avant le 31 mars 2003 sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation, s'il y avait lieu;
- ix) Les fonds autres que le fonds d'exploitation et les fonds des activités régionalisées ne présentent pas d'état des résultats. Toutes les opérations sont inscrites directement au solde de fonds;

x) L'information sur la juste valeur de chaque catégorie d'actifs financiers et de passifs financiers, constatés et non constatés n'est pas présentée.

xi) Les ajustements des revenus et des dépenses de chacun des fonds, s'appliquant aux exercices antérieurs, sont comptabilisés dans le solde du fonds correspondant. Les chiffres de l'exercice antérieur fournis pour fins de comparaison ne sont jamais redressés même si l'impact de ces redressements peut être déterminé;

xii) La dépense d'intérêts sur la dette à long terme et la subvention correspondante sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

### **Comptabilité par fonds**

L'Agence utilise les principes de la comptabilité par fonds. Voici la description sommaire des principaux fonds:

i) Le fonds d'exploitation regroupe les opérations courantes de fonctionnement (activités principales et accessoires) et les dépenses d'immobilisations qu'elles requièrent;

ii) Le fonds d'immobilisations cumule les actifs immobilisés acquis par le fonds d'exploitation, le fonds des activités régionalisées et les fonds affectés et montre le solde de la dette correspondante;

iii) Le fonds des activités régionalisées regroupe les opérations relatives à sa fonction de représentant d'établissements ou à toute autre fonction et activité à portée régionale confiée par les établissements et qu'elle assume dans les limites de ses pouvoirs;

iv) Les fonds affectés sont constitués de subventions reliées à des programmes ou services précisément définis et confiés à l'Agence. Cette dernière a le mandat d'assurer les activités reliées aux programmes ou services pour lesquels ces subventions sont octroyées.

### **Attribution des subventions**

Les attributions aux établissements et organismes sont inscrites lorsqu'elles sont autorisées et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

### **État des flux de trésorerie**

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice. Les informations sur les flux de trésorerie des fonds d'exploitation et d'immobilisations se retrouvent à la note 4.

### **Avoir propre**

L'avoir propre est constitué des résultats des activités accessoires et de la partie de l'excédent des revenus sur les dépenses des activités principales des exercices précédents libérée par le Ministère. Lorsque les résultats des activités principales se soldent par un excédent des dépenses sur les revenus, ce montant est imputé en totalité à l'avoir propre.

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites au coût dans le fonds d'immobilisations. Le coût de l'immobilisation est comptabilisé dans le fonds acquéreur jusqu'à concurrence des paiements de l'exercice.

### **Revenus reportés**

L'Agence comptabilise en fin d'exercice des revenus reportés à des activités spécifiques bien identifiées pour lesquelles les revenus sont approuvés à ces fins, mais pour lesquelles les dépenses et services correspondants demeurent à réaliser et dont le financement ne sera pas autrement pourvu.

Pour le fonds d'exploitation, les revenus reportés découlent des situations suivantes :

- i) Revenu spécifique pour des activités non récurrentes qui se réaliseront au cours de l'exercice subséquent;
- ii) Subvention spécifiquement identifiée dans un document provenant du Ministère comme étant accordée pour plusieurs exercices financiers.

Pour le fonds des activités régionalisées, les revenus reportés découlent de revenus spécifiques pour des activités qui se réaliseront au cours de l'exercice subséquent.

Pour les fonds affectés, les subventions reportées proviennent des situations suivantes :

- i) Subvention spécifiquement identifiée dans un document provenant du Ministère comme étant accordée pour plusieurs exercices financiers;
- ii) Subvention reçue en fin d'exercice financier (trois derniers mois de l'exercice) ou au début de l'exercice financier subséquent et dont la réallocation ne peut être effectuée qu'au cours de l'exercice subséquent;
- iii) Subvention accordée pour la première année à un fonds affecté pour des activités dont la programmation n'a pu être déterminée dans l'année;
- iv) Subvention à redistribuer aux autres agences et dont la répartition n'est pas connue au 31 mars.

### **Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestation déterminée gouvernementaux compte tenu que l'Agence ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

#### **Note 3 : Modification de convention comptable**

À compter du présent exercice, l'Agence capitalise les acquisitions d'immobilisations du fonds des activités régionalisées au fonds d'immobilisations.

Cette modification appliquée de façon prospective a pour effet d'augmenter de 1 477 187 \$ les immobilisations et le solde de fonds au 31 mars 2005 du fonds d'immobilisations. De même, les immobilisations et le solde de fonds du fonds des activités régionalisées ont diminué de ce montant au 31 mars 2005.

#### **Note 4 : Flux de trésorerie**

Les flux de trésorerie des fonds d'exploitation et d'immobilisations qui ne sont pas distinctement présentés aux états financiers sont les suivants :

|                                                            | 2005          | 2004          |
|------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Fonds d'exploitation</b>                                |               |               |
| Acquisition d'immobilisations sur base de liquidités ..... | 236 329 \$    | 291 294 \$    |
| Produit de disposition d'immobilisations - .....           | ---           | ----          |
| <b>Fonds affectés</b>                                      |               |               |
| Acquisition d'immobilisations sur base de liquidités ..... | 20 334 017 \$ | 21 017 761 \$ |
| Produit de disposition d'immobilisations - .....           | ---           | ----          |
| <b>Fonds des activités régionalisées</b>                   |               |               |
| Acquisition d'immobilisations sur base de liquidités ..... | 244 591 \$    | ----          |
| Produit de disposition d'immobilisations - .....           | ---           | ----          |

#### Note 5 : Dette à long terme

La dette à long terme des fonds affectés des immobilisations et équipements est destinée à financer les enveloppes décentralisées d'immobilisations et d'équipements et est payable à Financement Québec.

|                                                                                                                                                                          | 2005           | 2004           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Marge de crédit d'un montant autorisé de 198 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1% et venant à échéance le 31 mars 2023                              | 10 609 636 \$  | 2 752 \$       |
| Emprunts remboursables par versements annuels variables de capital, échéant le 31 mars 2023. L'intérêt, variant entre 3,97% et 6,31%, est payable semestriellement ..... | 282 215 459 \$ | 286 733 324 \$ |
|                                                                                                                                                                          | 292 825 095 \$ | 286 736 076 \$ |
| Tranche échéant à moins d'un an .....                                                                                                                                    | 14 758 886 \$  | 15 313 255 \$  |
|                                                                                                                                                                          | 278 066 209 \$ | 271 422 821 \$ |

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

| Années | Montants      |
|--------|---------------|
| 2006   | 14 758 886 \$ |
| 2007   | 52 877 945 \$ |
| 2008   | 17 274 290 \$ |
| 2009   | 6 986 662 \$  |
| 2010   | 32 914 575 \$ |

#### Note 6 : Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Agence participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de l'exercice de l'Agence envers ces régimes gouvernementaux sont assumés par le ministère de la Santé et des Services sociaux et ne sont pas présentés au rapport financier annuel.

**Note 7 : Provision pour vacances, congés de maladie**

Les sommes à payer au 31 mars 2005 au regard des banques de vacances et congés de maladie ne sont pas inscrites au rapport financier annuel et se détaillent ainsi :

|                         | 2005         | 2004         |
|-------------------------|--------------|--------------|
| Vacances .....          | 1 165 430 \$ | 844 054 \$   |
| Congés de maladie ..... | 221 125 \$   | 209 521 \$   |
| TOTAL .....             | 1 386 555 \$ | 1 053 575 \$ |

**Note 8 : Opérations entre apparentés**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans le rapport financier annuel, l'Agence est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Agence n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement au rapport financier annuel.

**Note 9 : Engagements**

L'Agence s'est engagée en vertu de bail à long terme échéant le 24 avril 2018 sur un immeuble. À l'échéance, l'Agence a l'option de renouveler le présent bail pour deux (2) périodes additionnelles de cinq (5) ans.

La dépense de loyer de l'exercice terminé le 31 mars 2005 concernant ces locaux administratifs et ces biens loués s'élève à 631 115 \$. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

|                            |                     |
|----------------------------|---------------------|
| 2006 .....                 | 636 115 \$          |
| 2007 .....                 | 636 115 \$          |
| 2008 .....                 | 636 115 \$          |
| 2009 .....                 | 636 115 \$          |
| 2010 .....                 | 636 115 \$          |
| 2011 et subséquemment..... | 5 088 920 \$        |
|                            | <u>8 269 495 \$</u> |

**Note 10 : Éventualités**

Une action en justice de 25 826 \$ a été intentée en 2004 contre l'Agence. Selon l'opinion de l'Agence, aucun passif important ne peut résulter de ces actions; en conséquence, aucune provision pour perte éventuelle n'est comptabilisée.

Les conventions collectives des employés du secteur public sont arrivées à échéance le 30 juin 2003. De plus, le 9 janvier 2004, la Cour supérieure a prononcé un jugement dans le dossier de l'équité salariale. Le 15 juin 2004, le gouvernement a rendu public le cadre budgétaire de sa politique de rémunération qui limite le redressement de la rémunération dans l'ensemble des secteurs public et parapublic à 12,6 % sur une période de six ans, soit du 1er avril 2004 au 31 mars 2010. Ce cadre budgétaire couvre le renouvellement des ententes avec les employés syndiqués, les cadres et les professionnels de la santé ainsi que le dossier de l'équité salariale. Le gouvernement est présentement en pourparlers avec les différentes associations, de sorte que l'impact monétaire demeure indéterminée pour l'Agence.

**Note 11 : Chiffres de l'exercice précédent**

Certains chiffres de l'exercice 2004 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2005.



**CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE  
DES ADMINISTRATEURS, PARTENAIRES, GESTIONNAIRES ET EMPLOYÉS**



Un « Code d'éthique » avait été adopté en septembre 1994, par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec antérieure à l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale (Agence), et s'appliquait principalement aux administrateurs et employés.

La Régie régionale de Québec entreprenait de modifier ce code, au printemps 2003, aux fins d'une application plus large en s'adressant également à ses partenaires (membres des conseils et comités, des commissions médicale régionale, infirmière et multidisciplinaire régionale, du Département régional de médecine générale et du Forum de la population), de même que plus spécifiquement à ses gestionnaires (cadres supérieurs, directeurs et cadres intermédiaires), et simultanément, veillait à effectuer une mise à jour découlant de modifications substantielles prévues à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), concernant les normes d'éthique et de déontologie, dont celles, en l'occurrence, régissant les organismes du secteur public.

Conséquemment, un « Code d'éthique et de déontologie des administrateurs, partenaires, gestionnaires et employés » de la Régie régionale concernée était adopté par cette dernière, le 6 novembre 2003, ainsi qu'une « Déclaration » relative à ce Code, vers janvier 2004.

Le 29 janvier 2004, l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale succédait à la Régie régionale de Québec et ce Code d'éthique et de déontologie accompagné de la Déclaration susdite devenaient, sans autre formalité que celle prévue à la Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (L.Q. 2003, chapitre 21), deux documents en vigueur pour l'Agence.

#### **CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE**

Destiné aux administrateurs, aux partenaires, aux gestionnaires et aux employés de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec, le présent Code d'éthique et de déontologie est une version actualisée du document « Code d'éthique » adopté et publié en septembre 1994.

Dans le cadre de sa mission de planification, d'organisation et d'évaluation de l'ensemble des services de santé et des services sociaux, la Régie régionale doit pouvoir compter sur la conscience individuelle et professionnelle de ces personnes en vue d'assurer notamment le maintien et l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population.

En conséquence, les administrateurs, les partenaires, les gestionnaires et les employés sont des acteurs de premier plan des services de notre organisme.

Responsables devant la loi, en considération des ressources publiques qui sont confiées à la Régie régionale, les administrateurs, les partenaires, les gestionnaires et les employés de la Régie régionale se doivent, en ce sens, d'adopter une conduite qui témoigne de leur dévouement au service public et qui soit empreinte d'une éthique élevée.

Le présent document n'a pas la prétention de réglementer les actions quotidiennes de tous et chacun, mais plutôt de faire appel au sens des responsabilités et au jugement de nos administrateurs, de nos partenaires, de nos gestionnaires et de nos employés. Il revient à chacun, dans sa conduite professionnelle, d'avoir comme préoccupation constante le respect de nos obligations déontologiques et d'adhérer aux principes éthiques définis dans ce code.

Les obligations et les principes définis dans le présent code s'ajoutent à ceux établis par la loi, un règlement ou un autre code applicables. En cas de divergence, les obligations et les principes les plus exigeants s'appliquent.

## I. PRINCIPES ÉTHIQUES

1. Les administrateurs, les partenaires, les gestionnaires et les employés adhèrent aux principes suivants :
  - a) Impartialité : ils ne doivent manifester aucune préférence ni parti pris indu incompatible avec la justice et l'équité et ne faire montre d'aucun préjugé lié au sexe, à la race, à la couleur, à la religion, à un handicap ou aux convictions politiques d'une personne ou d'un groupe de personnes.
  - b) Loyauté : ils adhèrent de bonne foi aux principes démocratiques de notre société et, en conséquence, respectent les lois qui les régissent. Ils doivent également défendre les intérêts de la Régie régionale, avec probité, droiture et honnêteté.
  - c) Respect : ils doivent agir avec courtoisie, considération et égards envers les autres, tant dans leurs paroles que dans leurs attitudes, et ils doivent également faire preuve de respect envers la Régie régionale durant leur mandat et après la fin de ce dernier.

## II. OBLIGATIONS DÉONTOLOGIQUES

2. **Administrateurs** : membres du conseil d'administration de la Régie régionale, incluant le président-directeur général, ils contribuent à la réalisation de la mission de l'État, à la bonne administration de ses biens et sont les gardiens des décisions démocratiques.
  - 2.1 Information : l'administrateur a le devoir d'agir avec rigueur et, à cette fin, de s'informer des dossiers soumis à son attention et communiquer à ses collègues l'information pertinente.
  - 2.2 Discretion : l'administrateur doit garder secrets les faits et les renseignements dont il prend connaissance et qui revêtent un caractère confidentiel, dont ceux découlant de l'application de la Politique administrative relative à la sécurité des actifs informationnels et de télécommunication et à la protection des données et des renseignements confidentiels de la Régie régionale. De plus, il doit adopter une attitude de réserve à l'égard de tous les faits ou informations qui sont portés directement ou indirectement à son attention et qui seraient de nature à nuire à l'intérêt public ou de porter atteinte à la vie privée des citoyens.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un administrateur représentant ou lié à un groupe d'intérêts particuliers de le consulter ni de lui communiquer des renseignements, sauf si l'information est confidentielle en vertu de la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

- 2.3 Prudence et diligence : l'administrateur s'engage à agir avec soin, prudence et diligence dans ses fonctions comme le ferait une personne raisonnable, selon ses connaissances et ses responsabilités.
- 2.4 Honnêteté : l'administrateur doit faire preuve de probité et de droiture. Il doit éviter de se placer en situation d'abus de confiance, de corruption ou de tentative de corruption ou en toute autre situation à caractère frauduleux qui risquerait d'entacher son mandat et ses fonctions à la Régie régionale. Il doit notamment s'abstenir de tout échange de procédés illégitimes avec ses collègues du conseil d'administration, les partenaires, les gestionnaires et les employés de la Régie régionale.

De même, il ne doit pas accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu, ni utiliser à son avantage, ou pour une autre personne, un bien de la Régie régionale ou une information qu'il détient.

- 2.5 Absence de conflit d'intérêts : l'administrateur ne doit pas placer son intérêt personnel au-dessus de l'intérêt public en vertu duquel il exerce ses fonctions. La notion de conflit d'intérêts est une notion très large. De fait, pour qu'il y ait conflit d'intérêts, il suffit qu'il existe une situation de conflit potentiel, une possibilité réelle que l'intérêt personnel, qu'il soit pécuniaire ou moral, soit préféré à l'intérêt public. Il n'est donc pas nécessaire que l'administrateur ait réellement profité de sa charge pour servir ses intérêts ou qu'il ait contrevenu aux intérêts de la Régie régionale.

Par conséquent, l'administrateur :

- doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations liées à ses fonctions ;
- doit révéler à la Régie régionale tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association, susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre la Régie régionale, et préciser, le cas échéant, leur nature et leur valeur ;
- doit, s'il n'est pas à temps plein et s'il a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie régionale, révéler par écrit cet intérêt au président du conseil d'administration et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision mettant en cause l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Il doit en outre se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote sur cette question ;
- ne peut, s'il est à temps plein, sous peine de révocation, avoir un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie régionale; toutefois, cette révocation n'a pas lieu si un tel intérêt lui est échu par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

- 2.6 Acceptation d'avantages et rémunération : l'administrateur ne peut accepter aucun cadeau, aucune marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste.

L'administrateur qui reçoit un avantage à la suite d'un manquement au présent code est redevable à l'État de l'avantage reçu.

- 2.7 Service public : l'administrateur a été nommé pour contribuer à la réalisation de la mission de l'État, en santé et services sociaux, en vue du mieux-être de la population et des citoyens ; le fait d'être un administrateur de la Régie régionale ne donne aucun pouvoir ou privilège quant aux services de santé et services sociaux auxquels une personne a droit et il doit agir dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés.

- 2.8 L'après-mandat : l'administrateur doit, après la fin de son mandat, respecter la confidentialité de tout renseignement, débat, échange et discussion de quelque nature que ce soit et dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions ou, selon le cas, de ses responsabilités, ou des deux à la fois.

L'administrateur qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer, outre les éléments visés au précédent alinéa, une information confidentielle qu'il a obtenue, ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non accessible au public concernant la Régie régionale pour laquelle il a travaillé, ou un autre organisme ou entreprise avec lequel il avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la fin de son mandat.

Il lui est interdit, dans l'année qui suit la fin de ses fonctions, d'agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à une procédure, à une négociation ou à une autre opération à laquelle la Régie régionale pour laquelle il a agi est partie et sur laquelle il détient de l'information non accessible au public.

3. Partenaires : les membres des conseils et des comités de la Régie régionale, des commissions médicale régionale, infirmière régionale et multidisciplinaire régionale, du département régional de médecine générale et du Forum de la population.

- 3.1 Service public : le partenaire s'engage, sur le plan intellectuel aussi bien que moral, à traiter avec la rigueur voulue les dossiers qui sont soumis à son expertise ou, selon le cas, qu'il est chargé d'exécuter en vue du mieux-être de la population.

- 3.2 **Discrétion** : le partenaire doit respecter le caractère confidentiel des informations obtenues dans l'exercice de ses responsabilités, notamment en vertu de l'application de la Politique administrative visée à l'article 2.2, de même que de celles qui seraient susceptibles de nuire à l'intérêt public ou de porter atteinte à la vie privée des citoyens. De plus, le partenaire doit adopter une attitude de réserve à l'égard de tous les faits ou informations qui pourraient nuire à la Régie régionale.
- 3.3 **Honnêteté** : le partenaire ne doit pas accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu, ni utiliser à son avantage, ou pour une autre personne, une information qu'il détient.
- 3.4 **Conflits de rôles** : le partenaire doit prévenir tout conflit de rôles et éviter de se placer dans une situation telle qu'il ne peut exercer objectivement ses responsabilités.
4. **Gestionnaires** : les cadres supérieurs, les directeurs et les cadres intermédiaires de la Régie régionale assistent les administrateurs dans la réalisation de leurs mandats et voient à l'administration quotidienne des activités de la Régie régionale.
- 4.1 Les gestionnaires sont soumis, avec les adaptations nécessaires, aux mêmes obligations que celles applicables aux administrateurs et définies aux articles 2.1 à 2.8 du présent code, sous réserve de celle en matière de conflit d'intérêts énoncée dans la présente section.
- Outre les obligations définies au précédent alinéa, le gestionnaire à temps plein doit exercer ses fonctions de manière exclusive, sauf si l'autorité qui l'a nommé l'affecte aussi à d'autres fonctions. Il peut toutefois, avec le consentement du président-directeur général, exercer des activités didactiques pour lesquelles il peut être rémunéré et des activités non rémunérées dans les organismes sans but lucratif. Autrement, le gestionnaire n'a droit, pour l'exercice de ses fonctions, qu'à la seule rémunération liée à celles-ci.
- 4.2 **Absence de conflit d'intérêts** : le gestionnaire ne doit pas placer son intérêt personnel au-dessus de l'intérêt public en vertu duquel il exerce ses fonctions et il doit éviter de se placer dans une situation de conflit telle que décrite à l'article 2.5, entre son intérêt personnel et les obligations liées à ses fonctions.
5. **Employés** : les employés de la Régie régionale sont exclusivement au service de cette dernière lorsqu'ils rendent des services à la population. Ils sont tenus, de par leurs fonctions, à agir avec compétence et assiduité eu égard au service public qu'ils doivent rendre avec courtoisie, diligence et discrétion.
- 5.1 **Information** : l'employé doit donner à ses supérieurs toute l'information nécessaire à une prise de décision éclairée et doit assurer le traitement de l'information avec toute la rigueur requise. De plus, il est tenu de donner au citoyen l'information qu'il demande et qu'il a le droit d'obtenir en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c.A-2.1).
- 5.2 **Compétence** : l'employé doit accomplir les tâches liées à son emploi de façon compétente, c'est-à-dire dispenser les services demandés d'une manière appropriée, suffisante et satisfaisante pour la clientèle et utiliser les moyens disponibles pour développer son expertise.
- 5.3 **Assiduité** : l'employé doit être présent au travail, accomplir sa tâche, respecter l'horaire de travail et ne pas s'absenter sans justification ni autorisation préalable.
- 5.4 **Service public** : l'employé doit adopter un comportement poli et courtois dans ses relations avec le public et éviter toute forme de discrimination interdite par la loi. En outre, il doit traiter avec empressement les dossiers qui lui sont confiés et qui touchent directement le public.
- 5.5 **Discrétion** : l'employé doit garder secrets les faits et les renseignements dont il prend connaissance et qui revêtent un caractère confidentiel, dont ceux découlant de l'application de la Politique administrative visée à l'article 2.2. De plus, il doit adopter une attitude de réserve à l'égard de tous les faits ou informations qui sont portés directement ou indirectement à son attention et qui seraient de nature à nuire à l'intérêt public ou à porter atteinte à la vie privée des citoyens.

- 5.6 Absence de conflit d'intérêts : l'employé ne doit pas placer son intérêt personnel au-dessus de l'intérêt public. La notion de conflit d'intérêts est une notion très large. De fait, pour qu'il y ait conflit d'intérêts, il suffit qu'il existe une situation de conflit potentiel, une possibilité réelle que l'intérêt personnel, qu'il soit pécuniaire ou moral, soit préféré à l'intérêt public. Il n'est donc pas nécessaire que l'employé ait réellement profité de sa charge pour servir ses intérêts ou qu'il ait contrevenu aux intérêts de la Régie régionale. Un employé ne peut donc pas « avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et les devoirs de ses fonctions ».

Placé dans une situation où il se croit susceptible d'être en conflit d'intérêts, l'employé doit en informer ses supérieurs afin que soient déterminées les mesures qui devront être prises à cet égard.

- 5.7 Exclusivité du service : l'employé doit adopter une grande réserve dans l'exercice de toute fonction extérieure à la Régie régionale dans le champ de compétence de l'emploi occupé.

L'employé doit s'assurer que cette activité extérieure n'aura pas d'effet sur son rendement, sur son assiduité, sur ses obligations à titre d'employé de la Régie régionale, et ne donnera pas lieu à un conflit avec ses fonctions à la Régie régionale.

- 5.8 Honnêteté : l'employé ne doit accepter aucune somme d'argent ou toute autre forme de considération pour l'exercice de ses fonctions, autre que la rémunération et les avantages liés à son emploi.

De même, il ne doit pas accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu, ni utiliser à son avantage, ou pour une autre personne, un bien de la Régie régionale ou une information qu'il détient.

### III. MODALITÉS D'APPLICATION DU CODE

#### 6. Les personnes chargées de l'application du code

- 6.1 Le président du conseil d'administration doit s'assurer du respect du présent code par le président-directeur général et les autres administrateurs de la Régie régionale.
- 6.2 Le président-directeur général a la responsabilité de s'assurer du respect du présent code par les partenaires, les gestionnaires et les employés de la Régie régionale.

### IV. PROCÉDURE DISCIPLINAIRE ET SANCTIONS

#### 7. Administrateurs et gestionnaires

- 7.1 La procédure disciplinaire et les suites applicables aux administrateurs sont celles définies dans le Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics.
- 7.2 Le président-directeur général est l'autorité compétente pour agir à l'égard d'un gestionnaire.
- 7.3 Le gestionnaire à qui l'on reproche un manquement à la déontologie ou à l'éthique peut être relevé provisoirement de ses fonctions, avec rémunération, par le président-directeur général, afin de permettre la prise d'une décision appropriée dans le cas d'une situation urgente nécessitant une intervention rapide ou dans un cas présumé de faute grave.
- 7.4 L'autorité compétente fait part au gestionnaire en cause du manquement reproché ainsi que de la sanction qui peut lui être imposée et l'informe qu'il peut, dans les sept jours, lui fournir ses observations et, s'il le demande, être entendu à ce sujet.
- 7.5 Sur conclusion que le gestionnaire a contrevenu au présent code, le président-directeur général lui impose une sanction.

Le président-directeur général impose toute sanction qu'il juge appropriée suivant les circonstances.

Toute sanction imposée à un gestionnaire, de même que la décision de le relever provisoirement de ses fonctions, doit être écrite et motivée.

- 7.6 Les sanctions imposées par le président-directeur général en vertu de l'article 7.5 peuvent prendre la forme d'une réprimande, d'une suspension ou d'un congédiement.

**8. Partenaires et employés**

- 8.1 Les articles 7.2 à 7.6 s'appliquent aux partenaires, avec les adaptations nécessaires. Toutefois, une sanction autre que la réprimande doit être approuvée préalablement par la Régie régionale.

- 8.2 Les articles 7.2 à 7.6 s'appliquent à l'employé, avec les adaptations nécessaires et sous réserve, le cas échéant, des dispositions de la convention collective qui le régissent.

## ANNEXES



**ANNEXE 1**  
**LISTE DES MEMBRES DU FORUM DE LA POPULATION**

Président : M. Jean Melançon  
Vice-présidente : M<sup>me</sup> Madeleine Dupuis

| Personnes en provenance des territoires<br>de CLSC de la région                                                                                               | Personnes en provenance des comités d'usagers<br>selon les missions suivantes |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| ❖ La Source<br>Gagnon, Christine<br>Pagé, Charles                                                                                                             | ❖ Centre hospitalier<br>Michaud, Adolphe                                      |
| ❖ Sainte-Foy -Sillery - Laurentien<br>Mc Cormack, Michael<br>Tessier, Myrielle                                                                                | ❖ CLSC-CHSLD<br>Kelly, Hélène                                                 |
| ❖ De la Jacques-Cartier<br>Cliche, Pierrette<br>Pfisterer, Jean-Pierre                                                                                        | ❖ Centre de réadaptation<br>Perreault, Gaston J.                              |
| ❖ Orléans<br>Gagné, Sylvie<br>Mongrain, Guylaine                                                                                                              | ❖ Centre jeunesse de Québec<br>Chamberland, Lise                              |
| ❖ Charlevoix<br>Desgagné, Louise<br>Desgagné, Yvon                                                                                                            |                                                                               |
| ❖ Portneuf<br>Dupuis, Madeleine<br>Lavoie, Jean-Guy                                                                                                           |                                                                               |
| ❖ Québec-Centre<br><br>Basse-Ville - Limoilou - Vanier<br>Drury, Janet<br>Faucher, Céline<br><br>Haute-Ville-des-Rivières<br>Caron, Pascale<br>Melançon, Jean |                                                                               |

Fin de mandat : 30 janvier 2006.

**ANNEXE 2**  
**LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION MÉDICALE RÉGIONALE DE QUÉBEC**

Président : D<sup>r</sup> Patrice Montminy  
 Vice-président : D<sup>r</sup> Jacques Bouchard

| COLLÈGE ÉLECTORAL                                                                                                                                                    | TITULAIRE                                                    | CHAMP DE CONCENTRATION OU SPÉCIALITÉ                               | PRINCIPALE PRATIQUE                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 <sup>o</sup> Trois médecins omnipraticiens désignés par et parmi les médecins omnipraticiens de la région                                                          | Bouchard, Jacques<br>Leduc, Yvan<br>Lefrançois, Nil          | Médecine familiale<br>Médecine familiale<br>Médecine familiale     | CSSS de Charlevoix - Centre hospitalier Saint-Joseph de La Malbaie<br>CHA - Hôpital de l'Enfant-Jésus<br>Clinique médicale de Beauport |
| 2 <sup>o</sup> Trois médecins spécialistes désignés par et parmi les médecins spécialistes de la région                                                              | Montminy, Patrice<br>Simard, Laval<br>Verreault, Jean-Pierre | Chirurgien orthopédiste<br>Cardiologue<br>Obstétricien-gynécologue | CHUQ - Hôpital Saint-François d'Assise<br>CHA - Hôpital de l'Enfant-Jésus<br>CHUQ - Hôpital Saint-François d'Assise                    |
| 3 <sup>o</sup> Une personne désignée par le doyen de la Faculté de médecine de l'Université Laval                                                                    | Poirier, Claude                                              | Coordonnateur du Réseau universitaire intégré de santé (RUIS)      | Université Laval                                                                                                                       |
| 4 <sup>o</sup> Le directeur régional de santé publique                                                                                                               | Desbiens, François                                           |                                                                    | Agence - Direction régionale de santé publique                                                                                         |
| 5 <sup>o</sup> Le président-directeur général de l'Agence ou le médecin qu'il désigne                                                                                | Fontaine, Michel                                             |                                                                    | Agence                                                                                                                                 |
| 6 <sup>o</sup> <u>Au plus</u> quatre médecins désignés par l'Agence                                                                                                  | Gauthier, Yvan<br>Kibrité, Antoine                           | Psychiatre<br>Chirurgien général                                   | CHA - Hôpital de l'Enfant-Jésus<br>CHUQ - L'Hôtel-Dieu de Québec                                                                       |
| 7 <sup>o</sup> <u>Au plus</u> six personnes-ressources pouvant être désignées à titre d'observateurs, dont un résident en médecine par l'Agence (sans droit de vote) | Lemieux, Alain-Philippe<br>Garceau, Patrick                  | Directeur des services professionnels<br>Résident                  | CSSS de Québec-Sud - CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières<br>Hôpital Laval                                                              |

**ANNEXE 3**  
**LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION DU DÉPARTEMENT RÉGIONAL DE MÉDECINE GÉNÉRALE**

**CHEF DE DÉPARTEMENT : D<sup>r</sup> Nil Lefrançois**

| NOM                                                                                                                                                                                        | MILIEU DE PRATIQUE MÉDICALE                                                                                    | PARTIE DE TERRITOIRE              | REPRÉSENTATIVITÉ                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| <b>1° Trois médecins élus par et parmi les médecins membres du Département régional de médecine générale (DRMG)</b>                                                                        |                                                                                                                |                                   |                                       |
| Bouchard, Jacques                                                                                                                                                                          | CSSS de Charlevoix                                                                                             | Charlevoix                        | Centre hospitalier                    |
| Boucher, Guy                                                                                                                                                                               | Hôpital Laval                                                                                                  | Sainte-Foy - Sillery - Laurentien | UMF-Université                        |
| Lamontagne, Daniel                                                                                                                                                                         | CSSS de Québec-Nord                                                                                            | La Source                         | CLSC-CHSLD                            |
| <b>2° Neuf médecins membres du DRMG nommés par les membres élus au paragraphe 1</b>                                                                                                        |                                                                                                                |                                   |                                       |
| Cencig, Agnès                                                                                                                                                                              | CSSS de Québec-Sud                                                                                             | Québec-Centre (Haute-Ville)       | CLSC                                  |
| Cholette, Pascale                                                                                                                                                                          | CSSS de Québec-Sud                                                                                             | Québec-Centre (Basse-Ville)       | CLSC                                  |
| Chouinard, Guy                                                                                                                                                                             | Clinique médicale du Jardin                                                                                    | La Source                         | Cabinet privé de professionnels       |
| Dubé, Serge                                                                                                                                                                                | Clinique médicale Pierre-Bertrand                                                                              | Vanier (Québec-Centre)            | Cabinet privé de professionnels - GMF |
| Girard, Linda                                                                                                                                                                              | CSSS de Portneuf                                                                                               | Portneuf                          | CLSC                                  |
| Leclerc, André                                                                                                                                                                             | CSSS de Québec-Nord                                                                                            | De la Jacques-Cartier             | Cabinet privé de professionnels       |
| Robitaille, Michel                                                                                                                                                                         | Clinique médicale Giffard                                                                                      | Orléans                           | CHSLD                                 |
| St-Pierre, Denys                                                                                                                                                                           | Centre médical de Cap-Rouge                                                                                    | Sainte-Foy - Sillery - Laurentien | Cabinet privé de professionnels       |
| Villeneuve, Isabelle                                                                                                                                                                       | Centre hospitalier universitaire de Québec                                                                     | Québec-Centre                     | CHUQ - Urgence                        |
| <b>3° Le directeur général de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale ou le médecin qu'il désigne à cette fin</b> |                                                                                                                |                                   |                                       |
| Fontaine, Michel                                                                                                                                                                           | Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale |                                   |                                       |

# ANNEXE 4

## LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION INFIRMIÈRE RÉGIONALE DE QUÉBEC

Présidente : M<sup>me</sup> Danielle Rodrigue

| TITULAIRE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | TITRE D'EMPLOI ET PROVENANCE |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| <p><b>1<sup>0</sup> quatre personnes désignées par et parmi les membres des comités exécutifs des conseils des infirmières et infirmiers des établissements de la région :</b></p> <p>Vacant</p> <p>Rodrigue, Danielle   Infirmière clinicienne, Hôpital Laval</p> <p><b>dont une personne oeuvrant pour un établissement visé à l'article 119<sup>1</sup> ou au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 126<sup>2</sup> de la LSSSS<sup>3</sup> :</b></p> <p>Sirois, Nancy   Infirmière, L'Hôpital Jeffery Hale - Saint-Brigid's Home inc.</p> <p><b>dont une personne oeuvrant pour un établissement visé à l'article 120<sup>3</sup>, 121<sup>4</sup>, 124<sup>5</sup> ou 125<sup>6</sup> ou au 2<sup>e</sup> alinéa<sup>7</sup> ou 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 126<sup>8</sup> de la LSSSS :</b></p> <p>Joncas, Odette   Spécialiste de la coordination des soins des épisodes, Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ)</p> |                              |
| <p><b>2<sup>0</sup> deux personnes désignées par et parmi les gestionnaires des soins infirmiers des établissements de la région et visés à l'article 206 de la LSSSS :</b></p> <p>Gaudreault, Agnès   Responsable des soins infirmiers, Centre de santé et de services sociaux de Québec-Sud - CLSC-CHSLD Basse-Ville - Limoilou - Vanier</p> <p>Vacant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                              |
| <p><b>3<sup>0</sup> une personne désignée par et parmi les représentants des collèges d'enseignement général et professionnel :</b></p> <p>Croteau, Michèle   Professeure, Collège François-Xavier Garneau</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                              |
| <p><b>4<sup>0</sup> une personne désignée par la doyenne ou la directrice du programme universitaire de sciences infirmières, le cas échéant :</b></p> <p>Morin, Diane   Professeure agrégée, Faculté des sciences infirmières, Université Laval</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                              |
| <p><b>5<sup>0</sup> une personne désignée par et parmi les membres des comités d'infirmières et infirmiers auxiliaires des conseils des infirmières et infirmiers des établissements de la région :</b></p> <p>Labrecque, Mariette   Infirmière auxiliaire, Centre de santé et de services sociaux de Québec-Sud - Hôpital Général de Québec</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                              |
| <p><b>6<sup>0</sup> une personne désignée par les membres visés aux paragraphes 1<sup>0</sup> à 5<sup>0</sup>, reconnue pour son expertise de pointe comme une infirmière ou un infirmier praticien :</b></p> <p>Buteau, Rose-Anne   Infirmière spécialiste de l'exercice infirmier pour la clientèle de gériatrie, santé mentale et toxicomanie, Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                              |
| <p><b>7<sup>0</sup> le président-directeur général de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale ou l'infirmière ou infirmier qu'il désigne à cette fin :</b></p> <p>Fontaine, Michel   Président-directeur général, Agence de santé et de services sociaux de la Capitale nationale</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                              |
| <p><b>8<sup>0</sup> quatre personnes-ressources à titre d'observateurs :</b></p> <p>Bergeron, Louise   Chef de l'administration de programmes soutien à domicile, Centre de santé et de services sociaux de Portneuf</p> <p>Harvey, Colombe   Présidente, Ordre des infirmières et infirmiers de Québec</p> <p>Robitaille, Danielle   Infirmière clinicienne, Centre hospitalier affilié universitaire de Québec (CHA) - Hôpital du Saint-Sacrement</p> <p>Thibault, Isabelle   Infirmière, Centre de santé et de services sociaux de Québec-Sud - CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                              |

<sup>1</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un CHSLD et un CH de moins de 50 lits.

<sup>2</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un CLSC et un CH de moins de 50 lits ou un centre de santé.

<sup>3</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un CR pour les personnes présentant une déficience intellectuelle.

<sup>4</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un CR pour les personnes ayant une déficience physique.

<sup>5</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un CR pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes.

<sup>6</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse – CR pour les jeunes en difficulté d'adaptation ou pour les mères en difficulté d'adaptation.

<sup>7</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un CHSGS de plus de 50 lits ou un CH de soins psychiatriques.

<sup>8</sup> Type de conseil d'administration d'un établissement exploitant un CHSGS désigné universitaire, institut universitaire ou centre affilié universitaire.

<sup>9</sup> Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2).

**ANNEXE 5**  
**LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION MULTIDISCIPLINAIRE RÉGIONALE DE QUÉBEC**

Présidente : Thérèse Viel

| TITULAIRE           | DÉSIGNATION                                     | ÉTABLISSEMENT                                                 |
|---------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Battisti, Livia     | Inhalothérapeute                                | Centre hospitalier universitaire de Québec                    |
| Beaudoin, André     | Professeur / École de service social            | Université Laval                                              |
| Bégin, Gilles       | Psycho-éducateur                                | Centre jeunesse de Québec                                     |
| Fontaine, Michel    | Président-directeur général                     | Agence                                                        |
| Jutras, Alain       | Chef de service de réadaptation                 | Centre hospitalier <i>affilié</i> universitaire de Québec     |
| Labonté, Claire     | Psychothérapeute                                | CSSS de Portneuf                                              |
| Lortie, Chantale    | Travailleuse sociale                            | CSSS de Québec-Nord                                           |
| Normand, Suzanne    | Éducatrice spécialisée                          | Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec |
| Morin, Sylvie       | Physiothérapeute                                | Centre hospitalier Robert-Giffard                             |
| Provencher, Monique | Adjointe au directeur des études                | CEGEP de Sainte-Foy                                           |
| Vézina, Jacques     | Éducateur spécialisé                            | Institut de réadaptation en déficience physique de Québec     |
| Piette, Vincent     | Enseignant associé au programme de réadaptation | Université Laval                                              |
| Viel, Thérèse       | Coordonnatrice                                  | CSSS de Québec-Sud                                            |
| <b>Observateur</b>  |                                                 |                                                               |
| Seaborn, Jean       | Travailleur social                              | Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve                       |

Participent également aux travaux de la Commission multidisciplinaire régionale de Québec, MM. Daniel La Roche et Denys Bernier de l'Agence.

**ANNEXE 6****LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ RÉGIONAL POUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX EN LANGUE ANGLAISE DE QUÉBEC**

Président : Richard Walling

Six personnes nommées après consultation des établissements ou des centres identifiés au programme d'accès aux services en langue anglaise de la région de Québec

| NOMS                                                                                                                                                                                                                   | OCCUPATION ET EMPLOYEUR                                                        | CENTRE OU ÉTABLISSEMENT                                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|
| ➤ Un membre issu du CLSC fiduciaire des services régionaux en langue anglaise                                                                                                                                          |                                                                                |                                                           |
| Garon, Gaétan                                                                                                                                                                                                          | Directeur général<br>CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières                       | CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières                       |
| ➤ Un membre issu des CLSC identifiés au programme d'accès aux services en langue anglaise                                                                                                                              |                                                                                |                                                           |
| Vacant                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                |                                                           |
| ➤ Un membre issu des centres hospitaliers et des centres d'hébergement de soins de longue durée offrant des services de santé physique de courte durée identifiés au programme d'accès aux services en langue anglaise |                                                                                |                                                           |
| King, Joanne                                                                                                                                                                                                           | Directrice générale par intérim<br>Hôpital Jeffery Hale                        | Hôpital Jeffery Hale                                      |
| ➤ Un membre issu du centre d'hébergement de soins de longue durée désigné en vertu de l'article 508 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux                                                        |                                                                                |                                                           |
| Hanrahan, Louis                                                                                                                                                                                                        | Directeur général<br>Saint Brigid's Home inc.                                  | Saint Brigid's Home inc.                                  |
| ➤ Un membre issu des centres de réadaptation identifiés au programme                                                                                                                                                   |                                                                                |                                                           |
| Brousseau, Richard                                                                                                                                                                                                     | Directeur général<br>Institut de réadaptation en déficience physique de Québec | Institut de réadaptation en déficience physique de Québec |
| ➤ Un membre issu du regroupement du Centre de protection de l'enfance et de jeunesse et des centres de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation identifiés au programme                                 |                                                                                |                                                           |
| Pelletier, Lyne                                                                                                                                                                                                        | Adjointe au directeur général<br>Centre jeunesse de Québec                     | Centre jeunesse de Québec                                 |

Une personne nommée parmi les usagers des services en langue anglaise

|                          |           |                          |
|--------------------------|-----------|--------------------------|
| Edwards-Grogan, Gertrude | Retraitée | Saint Brigid's Home inc. |
|--------------------------|-----------|--------------------------|

Deux personnes nommées parmi les organismes et les associations de la région, issus de la communauté d'expression anglaise, intéressées par les questions de services de santé et des services sociaux et identifiées comme telles par l'Agence

|                  |                                                |                                                    |
|------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Walling, Helen   | Directrice générale<br>Voice of English Quebec | Voice of English Quebec                            |
| Walling, Richard | Directeur général<br>Holland Center            | Corporation de développement de ressources Holland |

Une personne nommée parmi les professionnels engagés dans la prestation des services à la communauté d'expression anglaise

|               |                                        |                                                    |
|---------------|----------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Kameen, Diane | Agente d'information<br>Holland Center | Corporation de développement de ressources Holland |
|---------------|----------------------------------------|----------------------------------------------------|

Deux personnes nommées parmi les institutions et les groupes socioéconomiques issus de la communauté d'expression anglaise, intéressées aux questions de services de santé et de services sociaux et identifiées comme telles par l'Agence

|                 |                                                                      |                             |
|-----------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Hogue, Adrienne | Conseillère<br>Champlain Regional College                            | Cégep Champlain St-Lawrence |
| Labbé, Diane    | Coordonnatrice des services éducatifs<br>Central Quebec School Board | Central Quebec School Board |

## ANNEXE 7

### LISTE DES GROUPES DE MÉDECINE DE FAMILLE

|                                                                               |                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| ➤ GMF Berger                                                                  | ➤ GMF du Centre médical Beauport |
| ➤ GMF Cap-Rouge                                                               | ➤ GMF Duchatel                   |
| ➤ GMF Charlevoix-Est                                                          | ➤ GMF Loretteville-Neufchâtel    |
| ➤ GMF de l'Unité de médecine familiale de l'Enfant-Jésus                      | ➤ GMF Pierre-Bertrand            |
| ➤ GMF de l'Unité de médecine familiale du CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières | ➤ GMF Saint-Louis                |
| ➤ GMF du Carrefour                                                            | ➤ GMF Saint-Vallier              |
| ➤ GMF du Centre de santé Orléans                                              |                                  |

## ANNEXE 8

### SERVICES INFO-SANTÉ CLSC - NOMBRE D'APPELS TRAITÉS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

| LIGNES                                                      | 2003-2004              | 2004-2005                           |
|-------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| Appels Info-Santé                                           | 157 602                | 148 140                             |
| Périnatalité                                                | 3 164                  | Maintenant inclus dans Info-Santé   |
| Santé publique                                              | 311                    | 294                                 |
| Malentendants                                               | 5                      | 3                                   |
| Abus, violence, négligence aux personnes âgées <sup>1</sup> |                        | 5                                   |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                           | <b>161 082</b>         | <b>148 442</b>                      |
| Soutien à domicile                                          | 4 065 (2 008 clients)  | 5 125 (2 424 clients) <sup>2</sup>  |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>165 147</b>         | <b>153 567</b>                      |
| Télesurveillance                                            | 48 820 (1 207 clients) | 46 277 (1 267 clients) <sup>2</sup> |
| RSIPAPA                                                     | 681 (809 clients)      | 871 (884 clients) <sup>2</sup>      |
| PACTE (mettre la signification dans le lexique)             | 264 (648 clients)      | 66 (164 clients) <sup>2,3</sup>     |
| <b>SOUS-TOTAL (lignes dédiées)</b>                          | <b>49 765</b>          | <b>47 214</b>                       |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>214 912</b>         | <b>200 781</b>                      |

1. En collaboration avec les policiers

2. Il s'agit du nombre de clients inscrits au 31 mars et non du nombre total de clients répondus pendant l'année.

3. Tous les clients sont du territoire Orléans qui est dans un processus de fermeture de tous ces dossiers. Au besoin, les clients sont réinscrits dans un autre programme existant (24/7, RSIPAPA ou Télesurveillance).

## ANNEXE 9

### LISTE DES SERVICES DE PREMIERS RÉPONDANTS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE

| Municipalité                           | Date de la mise en service | Organisme                    | Date de la mise en service |
|----------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------|
| Neuville                               | 2001                       | Assemblée nationale          | 2001                       |
| Pont-Rouge                             | 2000                       | Base militaire de Valcartier | 1999                       |
| Shannon                                | 1998                       | Centre des congrès de Québec | 1999                       |
| Saint-Gabriel-de-Valcartier            | 2000                       | Édifice Marie-Guyart         | 1999                       |
| Saint-Ubalde                           | 2000                       | Lauralco                     | 1997                       |
| Sainte-Brigitte-de-Laval               | 2004                       |                              |                            |
| Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | 2005                       |                              |                            |

## ANNEXE 10

### PRIX D'EXCELLENCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX - ÉDITION 2004

Madame Élisabeth Laliberté, directrice générale de Viol-Secours, s'est méritée le prix « *Reconnaissance de carrière* » lors de la remise des Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux.

**ANNEXE 11**  
**TRANSPORTS AMBULANCIERS EFFECTUÉS DANS LA RÉGION 03**

| Numéro de la zone | Nom de la zone             | Entreprise ambulancière                            | Nombre de Transports 2002-2003 | Nombre de transports 2003-2004 | Nombre de transports 2004-2005 |
|-------------------|----------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 301               | CHARLEVOIX                 | CTAQ                                               | 196                            | 220                            | 176                            |
| 302               | Saint-Siméon               |                                                    | 1 074                          | 1 115                          | 1 044                          |
| 303               | La Malbaie                 |                                                    | 879                            | 993                            | 1 047                          |
| 343               | Baie-Saint-Paul            |                                                    | 96                             | 93                             | 119                            |
|                   | Ile-aux-Coudres            |                                                    |                                |                                |                                |
| <b>Sous-total</b> |                            |                                                    | <b>2 245</b>                   | <b>2 421</b>                   | <b>2 386</b>                   |
| 304               | SAINT-ANNE-DE-BEAUPRÉ      | Ambulance Côte-de-Beaupré                          | 1 602                          | 1 852                          | 1 712                          |
| 305               | QUÉBEC MÉTROPOLITAIN       | CTAQ                                               |                                |                                |                                |
|                   | Beauport                   | Ambulances Inter-Cité                              | 4 315                          | 4 930                          | 4 814                          |
| 306               | Notre-Dame des Laurentides | Ambulances Nord-Sud                                | 4 791                          | 5 051                          | 4 983                          |
| 307               | Québec                     |                                                    | 16 209                         | 17 091                         | 17 747                         |
| 308               | Sainte-Foy                 |                                                    | 6 613                          | 7 330                          | 7 624                          |
| 309               | Loretteville               |                                                    | 2 054                          | 2 117                          | 1 995                          |
| <b>Sous-total</b> |                            |                                                    | <b>33 982</b>                  | <b>36 519</b>                  | <b>37 163</b>                  |
| 310               | SAINT-RAYMOND              | Ambulances Portneuf                                | 1 272                          | 1 690                          | 1 373                          |
| 311               | SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES   | Ambulances Guy Denis & Fils<br>Les ambulances Paré | 1 338                          | 1 446                          | 1 145                          |
| 312               | DONNACONA                  | Ambulance Benoît                                   | 1 561                          | 1 741                          | 1 519                          |
| 342               | PARC DES LAURENTIDES       | CTAQ                                               | 76                             | 49                             | 74                             |
| 346               | SAINTE-CATHERINE           | Ambulance Sainte-Catherine                         | 263                            | 293                            | 308                            |
| <b>TOTAL</b>      |                            |                                                    | <b>42 339</b>                  | <b>46 011</b>                  | <b>45 680</b>                  |

Source : SISPUQ

**ANNEXE 12**  
**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES**

**Financement de base**

| Numéro<br>du<br>dossier | NOM DE L'ORGANISME | Subvention<br>accordée<br>2004-2005 | Subvention<br>accordée<br>2003-2004 |
|-------------------------|--------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
|-------------------------|--------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|

**Aide et entraide**

|          |                                                                                                  |            |            |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| 03-00243 | ADAPTAVIE INC.                                                                                   | 58 204 \$  | 52 173 \$  |
| 03-06159 | AIDONS-LAIT                                                                                      | 3 864 \$   |            |
| 03-02385 | ALLAITEMENT QUÉBEC                                                                               | 41 712 \$  | 41 096 \$  |
| 03-05855 | ASSOCIATION BENEVOLE COTE DE BEAUPRE                                                             | 54 818 \$  | 45 869 \$  |
| 03-00637 | ASSOCIATION BENEVOLE DE CHARLEVOIX                                                               | 76 598 \$  | 69 422 \$  |
| 03-05854 | ASSOCIATION BENEVOLE DE L'ILE D'ORLEANS (L')                                                     | 21 315 \$  | 20 228 \$  |
| 03-06167 | ASSOCIATION DE FIBROMYALGIE REGION DE QUEBEC                                                     | 3 864 \$   |            |
| 03-01233 | ASSOCIATION DES GRANDS BRULES F.L.A.M. (L')                                                      | 56 803 \$  | 55 964 \$  |
| 03-06277 | ASSOCIATION DES HANDICAPÉS RESPIRATOIRES DE QUÉBEC (1984)                                        | 9 954 \$   | 6 000 \$   |
| 03-06116 | ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES APPARTEMENTS ST-PIE X (1992) INC.                                 | 3 864 \$   |            |
| 03-06270 | ASSOCIATION DES PERSONNES UTILISATRICES DE SERVICES DE SANTÉ MENTALE DE LA RÉGION DE QUÉBEC (03) | 75 000 \$  |            |
| 03-06039 | ASSOCIATION DES STOMISÉS                                                                         | 3 864 \$   |            |
| 03-02929 | ASSOCIATION DES T.C.C. DES DEUX RIVES (QUEBEC-CHAUDIERE-APPALACHES) (L')                         | 29 101 \$  | 26 086 \$  |
| 03-06232 | AU CARREFOUR ETUDIANTS                                                                           | 0 \$       | 25 097 \$  |
| 03-05117 | BENEVOLAT MICHEL SARRAZIN                                                                        | 57 535 \$  | 52 173 \$  |
| 03-05191 | BENEVOLAT ST-SACREMENT INC.                                                                      | 53 681 \$  | 52 173 \$  |
| 03-06062 | BOUSSOLE (LA), REGROUPEMENT DES PARENTS ET AMIS DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE       | 246 546 \$ | 236 334 \$ |
| 03-06013 | BUTINEUSE DE VANIER (LA)                                                                         | 42 812 \$  | 41 026 \$  |
| 03-06129 | C.E.R.F. VOLANT DE PORTNEUF INC.                                                                 | 0 \$       | 64 559 \$  |
| 03-05136 | CARREFOUR DE L'AMITIE CHARLESBOURG                                                               | 57 535 \$  | 52 173 \$  |
| 03-00721 | CARREFOUR F.M. PORTNEUF                                                                          | 0 \$       | 39 337 \$  |
| 03-01478 | CARREFOUR FAMILLES MONOPARENTALES, CHARLESBOURG                                                  | 0 \$       | 49 030 \$  |
| 03-01080 | CENTRE BONNE ENTENTE                                                                             | 56 211 \$  | 52 173 \$  |
| 03-00205 | CENTRE COMMUNAUTAIRE PRO-SANTE INC.                                                              | 64 732 \$  | 59 832 \$  |
| 03-06267 | CENTRE D'AIDE AUX JOUEURS COMPULSIFS                                                             | 3 880 \$   |            |
| 03-02811 | CENTRE D'AIDE ET D'ACTION BÉNÉVOLE DE CHARLESBOURG                                               | 41 923 \$  | 30 295 \$  |
| 03-00030 | CENTRE DE PARRAINAGE CIVIQUE DE QUEBEC INC. (LE)                                                 | 89 929 \$  | 88 600 \$  |
| 03-06076 | CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE C.P.S.                                                           | 505 205 \$ | 497 739 \$ |
| 03-06079 | CENTRE D'ENTRAIDE DE TROUBLE AFFECTIF BIPOLAIRE DE QUEBEC INC.                                   | 108 766 \$ | 107 159 \$ |
| 03-06234 | CENTRE D'ENTRAIDE EMOTIONS                                                                       | 41 924 \$  | 41 304 \$  |
| 03-06031 | CENTRE RESSOURCES JARDIN DE FAMILLE                                                              | 0 \$       | 67 567 \$  |
| 03-01896 | CENTRESPOIR-CHARLESBOURG INC. (LE)                                                               | 67 464 \$  | 65 991 \$  |
| 03-06006 | CERCLE POLAIRE                                                                                   | 101 775 \$ | 93 702 \$  |
| 03-00575 | CHANTELAIT                                                                                       | 23 801 \$  | 23 449 \$  |
| 03-01785 | CLUB BON COEUR DES CARDIAQUES DE CHARLEVOIX INC.                                                 | 43 868 \$  | 40 844 \$  |
| 03-06227 | CLUB CARDIO-SANTE DE CHARLEVOIX-EST INC. (LE)                                                    | 41 129 \$  | 37 725 \$  |
| 03-00497 | COLLECTIF D'ACCOMPAGNEMENT A L'ACCOUCHEMENT "LES ACCOMPAGNANTES" (LE)                            | 82 064 \$  | 80 851 \$  |
| 03-05138 | COMITE DE LA POPOTE DE CLERMONT                                                                  | 5 381 \$   | 5 301 \$   |

| Numéro<br>du<br>dossier         | NOM DE L'ORGANISME                                                                     | Subvention<br>accordée<br>2004-2005 | Subvention<br>accordée<br>2003-2004 |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Aide et entraide (suite)</b> |                                                                                        |                                     |                                     |
| 03-05562                        | COMITE DE VOLONTARIAT DE QUARTIER-LIMOILLOU SUD INC.                                   | 27 849 \$                           | 27 437 \$                           |
| 03-05121                        | COMITE NEUVILLE SE SOUVIENT                                                            | 12 913 \$                           | 12 722 \$                           |
| 03-06092                        | COMITE PREVENTION SUICIDE CHARLEVOIX                                                   | 94 944 \$                           | 93 541 \$                           |
| 03-06290                        | COMITE RÉGIONAL D'ÉDUCATION PUPULAIRE DE PORTNEUF                                      |                                     | 6 435 \$                            |
| 03-05113                        | COMITE VAS'Y DE SAINT-RAYMOND                                                          | 82 531 \$                           | 76 800 \$                           |
| 03-06094                        | COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC                                                             | 45 416 \$                           | 39 997 \$                           |
| 03-06165                        | COURTEPOINTE (LA)                                                                      | 28 267 \$                           | 22 435 \$                           |
| 03-06105                        | CROISSANCE-TRAVAIL                                                                     | 767 897 \$                          | 756 549 \$                          |
| 03-06194                        | ENTR'ACTES : L'INTÉGRATION PAR LES ARTS                                                | 59 344 \$                           | 52 173 \$                           |
| 03-00746                        | ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE LE HALO (L')                                                    | 88 897 \$                           | 78 259 \$                           |
| 03-05929                        | ENTRAIDE DES AINES DE SILLERY                                                          | 26 477 \$                           | 26 086 \$                           |
| 03-01925                        | ENTRAIDE JEUNESSE QUEBEC                                                               | 85 006 \$                           | 83 750 \$                           |
| 03-06066                        | ENTRAIDE LES SAULES INC. (L')                                                          | 25 375 \$                           | 19 179 \$                           |
| 03-01192                        | ENTRAIDE NATURO-LAIT                                                                   | 51 138 \$                           | 50 382 \$                           |
| 03-00984                        | ENTRAIDE-PARENTS (REGION 03) INC.                                                      | 0 \$                                | 75 570 \$                           |
| 03-01458                        | ÉPILEPSIE SECTION DE QUÉBEC                                                            | 23 130 \$                           | 21 314 \$                           |
| 03-05198                        | EQUIPE BENEVOLE DE L'INSTITUT (L')                                                     | 17 453 \$                           | 16 695 \$                           |
| 03-05193                        | FRATERNITE SAINTE-MARIE DE VILLE DE VANIER INC. (LA)                                   | 115 490 \$                          | 109 895 \$                          |
| 03-06186                        | G.R.I.S. - QUEBEC                                                                      | 37 941 \$                           | 35 435 \$                           |
| 03-01318                        | GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE QUEBEC INC. (LES)                                   | 41 109 \$                           | 40 501 \$                           |
| 03-05110                        | GROUPE D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE SAINTE-FOY                                             | 36 016 \$                           | 29 404 \$                           |
| 03-00091                        | GROUPE LES RELEVAILLES                                                                 | 114 257 \$                          | 112 568 \$                          |
| 03-01779                        | HANDI A                                                                                | 184 475 \$                          | 151 803 \$                          |
| 03-00300                        | L'AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE                                       | 524 198 \$                          | 477 068 \$                          |
| 03-06064                        | LE MIEUX-ETRE DES IMMIGRANTS                                                           | 3 880 \$                            |                                     |
| 03-06238                        | LE VERGER, CENTRE COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE                                       | 75 931 \$                           | 62 024 \$                           |
| 03-06112                        | LIBRE ESPACE ORLÉANS INC.                                                              | 76 098 \$                           | 73 126 \$                           |
| 03-06040                        | MAINS DE L'ESPOIR DE CHARLEVOIX INC.                                                   | 51 790 \$                           | 45 964 \$                           |
| 03-02632                        | MAISON DE LA FAMILLE D.A.C. (DROIT D'ACCES CHARLESBOURG)                               | 0 \$                                | 55 964 \$                           |
| 03-06045                        | MAISON DE LA FAMILLE DE CHARLEVOIX                                                     | 0 \$                                | 85 359 \$                           |
| 03-01874                        | MAISON DE LA FAMILLE DVS (LA)                                                          | 52 587 \$                           | 51 810 \$                           |
| 03-02228                        | MAISON DE LA FAMILLE LOUIS HEBERT                                                      | 0 \$                                | 44 686 \$                           |
| 03-02818                        | MAISON DE LA FAMILLE ST-AMBROISE                                                       | 0 \$                                | 31 182 \$                           |
| 03-01469                        | MAMIE-LAIT                                                                             | 24 974 \$                           | 24 605 \$                           |
| 03-06007                        | MAREE REGROUPEMENT DES PARENTS ET AMIS DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE (LA) | 125 993 \$                          | 117 563 \$                          |
| 03-01803                        | MOISSON QUEBEC INC.                                                                    | 40 116 \$                           | 33 925 \$                           |
| 03-00014                        | MOUVEMENT DES SERVICES A LA COMMUNAUTE DU CAP-ROUGE INC.                               | 51 475 \$                           | 48 478 \$                           |
| 03-06084                        | ORG. POUR LA SANTE MENTALE OEUVRANT...(O.S.M.O.S.E.)                                   | 76 468 \$                           | 42 406 \$                           |
| 03-03076                        | ORGANISATION COMMUNAUTAIRE D'ECOUTE ET D'AIDE NATURELLE (O.C.E.A.N.)                   | 116 133 \$                          | 114 417 \$                          |
| 03-06080                        | PASSAGE, CENTRE DE THERAPIE FAMILIALE EN TOXICOMANIE (LE)                              | 46 653 \$                           | 45 964 \$                           |
| 03-02798                        | PIGNON BLEU, LA MAISON POUR GRANDIR (LE)                                               | 0 \$                                | 69 422 \$                           |
| 03-05566                        | POPOTE DE CHARLESBOURG (LA)                                                            | 26 902 \$                           | 26 504 \$                           |
| 03-05124                        | POPOTE ET MULTI-SERVICES                                                               | 82 459 \$                           | 78 259 \$                           |
| 03-05624                        | POPOTE ROULANTE LAVAL INC.                                                             | 13 195 \$                           | 11 620 \$                           |
| 03-02704                        | PRESENCE-FAMILLE ST-AUGUSTIN                                                           | 24 674 \$                           | 24 309 \$                           |

| Numéro du dossier               | NOM DE L'ORGANISME                                                           | Subvention accordée 2004-2005 | Subvention accordée 2003-2004 |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>Aide et entraide (suite)</b> |                                                                              |                               |                               |
| 03-02350                        | REGROUPEMENT DES PERSONNES ATTEINTES DU VIH (SIDA) DE QUEBEC ET DE LA REGION | 78 356 \$                     | 75 827 \$                     |
| 03-06160                        | RUCHE VANIER INC. (LA)                                                       | 43 070 \$                     | 38 608 \$                     |
| 03-00212                        | S.O.S. GROSSESSE                                                             | 50 002 \$                     | 49 263 \$                     |
| 03-05115                        | SERVICE D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE RAYON DE SOLEIL                             | 55 457 \$                     | 52 173 \$                     |
| 03-06275                        | SERVICES POUR HOMMES IMPULSIFS ET COLERIQUES DE CHARLEVOIX                   | 80 130 \$                     | 39 537 \$                     |
| 03-06271                        | SOCIÉTÉ PARKINSON - RÉGION DE QUÉBEC                                         | 27 759 \$                     | 20 000 \$                     |
| 03-02376                        | SOURCES VIVES FAMILLES MONO-PARENTALES                                       | 0 \$                          | 31 481 \$                     |
| 03-01872                        | TEL-AIDE QUEBEC INC.                                                         | 99 820 \$                     | 98 345 \$                     |
|                                 | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                            | <b>6 179 621 \$</b>           | <b>6 309 092 \$</b>           |

#### **Sensibilisation, promotion et défense des droits**

|          |                                                                                                   |                     |                     |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| 03-06033 | ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTE MENTALE (REGION DE QUEBEC) INC.                              | 85 653 \$           | 84 387 \$           |
| 03-06155 | ASSOCIATION DES MALENTENDANTS QUEBECOIS INC.                                                      | 36 866 \$           | 33 079 \$           |
| 03-01059 | ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DE CHARLEVOIX INC.                                          | 36 004 \$           | 35 472 \$           |
| 03-06043 | ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DE PORTNEUF                                                 | 36 017 \$           | 35 485 \$           |
| 03-01352 | ASSOCIATION DES PERSONNES INTERESSEES A L'APHASIE (A.P.I.A.)                                      | 46 082 \$           | 45 401 \$           |
| 03-02575 | ASSOCIATION DU QUEBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLEMES AUDITIFS (A.Q.E.P.A.) QUÉBEC MÉTRO (03-12) INC. | 46 320 \$           | 45 158 \$           |
| 03-06044 | ASSOCIATION POUR L'INTEGRATION SOCIALE (REGION DE QUEBEC) (L')                                    | 19 465 \$           | 15 065 \$           |
| 03-06187 | ASSOCIATION QUEBECOISE POUR LES ENFANTS ATTEINTS D'AUDI-MUTITE, CHAPITRE DE QUEBEC INC.           | 54 614 \$           | 43 807 \$           |
| 03-02552 | ASSOCIATION QUEBECOISE POUR LES TROUBLES D'APPRENTISSAGE, SECTION QUEBEC (A.Q.E.T.A.)             | 78 592 \$           |                     |
| 03-01011 | AUTISME QUÉBEC                                                                                    | 97 669 \$           | 61 866 \$           |
| 03-06061 | AUTO-PSY (REGION DE QUEBEC)                                                                       | 56 036 \$           | 36 468 \$           |
| 03-02221 | CARREFOUR FAMILIAL DES PERSONNES HANDICAPÉES                                                      | 95 918 \$           | 91 615 \$           |
| 03-06229 | COMITE D'AIDE AUX FEMMES SOURDES DE QUEBEC                                                        | 94 879 \$           | 92 077 \$           |
| 03-02788 | ESPACE POUR LES DROITS DES ENFANTS DE LA REGION DE QUEBEC                                         | 158 801 \$          | 156 454 \$          |
| 03-02136 | REGROUPEMENT DES PERSONNES HANDICAPÉES VISUELLES (RÉG 03-12)                                      | 93 891 \$           | 71 447 \$           |
| 03-06152 | REGROUPEMENT POUR L'INTEGRATION SOCIALE DE CHARLEVOIX                                             | 38 081 \$           | 26 799 \$           |
| 03-02035 | SERVICE D'INFORMATION EN CONTRACEPTION ET SEXUALITE DE QUEBEC                                     | 77 645 \$           | 76 498 \$           |
| 03-02409 | VIOLENCE INFO                                                                                     | 125 807 \$          | 123 948 \$          |
|          | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                                                 | <b>1 278 340 \$</b> | <b>1 075 026 \$</b> |

#### **Hébergement communautaire**

|          |                                                       |                     |                     |
|----------|-------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| 03-06236 | GITE DU NOMADE                                        | 98 070 \$           | 92 056 \$           |
| 03-01344 | GITE JEUNESSE INC.                                    | 316 747 \$          | 287 410 \$          |
| 03-00045 | MAISON DES FEMMES DE QUEBEC (LA)                      | 432 902 \$          | 373 710 \$          |
| 03-02799 | MAISON DU COEUR POUR FEMMES                           | 410 788 \$          | 357 542 \$          |
| 03-00154 | MAISON HELENE LACROIX                                 | 438 073 \$          | 379 857 \$          |
| 03-00504 | MAISON KINSMEN-MARIE-ROLLET                           | 451 804 \$          | 395 129 \$          |
| 03-00715 | MAISON LA MONTEE (LA)                                 | 392 297 \$          | 351 748 \$          |
| 03-00812 | MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES                        | 409 317 \$          | 367 772 \$          |
| 03-00022 | MAISON RICHELIEU HÉBERGEMENT JEUNESSE SAINTE-FOY INC. | 300 225 \$          | 265 651 \$          |
| 03-02513 | MIREPI, MAISON D'HEBERGEMENT INC.                     | 405 728 \$          | 359 023 \$          |
|          | <b>SOUS-TOTAL</b>                                     | <b>3 655 951 \$</b> | <b>3 229 898 \$</b> |

| Numéro du dossier     | NOM DE L'ORGANISME                                                                            | Subvention accordée 2004-2005 | Subvention accordée 2003-2004 |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>Milieus de vie</b> |                                                                                               |                               |                               |
| 03-06141              | AMICALE ALFA DE QUEBEC                                                                        | 41 345 \$                     | 40 734 \$                     |
| 03-06030              | ARC-EN-CIEL, REGROUPEMENT DES PARENTS ET AMIS DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE (L') | 259 928 \$                    | 256 087 \$                    |
| 03-02561              | ARCHIPEL D'ENTRAIDE (L')                                                                      | 183 266 \$                    | 180 558 \$                    |
| 03-03010              | ASSOCIATION ALTI                                                                              | 60 974 \$                     | 57 075 \$                     |
| 03-01489              | ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DE CHARLESBOURG                                         | 54 591 \$                     | 52 173 \$                     |
| 03-01456              | AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE (QUEBEC) INC. (L')               | 101 140 \$                    | 99 645 \$                     |
| 03-06201              | CABANON MAISON DES JEUNES DE LAC-BEAUPORT (LE)                                                | 50 198 \$                     | 49 456 \$                     |
| 03-06065              | CAFE-RENCONTRE DU CENTRE-VILLE (QUÉBEC) INC.                                                  | 52 884 \$                     | 52 102 \$                     |
| 03-06196              | CENTRE CASA (1997)                                                                            | 130 607 \$                    | 107 987 \$                    |
| 03-00138              | CENTRE COMMUNAUTAIRE L'AMITIE INC. (LE)                                                       | 156 235 \$                    | 153 926 \$                    |
| 03-06073              | CENTRE DE CROISSANCE RENAISSANCE INC.                                                         | 264 597 \$                    | 239 997 \$                    |
| 03-06075              | CENTRE DE JOUR FEU VERT INC.                                                                  | 192 500 \$                    | 189 655 \$                    |
| 03-06096              | CENTRE DE JOUR L'ENVOL INC.                                                                   | 76 098 \$                     | 73 126 \$                     |
| 03-01671              | CENTRE DES FEMMES DE CHARLEVOIX                                                               | 125 791 \$                    | 115 790 \$                    |
| 03-00609              | CENTRE DES FEMMES DE LA BASSE-VILLE (LE)                                                      | 125 781 \$                    | 115 132 \$                    |
| 03-01621              | CENTRE FEMMES AUX 3 A DE QUEBEC INC.                                                          | 116 639 \$                    | 105 648 \$                    |
| 03-02041              | CENTRE FEMMES D'AUJOURD'HUI                                                                   | 125 764 \$                    | 114 023 \$                    |
| 03-00144              | CENTRE INTERNATIONAL DES FEMMES, QUEBEC                                                       | 121 669 \$                    | 107 698 \$                    |
| 03-01897              | CENTRE MULTIETHNIQUE DE QUEBEC INC.                                                           | 3 865 \$                      | 0 \$                          |
| 03-03057              | CENTRE RESIDENTIEL ET COMMUNAUTAIRE JACQUES CARTIER (LE)                                      | 102 125 \$                    | 100 616 \$                    |
| 03-06256              | CENTRE RESSOURCES POUR FEMMES DE BEAUPORT (CRFB)                                              | 75 848 \$                     | 52 961 \$                     |
| 03-06085              | CENTRE SOCIAL DE LA CROIX BLANCHE (REGION DE QUEBEC)                                          | 174 700 \$                    | 172 118 \$                    |
| 03-02055              | CENTRE-FEMMES AUX PLURIELLES                                                                  | 131 389 \$                    | 121 091 \$                    |
| 03-06240              | CITADELLE DES JEUNES (LA)                                                                     | 3 865 \$                      |                               |
| 03-00297              | CORPORATION D'ANIMATION L'OUVRE-BOITE DU QUARTIER                                             | 186 021 \$                    | 183 272 \$                    |
| 03-06117              | CORPORATION JEUNESSE L'EVASION L'ORMIERE                                                      | 47 431 \$                     | 45 051 \$                     |
| 03-06137              | DEMI-LUNE                                                                                     | 94 154 \$                     | 18 000 \$                     |
| 03-05189              | ENTRAIDE DU FAUBOURG INC.                                                                     | 103 346 \$                    | 97 680 \$                     |
| 03-06228              | EVASION ST-PIE X (L')                                                                         | 126 086 \$                    | 124 223 \$                    |
| 03-06109              | EVEIL CHARLEVOISIEN (L')                                                                      | 312 066 \$                    | 307 454 \$                    |
| 03-00852              | FORUM-JEUNESSE CHARLEVOIX-OUEST                                                               | 75 251 \$                     | 74 139 \$                     |
| 03-01883              | G.A.P.I. GROUPE D'AIDE AUX PERSONNES IMPULSIVES (AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS)            | 212 734 \$                    | 150 477 \$                    |
| 03-01115              | GROUPE ACTION-JEUNESSE DE CHARLEVOIX                                                          | 121 883 \$                    | 120 082 \$                    |
| 03-02797              | MAISON AU SEUIL DE L'HARMONIE                                                                 | 111 198 \$                    | 88 865 \$                     |
| 03-03154              | MAISON D'AIDE VILLA ST-LEONARD                                                                | 133 124 \$                    | 110 467 \$                    |
| 03-00502              | MAISON DE JOB                                                                                 | 170 744 \$                    | 147 531 \$                    |
| 03-00658              | MAISON DE LA FAMILLE DE QUEBEC (LA)                                                           | 0 \$                          | 73 471 \$                     |
| 03-02972              | MAISON DE LAUBERIVIERE, AIDE AUX ADULTES EN DIFFICULTE                                        | 208 435 \$                    | 184 665 \$                    |
| 03-06213              | MAISON DE TRANSITION L'ECLAIRCIE                                                              | 113 791 \$                    | 112 109 \$                    |
| 03-00982              | MAISON D'ENTRAIDE L'ARC-EN-CIEL INC.                                                          | 137 645 \$                    | 114 921 \$                    |
| 03-03203              | MAISON D'ENTRAIDE POUR TOXICOMANES LE RUCHER                                                  | 198 332 \$                    | 174 711 \$                    |
| 03-00318              | MAISON DES JEUNES "LA MARGINALE" INC. (LA)                                                    | 98 928 \$                     | 97 466 \$                     |
| 03-06127              | MAISON DES JEUNES DE BOISCHATEL (LA)                                                          | 68 337 \$                     | 67 327 \$                     |
| 03-01129              | MAISON DES JEUNES DE CAP-ROUGE INC. (LA)                                                      | 99 723 \$                     | 98 249 \$                     |
| 03-06128              | MAISON DES JEUNES DE DUBERGER                                                                 | 47 526 \$                     | 45 151 \$                     |

| Numéro<br>du<br>dossier       | NOM DE L'ORGANISME                                                                                | Subvention<br>accordée<br>2004-2005 | Subvention<br>accordée<br>2003-2004 |
|-------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Milieus de vie (suite)</b> |                                                                                                   |                                     |                                     |
| 03-00704                      | MAISON DES JEUNES DE L'ANCIENNE-LORETTE INC. (LA)                                                 | 75 343 \$                           | 74 230 \$                           |
| 03-02381                      | MAISON DES JEUNES DE LES SAULES                                                                   | 73 065 \$                           | 71 985 \$                           |
| 03-06189                      | MAISON DES JEUNES DE L'ILE D'ORLEANS (LA)                                                         | 77 372 \$                           | 76 229 \$                           |
| 03-06247                      | MAISON DES JEUNES DE NEUVILLE                                                                     | 3 880 \$                            |                                     |
| 03-06259                      | MAISON DES JEUNES DE NOTRE-DAME-DES-MONTS (LA)                                                    | 16 060 \$                           | 12 000 \$                           |
| 03-03222                      | MAISON DES JEUNES DE PONT-ROUGE 125 INC. (LA)                                                     | 48 073 \$                           | 45 723 \$                           |
| 03-03215                      | MAISON DES JEUNES DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMARES INC. (LA)                                         | 74 175 \$                           | 73 079 \$                           |
| 03-00811                      | MAISON DES JEUNES DE SILLERY INC. (LA)                                                            | 68 840 \$                           | 67 823 \$                           |
| 03-02426                      | MAISON DES JEUNES DE ST-ANDRE DE NEUFCHATEL (LA)                                                  | 47 805 \$                           | 45 687 \$                           |
| 03-06126                      | MAISON DES JEUNES DE STE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER                                          | 47 526 \$                           | 45 151 \$                           |
| 03-06224                      | MAISON DES JEUNES DE ST-EMILE                                                                     | 9 970 \$                            | 6 000 \$                            |
| 03-06191                      | MAISON DES JEUNES DE ST-FERREOL-LES-NEIGES                                                        | 43 301 \$                           | 41 608 \$                           |
| 03-06208                      | MAISON DES JEUNES DE ST-RAYMOND INC. (LA)                                                         | 34 768 \$                           | 34 254 \$                           |
| 03-02416                      | MAISON DES JEUNES DE WENDAKE INC. (LA)                                                            | 46 593 \$                           | 45 331 \$                           |
| 03-00768                      | MAISON DES JEUNES DECENTRALISEE DE BEAUPORT                                                       | 96 669 \$                           | 95 240 \$                           |
| 03-02102                      | MAISON DES JEUNES DECENTRALISEE DE BEAUPORT - SECTEUR EST                                         | 121 883 \$                          | 130 322 \$                          |
| 03-00767                      | MAISON DES JEUNES DU LAC SAINT-CHARLES INC.                                                       | 74 949 \$                           | 73 841 \$                           |
| 03-00128                      | MAISON DES JEUNES DU QUARTIER ST-JEAN-BAPTISTE (LA)                                               | 121 895 \$                          | 120 094 \$                          |
| 03-00299                      | MAISON DES JEUNES LA PARENTHÈSE (LA)                                                              | 97 821 \$                           | 96 375 \$                           |
| 03-06223                      | MAISON DES JEUNES L'ATOME                                                                         | 25 626 \$                           | 22 435 \$                           |
| 03-00464                      | MAISON DES JEUNES L'ENVOL DE SAINTE-FOY INC.                                                      | 99 723 \$                           | 98 249 \$                           |
| 03-01999                      | MAISON DES JEUNES L'ESCAPADE DE VAL-BÉLAIR                                                        | 74 949 \$                           | 73 841 \$                           |
| 03-00301                      | MAISON DES JEUNES L'EXODE DE LIMOILLOU (LA)                                                       | 99 723 \$                           | 98 249 \$                           |
| 03-02262                      | MAISON DES JEUNES L'INTEGRALE INC. (LA)                                                           | 150 231 \$                          | 148 011 \$                          |
| 03-00707                      | MAISON LA LICORNE INC.                                                                            | 0 \$                                | 21 105 \$                           |
| 03-00229                      | MAISON L'ESPERANCE INC.                                                                           | 86 176 \$                           | 64 213 \$                           |
| 03-01804                      | MAISON MARIE FREDERIC                                                                             | 257 144 \$                          | 232 654 \$                          |
| 03-02377                      | MAISON OUVERTE INC. (LA)                                                                          | 0 \$                                | 50 682 \$                           |
| 03-06070                      | MÈRES ET MONDE - CENTRE DE RESSOURCES POUR JEUNES MÈRES                                           | 3 880 \$                            |                                     |
| 03-01594                      | MOUVEMENT D'INFORMATION ET D'ENTRAIDE DANS LA LUTTE CONTRE<br>LE S.I.D.A. (MIELS-QUEBEC) A QUEBEC | 418 219 \$                          | 412 038 \$                          |
| 03-02834                      | OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC. (LES)                                                          | 138 585 \$                          | 136 537 \$                          |
| 03-06139                      | ORGANISATION QUEBECOISE DES PERSONNES ATTEINTES DU CANCER<br>(1984) INC.                          | 67 267 \$                           | 58 734 \$                           |
| 03-01365                      | PARENT UNIQUE DE LIMOILLOU                                                                        | 0 \$                                | 45 353 \$                           |
| 03-06144                      | PAVOIS (LE) - PROGRAMME D'ACTIVITES VALORISANTES OFFRANT<br>INTERACTION ET SOUTIEN                | 693 208 \$                          | 682 964 \$                          |
| 03-00671                      | PROJET-INTERVENTION-PROSTITUTION QUEBEC INC.                                                      | 152 951 \$                          | 150 691 \$                          |
| 03-03068                      | REGROUPEMENT ACTION PREVENTION JEUNESSE DES LAURENTIDES<br>(RAP JEUNESSE)                         | 73 131 \$                           | 72 050 \$                           |
| 03-00210                      | RELAIS D'ESPERANCE                                                                                | 31 305 \$                           | 25 435 \$                           |
| 03-06158                      | RELAIS LA CHAUMINE INC.                                                                           | 224 959 \$                          | 221 634 \$                          |
| 03-06161                      | RESIDENCE LE PORTAIL                                                                              | 214 298 \$                          | 190 441 \$                          |
| 03-02418                      | RESSOURCES GENESIS CHARLEVOIX INC.                                                                | 54 062 \$                           | 53 263 \$                           |
| 03-05187                      | SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.                                                                   | 143 958 \$                          | 138 250 \$                          |
| 03-06169                      | SERVICE D'ENTRAIDE L'ESPOIR (QUEBEC)                                                              | 76 008 \$                           | 67 200 \$                           |

| Numéro du dossier             | NOM DE L'ORGANISME                                                | Subvention accordée 2004-2005 | Subvention accordée 2003-2004 |
|-------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>Milieus de vie (suite)</b> |                                                                   |                               |                               |
| 03-06093                      | SOLIDARITE FAMILLES DUBERGER-LES SAULES                           | 3 864 \$                      |                               |
| 03-06068                      | TRAME D'ACTIONS ET D'INITIATIVES CONCERTÉES (T.R.A.I.C.) JEUNESSE | 116 502 \$                    | 114 780 \$                    |
| 03-06004                      | TRIP JEUNESSE BEAUPORT                                            | 47 692 \$                     | 45 964 \$                     |
| 03-01536                      | UNITE DOMREMY DE CLERMONT INC.                                    | 34 059 \$                     | 33 556 \$                     |
| 03-00140                      | VIOL-SECOURS                                                      | 223 086 \$                    | 219 789 \$                    |
| 03-00016                      | VISION D'ESPOIR DE SOBRIETE                                       | 70 463 \$                     | 69 422 \$                     |
|                               | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                 | <b>10 159 611 \$</b>          | <b>9 695 421 \$</b>           |

#### Financement par objectifs

|          |                                                                                           |              |              |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| 03-05111 | ACTION BENEVOLE DE ST-BASILE INC.                                                         | 3 721 \$     | 3 666 \$     |
| 03-02022 | AIDE A LA COMMUNAUTE ET SERVICES A DOMICILE                                               | 24 127 \$    | 23 770 \$    |
| 03-06019 | ARCHE L'ETOILE INC. (L')                                                                  | 334 389 \$   | 329 447 \$   |
| 03-02561 | ARCHIPEL D'ENTRAIDE (L')                                                                  | 65 531 \$    | 64 563 \$    |
| 03-06289 | ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES DE QUEBEC INC.                                            | 6 090 \$     | 6 000 \$     |
| 03-06288 | ASSOCIATION DES SOURDS DE QUÉBEC INC.                                                     | 9 939 \$     | 9 792 \$     |
| 03-06193 | ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES DROITS SOCIAUX QUEBEC METROPOLITAIN (ADDSQM)              | 5 876 \$     | 5 789 \$     |
| 03-00146 | ASSOCIATION Y.W.C.A. DE QUEBEC                                                            | 134 212 \$   | 123 239 \$   |
| 03-06281 | ATELIER DE LA MEZZANINE                                                                   | 129 126 \$   | 127 218 \$   |
| 03-01011 | AUTISME QUÉBEC                                                                            | 150 589 \$   | 95 387 \$    |
| 03-06287 | CALACS DE CHARLEVOIX                                                                      | 120 071 \$   | 98 592 \$    |
| 03-01904 | CENTRE AUBERGE DES AINES DE ST-EMILE                                                      | 6 134 \$     | 6 043 \$     |
| 03-00038 | CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE QUEBEC INC.                                                   | 51 003 \$    | 201 929 \$   |
| 03-06305 | CENTRE D'ASSISTANCE ET D'ACCOMPAGNEMENT AUX PLAINTES, RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE     | 158 035 \$   |              |
| 03-06072 | CENTRE DE CRISE DE QUEBEC                                                                 | 2 047 241 \$ | 2 016 986 \$ |
| 03-06140 | CENTRE DE JOUR LE SOLEIL BRILLANT INC.                                                    | 10 183 \$    | 10 033 \$    |
| 03-06211 | CENTRE JEAN LAPOINTE POUR ADOLESCENT(E)S (QUEBEC)                                         | 354 486 \$   | 349 247 \$   |
| 03-06143 | COMITE D'ACTION DES PERSONNES VIVANT DES SITUATIONS DE HANDICAP (CAPVISH) (LE)            | 64 808 \$    | 49 565 \$    |
| 03-01971 | CORPORATION CITE-JOIE INC. (LA)                                                           | 67 029 \$    | 52 775 \$    |
| 03-06147 | ÉCOUTE SECOURS                                                                            | 17 963 \$    | 17 698 \$    |
| 03-06228 | EVASION ST-PIE X (L')                                                                     | 48 375 \$    | 47 660 \$    |
| 03-06015 | FONDATION FETE D'ENFANT DEDE INC.                                                         | 17 019 \$    | 3 960 \$     |
| 03-06195 | GROUPE DE RECHERCHE EN ANIMATION ET PLANIFICATION ECONOMIQUE (GRAPE)                      | 19 069 \$    | 18 787 \$    |
| 03-06252 | MAGNIFIQUE INC. (LE)                                                                      | 10 000 \$    | 8 000 \$     |
| 03-02102 | MAISON DES JEUNES DECENTRALISEE DE BEAUPORT - SECTEUR EST                                 | 10 394 \$    | 0 \$         |
| 03-06203 | MAISON DES JEUNES L'ENIGME DE BEAUPRE                                                     | 26 442 \$    | 26 051 \$    |
| 03-06149 | MAISON PLAISIR DE VIVRE POUR HOMMES EN DIFFICULTE DU GRAND CHARLEVOIX                     | 10 150 \$    | 10 000 \$    |
| 03-05186 | PATRO ROC-AMADOUR (1978) INC. (LE)                                                        | 73 468 \$    | 69 036 \$    |
| 03-06144 | PAVOIS (LE) DE LORETTEVILLE                                                               | 52 600 \$    | 21 103 \$    |
| 03-06144 | PAVOIS (LE) DE STE-FOY                                                                    | 52 600 \$    | 21 103 \$    |
| 03-06168 | PETIT REPIT (LE)                                                                          | 30 194 \$    | 81 491 \$    |
| 03-03261 | POINT DE REPERES (1990)                                                                   | 303 503 \$   | 299 018 \$   |
| 03-01351 | PREMIERS DE CORDEE (LES)                                                                  | 11 151 \$    | 21 151 \$    |
| 03-03258 | PROGRAMME D'ENCADREMENT CLINIQUE ET D'HÉBERGEMENT, P.E.C.H.                               | 946 241 \$   | 932 257 \$   |
| 03-06150 | REGROUPEMENT DES GROUPES DE FEMMES DE LA REGION DE QUEBEC (03) PORTNEUF-QUEBEC-CHARLEVOIX | 15 225 \$    | 15 000 \$    |

| Numéro<br>du<br>dossier                                         | NOM DE L'ORGANISME                                                           | Subvention<br>accordée<br>2004-2005 | Subvention<br>accordée<br>2003-2004 |
|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Financement par objectifs (suite)</b>                        |                                                                              |                                     |                                     |
| 03-06022                                                        | REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA REGION 03                   | 195 164 \$                          | 192 280 \$                          |
| 03-06216                                                        | REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE PROMOTION 03 (ROP 03)                         | 13 768 \$                           | 13 565 \$                           |
| 03-06154                                                        | REGROUPEMENT DES RESSOURCES NON-INSTITUTIONNELLES EN SANTE MENTALE REGION 03 | 59 353 \$                           | 58 476 \$                           |
| 03-06210                                                        | RESSOURCES PARENTS VANIER                                                    |                                     | 26 902 \$                           |
| 03-05195                                                        | SERVICE D'ENTRAIDE BASSE-VILLE INC.                                          | 57 259 \$                           | 53 803 \$                           |
| 03-06249                                                        | SERVICE FAMILIAL D'ACCOMPAGNEMENT SUPERVISE                                  | 12 180 \$                           | 12 000 \$                           |
| 03-06164                                                        | SERVICE REGIONAL D'INTERPRETARIAT DE QUEBEC INC.                             | 58 759 \$                           | 57 891 \$                           |
| 03-06173                                                        | SOCIETE ACTIONS-CHAMBREURS DE QUEBEC                                         | 173 475 \$                          | 170 911 \$                          |
| 03-06179                                                        | SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE QUÉBEC (LA)                                 | 31 206 \$                           | 5 648 \$                            |
|                                                                 | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                            | <b>5 988 148 \$</b>                 | <b>5 757 832 \$</b>                 |
|                                                                 |                                                                              |                                     |                                     |
| <b>Total programme de soutien aux organismes communautaires</b> |                                                                              | <b>27 261 671 \$</b>                | <b>26 067 269 \$</b>                |

# **Priorités de santé et de bien-être**

| Numéro du dossier | NOM DE L'ORGANISME | Subvention accordée 2004-2005 |
|-------------------|--------------------|-------------------------------|
|-------------------|--------------------|-------------------------------|

## **Violence, abus et négligence envers les enfants et troubles de**

### **comportement des jeunes**

|            |                                                             |            |
|------------|-------------------------------------------------------------|------------|
| 03-00852   | FORUM-JEUNESSE CHARLEVOIX-OUEST                             | 26 365 \$  |
| 03-06239   | JEUNES LEADERS (LES)                                        | 6 328 \$   |
| 03-02381   | MAISON DES JEUNES DE LES SAULES ET DE LEBOURGNEUF INC. (LA) | 31 639 \$  |
| 03-02102   | MAISON DES JEUNES DECENTRALISEE DE BEAUPORT - SECTEUR EST   | 7 163 \$   |
| 03-01999   | MAISON DES JEUNES L'ESCAPADE DE VAL-BÉLAIR                  | 42 185 \$  |
| 03-02834   | OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC. (LES)                    | 43 240 \$  |
| 03-06004   | TRIP JEUNESSE BEAUPORT                                      | 6 275 \$   |
| SOUS-TOTAL |                                                             | 163 195 \$ |

### **Violence faite aux femmes en milieu familial**

|            |                                                      |           |
|------------|------------------------------------------------------|-----------|
| 03-00045   | MAISON DES FEMMES DE QUEBEC (LA)                     | 14 766 \$ |
| 03-02799   | MAISON DU COEUR POUR FEMMES                          | 10 547 \$ |
| 03-00504   | MAISON KINSMEN-MARIE-ROLLET                          | 10 547 \$ |
| 03-00715   | MAISON LA MONTEE (LA)                                | 14 766 \$ |
| 03-00812   | MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES                       | 10 547 \$ |
| 03-02513   | MIREPI, MAISON D'HEBERGEMENT INC.                    | 14 766 \$ |
| 03-06283   | TABLE DE PRÉVENTION - VIOLENCE DE LA JACQUES-CARTIER | 4 219 \$  |
| SOUS-TOTAL |                                                      | 80 158 \$ |

### **Toxicomanie**

|            |                                     |           |
|------------|-------------------------------------|-----------|
| 03-00637   | ASSOCIATION BENEVOLE DE CHARLEVOIX  | 3 163 \$  |
| 03-00205   | CENTRE COMMUNAUTAIRE PRO-SANTÉ INC. | 3 163 \$  |
| 03-00016   | VISION D'ESPOIR DE SOBRIÉTÉ         | 16 874 \$ |
| SOUS-TOTAL |                                     | 23 200 \$ |

### **Santé mentale**

|            |                                                                                            |            |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 03-06030   | ARC-EN-CIEL ORGANISME COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE                                       | 42 925 \$  |
| 03-06033   | ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE (REGION DE QUEBEC) INC.                       | 31 639 \$  |
| 03-06062   | BOUSSOLE (LA), REGROUPEMENT DES PARENTS ET AMIS DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE | 32 033 \$  |
| 03-06076   | CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE C.P.S.                                                     | 15 819 \$  |
| 03-06092   | COMITE PREVENTION SUICIDE CHARLEVOIX                                                       | 26 365 \$  |
| 03-06230   | FOLIE/CULTURE INC.                                                                         | 52 731 \$  |
| 03-06213   | MAISON DE TRANSITION L'ECLAIRCIE                                                           | 15 819 \$  |
| 03-06007   | MAREE REGROUPEMENT DES PARENTS ET AMIS DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE (LA)     | 4 140 \$   |
| 03-03076   | ORGANISATION COMMUNAUTAIRE D'ECOUTE ET D'AIDE NATURELLE (O.C.E.A.N.)                       | 10 547 \$  |
| SOUS-TOTAL |                                                                                            | 232 018 \$ |

### **Obstacles à l'intégration sociale des personnes âgées**

|          |                                                    |           |
|----------|----------------------------------------------------|-----------|
| 03-05136 | CARREFOUR DE L'AMITIE CHARLESBOURG                 | 16 874 \$ |
| 03-06124 | CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DE RESSOURCES HOLLAND | 21 092 \$ |
| 03-05189 | ENTRAIDE DU FAUBOURG INC.                          | 21 409 \$ |

| Numéro du dossier | NOM DE L'ORGANISME | Subvention accordée 2004-2005 |
|-------------------|--------------------|-------------------------------|
|-------------------|--------------------|-------------------------------|

#### Obstacles à l'intégration sociale des personnes âgées (suite)

|          |                                                      |                   |
|----------|------------------------------------------------------|-------------------|
| 03-06206 | FADOQ- REGIONS DE QUEBEC ET CHAUDIERE-APPALACHES     | 15 819 \$         |
| 03-05193 | FRATERNITE SAINTE-MARIE DE VILLE DE VANIER INC. (LA) | 11 069 \$         |
| 03-03101 | SOCIETE ALZHEIMER DE QUEBEC (LA)                     | 15 292 \$         |
|          | <b>SOUS-TOTAL</b>                                    | <b>101 555 \$</b> |

#### Lutte à la pauvreté

|          |                                                                        |                   |
|----------|------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 03-00721 | CARREFOUR F.M. PORTNEUF                                                | 11 072 \$         |
| 03-00205 | CENTRE COMMUNAUTAIRE PRO-SANTE INC.                                    | 37 724 \$         |
| 03-00609 | CENTRE DES FEMMES DE LA BASSE-VILLE (LE)                               | 32 106 \$         |
| 03-01621 | CENTRE FEMMES AUX 3 A DE QUEBEC INC.                                   | 25 651 \$         |
| 03-02055 | CENTRE-FEMMES AUX PLURIELLES                                           | 17 417 \$         |
| 03-01779 | HANDI A                                                                | 7 740 \$          |
| 03-06200 | SERVICE D'AIDE A L'ADAPTATION DES IMMIGRANTS ET IMMIGRANTES (S.A.A.I.) | 27 217 \$         |
|          | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                      | <b>158 927 \$</b> |

Total priorités de santé et de bien-être

**759 053 \$**

#### Autres sources de financement

##### Activités en santé mentale

|          |                                                                                            |                     |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 03-06030 | ARC-EN-CIEL ORGANISME COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE                                       | 194 439 \$          |
| 03-02561 | ARCHIPEL D'ENTRAIDE (L')                                                                   | 26 902 \$           |
| 03-06062 | BOUSSOLE (LA), REGROUPEMENT DES PARENTS ET AMIS DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE | 27 304 \$           |
| 03-00138 | CENTRE COMMUNAUTAIRE L'AMITIE INC. (LE)                                                    | 26 279 \$           |
| 03-06072 | CENTRE DE CRISE DE QUEBEC                                                                  | 127 093 \$          |
| 03-06073 | CENTRE DE CROISSANCE RENAISSANCE INC.                                                      | 53 803 \$           |
| 03-06076 | CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE C.P.S.                                                     | 142 039 \$          |
| 03-06234 | CENTRE D'ENTRAIDE EMOTIONS                                                                 | 37 295 \$           |
| 03-06006 | CERCLE POLAIRE                                                                             | 13 236 \$           |
| 03-06092 | COMITE PREVENTION SUICIDE CHARLEVOIX                                                       | 32 832 \$           |
| 03-06272 | ÉQUITRAVAIL                                                                                | 210 966 \$          |
| 03-06109 | EVEIL CHARLEVOISIEN (L')                                                                   | 14 347 \$           |
| 03-06213 | MAISON DE TRANSITION L'ECLAIRCIE                                                           | 43 042 \$           |
| 03-06007 | MAREE REGROUPEMENT DES PARENTS ET AMIS DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE (LA)     | 35 000 \$           |
| 03-06144 | PAVOIS (LE) DE LORETTEVILLE                                                                | 40 000 \$           |
| 03-06144 | PAVOIS (LE) DE STE-FOY                                                                     | 40 000 \$           |
| 03-06144 | PAVOIS (LE) - PROGRAMME D'ACTIVITES VALORISANTES OFFRANT INTERACTION ET SOUTIEN            | 27 224 \$           |
| 03-03258 | PROGRAMME D'ENCADREMENT CLINIQUE ET D'HÉBERGEMENT, P.E.C.H.                                | 167 093 \$          |
| 03-06041 | REGROUPEMENT POUR L'AIDE AUX ITINÉRANTS ET ITINÉRANTES DE QUÉBEC                           | 45 732 \$           |
| 03-06242 | SERVICES DE MAIN-D'ŒUVRE L'APPUI INC. (LES)                                                | 96 119 \$           |
|          | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                                          | <b>1 400 745 \$</b> |

| Numéro du dossier                                                | NOM DE L'ORGANISME                                                                             | Subvention accordée 2004-2005 |
|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| <b>Autres montants récurrents</b>                                |                                                                                                |                               |
| 03-01011                                                         | AUTISME QUÉBEC                                                                                 | 88 965 \$                     |
| 03-06124                                                         | CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DE RESSOURCES HOLLAND                                             | 7 349 \$                      |
| 03-06276                                                         | FONDATION DE LA GREFFE DE MOELLE OSSEUSE DE L'EST DU QUÉBEC                                    | 5 820 \$                      |
| 03-02972                                                         | MAISON DE LAUBERIVIERE, AIDE AUX ADULTES EN DIFFICULTE                                         | 118 365 \$                    |
| 03-06158                                                         | RELAIS LA CHAUMINE INC.                                                                        | 7 006 \$                      |
| 03-06164                                                         | SERVICE REGIONAL D'INTERPRETARIAT DE QUEBEC INC.                                               | 28 596 \$                     |
|                                                                  | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                                              | <b>256 101 \$</b>             |
| <b>Programme d'aide aux joueurs pathologiques</b>                |                                                                                                |                               |
| 03-06196                                                         | CENTRE CASA (1997)                                                                             | 198 400 \$                    |
| 03-06267                                                         | CENTRE D'AIDE AUX JOUEURS COMPULSIFS                                                           | 30 220 \$                     |
| 03-06211                                                         | CENTRE JEAN LAPOINTE POUR ADOLESCENT(E)S (QUEBEC)                                              | 10 000 \$                     |
| 03-02797                                                         | MAISON AU SEUIL DE L'HARMONIE                                                                  | 40 800 \$                     |
| 03-06080                                                         | PASSAGE, CENTRE DE THERAPIE FAMILIALE EN TOXICOMANIE (LE)                                      | 26 000 \$                     |
| 03-02418                                                         | RESSOURCES GENESIS CHARLEVOIX INC.                                                             | 45 000 \$                     |
|                                                                  | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                                              | <b>350 420 \$</b>             |
| <b>Programme d'aide aux personnes âgées en perte d'autonomie</b> |                                                                                                |                               |
| 03-06206                                                         | FADOQ- REGIONS DE QUEBEC ET CHAUDIERE-APPALACHES                                               | 25 000 \$                     |
| 03-06064                                                         | LE MIEUX-ETRE DES IMMIGRANTS                                                                   | 3 000 \$                      |
|                                                                  | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                                              | <b>28 000 \$</b>              |
| <b>Plan d'action régional concerté MTS/SIDA et ITSS</b>          |                                                                                                |                               |
| 03-01621                                                         | CENTRE FEMMES AUX 3 A DE QUEBEC INC.                                                           | 22 500 \$                     |
| 03-01594                                                         | MOUVEMENT D'INFORMATION ET D'ENTRAIDE DANS LA LUTTE CONTRE LE S.I.D.A. (MIELS-QUEBEC) A QUEBEC | 67 000 \$                     |
| 03-02834                                                         | OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC. (LES)                                                       | 30 000 \$                     |
| 03-03261                                                         | POINT DE REPERES (1990)                                                                        | 80 000 \$                     |
| 03-00671                                                         | PROJET-INTERVENTION-PROSTITUTION QUEBEC INC.                                                   | 32 500 \$                     |
| 03-02350                                                         | REGROUPEMENT DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH-SIDA DE QUEBEC ET DE LA REGION (RPVVIH)          | 13 600 \$                     |
|                                                                  | <b>SOUS-TOTAL</b>                                                                              | <b>245 600 \$</b>             |
| <b>Autres montants non récurrents</b>                            |                                                                                                |                               |
| 03-01779                                                         | HANDI A                                                                                        | 25 000 \$                     |
| 03-01011                                                         | AUTISME QUÉBEC                                                                                 | 30 000 \$                     |
| 03-03258                                                         | PROGRAMME D'ENCADREMENT CLINIQUE ET D'HÉBERGEMENT, P.E.C.H.                                    | 108 128 \$                    |
| 03-06206                                                         | FADOQ- REGIONS DE QUEBEC ET CHAUDIERE-APPALACHES                                               | 25 000 \$                     |
| 03-06141                                                         | AMICALE ALFA DE QUEBEC                                                                         | 21 000 \$                     |
| 03-06132                                                         | ARMÉE DU SALUT (L')                                                                            | 42 000 \$                     |
| 03-06044                                                         | ASSOCIATION POUR L'INTEGRATION SOCIALE (REGION DE QUEBEC) (L')                                 | 27 650 \$                     |
| 03-06105                                                         | CROISSANCE-TRAVAIL                                                                             | 19 234 \$                     |
| 03-06022                                                         | REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA REGION 03                                     | 15 000 \$                     |
| 03-06164                                                         | SERVICE REGIONAL D'INTERPRETARIAT DE QUEBEC INC.                                               | 13 003 \$                     |
| 03-06150                                                         | REGROUPEMENT DES GROUPES DE FEMMES DE LA REGION DE QUEBEC (03) PORTNEUF-QUEBEC-CHARLEVOIX      | 7 300 \$                      |
| 03-06200                                                         | SERVICE D'AIDE A L'ADAPTATION DES IMMIGRANTS ET IMMIGRANTES (S.A.A.I.)                         | 6 000 \$                      |

| Numéro<br>du<br>dossier               | NOM DE L'ORGANISME                                                           | Subvention<br>accordée<br>2004-2005 |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| <u>Autres montants non récurrents</u> |                                                                              |                                     |
| 03-02929                              | ASSOCIATION DES T.C.C. DES DEUX RIVES (QUEBEC-CHAUDIERE-<br>APPALACHES) (L') | 5 000 \$                            |
| 03-00212                              | S.O.S. GROSSESSE                                                             | 400 \$                              |
|                                       | SOUS-TOTAL                                                                   | 344 715 \$                          |
| Total autres sources de financement   |                                                                              | 2 625 581 \$                        |





*Agence  
de développement  
de réseaux locaux  
de services de santé  
et de services sociaux*

**Québec** 

**Capitale nationale**

555 boulevard Wilfrid-Hamel Est  
Québec (Québec) G1M 3X7  
Téléphone : (418) 525-1500  
Télécopieur : (418) 529-4463